

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS/OV/3
17 janvier 2002

(02-0236)

Original: anglais

ÉTAT DES DIFFÉRENDS SOUMIS À L'OMC

NOTE: Le présent état récapitulatif a été élaboré par le Secrétariat sous sa propre responsabilité. Il est établi uniquement à titre d'information générale et n'affecte en rien les droits et obligations des Membres.

FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE MISE À JOUR (ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2001)

WT/DS n°	Titre abrégé	Action	Section
WT/DS242	CE – SGP	Demande de consultations Demande de participation aux consultations présentée par le Costa Rica, le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras et la Colombie	I
WT/DS241	Argentine – Viande de volaille	Demande de consultations Demande de participation aux consultations présentée par la CE	I
WT/DS240	Roumanie – Blé	Demande de consultations au titre de l'article 4:8 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends Demande d'établissement d'un groupe spécial Retrait de la demande d'établissement d'un groupe spécial	VII.B
WT/DS239	États-Unis – Silicium métal	Demande de participation aux consultations présentée par la CE	I
WT/DS238	Argentine – Pêches en conserve	Demande d'établissement d'un groupe spécial	I
WT/DS236	États-Unis – Bois d'œuvre résineux	Établissement d'un groupe spécial	II
WT/DS213	États-Unis – Acier au carbone	Constitution du Groupe spécial	II
WT/DS210	Belgique – Riz	Nouvelle suspension des travaux Notification d'une solution convenue d'un commun accord	VII.A
WT/DS202	États-Unis – Tubes et tuyaux	Appel, retrait de l'appel, nouveau dépôt d'un appel	IV.A
WT/DS189	Argentine – Carreaux en céramique	Accord mutuel sur le délai raisonnable de mise en œuvre	VI
WT/DS184	États-Unis - Produits en acier laminés à chaud	Demande d'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord	VI

WT/DS n°	Titre abrégé	Action	Section
WT/DS160	États-Unis - Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur	Rapport de situation sur la mise en œuvre	VI
WT/DS160/ARB25	États-Unis - Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur	Décision de l'arbitre	VI
WT/DS146 WT/DS175	Inde – Secteur automobile	Distribution du rapport du Groupe spécial	III.A
WT/DS136 WT/DS162	États-Unis – Loi de 1916	Rapport de situation sur la mise en œuvre	VI
WT/DS132/RW	Mexique – Sirop de maïs	Adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial sur la mise en conformité	V.B
WT/DS122	Thaïlande – Poutres en H	Annonce de la mise en œuvre	VI
WT/DS103/RW WT/DS113/RW	Canada – Produits laitiers	Adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial sur la mise en conformité	V.B
WT/DS103/RW/2 WT/DS113/RW/2	Canada – Produits laitiers	Établissement du second Groupe spécial de la mise en conformité	II.B
WT/DS58/RW	États-Unis – Crevettes	Adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial sur la mise en conformité	V.B
WT/DS27	CE – Bananes	Rapport de situation sur la mise en œuvre	VI

RÉSUMÉ STATISTIQUE

	Plaintes notifiées à l'OMC¹	Groupes spéciaux en activité²	Rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux adoptés³	Solutions convenues d'un commun accord	Autres différends réglés à l'amiable ou en suspens⁴
Période/date considérée	depuis le 1 ^{er} janvier 1995	à la date du présent rapport	depuis le 1 ^{er} janvier 1995	depuis le 1 ^{er} janvier 1995	depuis le 1 ^{er} janvier 1995
Nombre	242	16	56	34	23

NOTES EXPLICATIVES:

¹ Cette catégorie comprend toutes les demandes de consultations notifiées à l'OMC, y compris celles ayant conduit à des procédures de groupes spéciaux et d'examen en appel.

² Cette catégorie comprend les procédures de groupes spéciaux ou d'examen en appel en cours ou suspendues, à l'exception des procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

³ Cette catégorie n'inclut pas les rapports résultant de procédures engagées au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

⁴ Cette catégorie comprend les affaires dans lesquelles la mesure contestée a été levée, une demande d'établissement d'un groupe spécial a été retirée, etc.

	Groupes spéciaux de la mise en conformité en activité¹	Rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux sur la mise en conformité adoptés²	Arbitrages en cours sur le niveau de la suspension de concessions³	Autorisations de l'OMC pour la suspension de concessions⁴
Période/date considérée	à la date du présent rapport	à la date du présent rapport	à la date du présent rapport	à la date du présent rapport
Nombre	1	9	2	5

NOTES EXPLICATIVES:

¹ Cette catégorie comprend les procédures de groupes spéciaux ou d'examen en appel au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, en cours ou suspendues.

² Cette catégorie inclut les rapports résultant de procédures au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

³ Cette catégorie couvre les procédures d'arbitrage au titre de l'article 22:6 et 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord sur les subventions.

⁴ Cette catégorie couvre les autorisations données par l'OMC conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord sur les subventions.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. CONSULTATIONS EN COURS (énumérées en commençant par les plus récentes)	1
1. WT/DS242 – Communautés européennes – Système généralisé de préférences	1
2. WT/DS241 – Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil	1
3. WT/DS239 - États-Unis - Droits antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil	2
4. WT/DS238 - Argentine - Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve.....	3
5. WT/DS237 - Turquie - Certaines procédures d'importation visant les fruits frais	3
6. WT/DS235 - Slovaquie - Mesure de sauvegarde à l'importation de sucre.....	4
7. WT/DS233 - Argentine - Mesures visant l'importation de produits pharmaceutiques	4
8. WT/DS232 - Mexique - Mesures visant l'importation d'allumettes	5
9. WT/DS230 - Chili - Mesures de sauvegarde et modification des listes concernant le sucre.....	5
10. WT/DS229 - Brésil - Droits antidumping sur les sacs de jute en provenance de l'Inde.....	6
11. WT/DS226 - Chili - Mesure de sauvegarde provisoire appliquée aux mélanges d'huiles alimentaires.....	7
12. WT/DS225 - États-Unis - Droits antidumping sur les tuyaux sans soudure en provenance d'Italie	8
13. WT/DS/224 - États-Unis - Code des brevets des États-Unis	9
14. WT/DS223 - Communautés européennes - Contingent tarifaire applicable aux aliments à base de gluten de maïs en provenance des États-Unis.....	9
15. WT/DS220 - Chili - Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles.....	10
16. WT/DS218 - États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone en provenance du Brésil	11
17. WT/DS216 - Mexique - Mesure antidumping provisoire visant les transformateurs électriques	12
18. WT/DS215 - Philippines - Mesures antidumping visant les résines de polypropylène en provenance de Corée	12
19. WT/DS209 - Communautés européennes - Mesures affectant le café soluble	12
20. WT/DS208 - Turquie - Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier	13
21. WT/DS205 - Égypte - Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja.....	14

22.	WT/DS204 - Mexique - Mesures visant les services de télécommunication	14
23.	WT/DS203 - Mexique - Mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine	15
24.	WT/DS201 - Nicaragua - Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie (II)	17
25.	WT/DS200 - États-Unis - Article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives	17
26.	WT/DS197 - Brésil - Mesures relatives à des prix minimaux à l'importation	18
27.	WT/DS196 - Argentine - Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais	18
28.	WT/DS191 - Équateur - Mesure antidumping définitive concernant le ciment en provenance du Mexique	19
29.	WT/DS187 - Trinité-et-Tobago - Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica	19
30.	WT/DS186 - États-Unis - Article 337 de la Loi douanière de 1930 et modifications y relatives	19
31.	WT/DS185 - Trinité-et-Tobago - Certaines mesures visant les importations de pâtes alimentaires en provenance du Costa Rica	19
32.	WT/DS183 - Brésil - Mesures concernant les licences d'importation et les prix minimaux à l'importation	20
33.	WT/DS182 - Équateur - Mesure antidumping provisoire concernant le ciment en provenance du Mexique	20
34.	WT/DS180 - États-Unis - Reclassement de certains sirops de sucres	20
35.	WT/DS174 - Communautés européennes - Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires	20
36.	WT/DS172 - Communautés européennes - Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol	21
37.	WT/DS173 - France - Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol	21
38.	WT/DS171 - Argentine - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture	22
39.	WT/DS168 - Afrique du Sud - Droits antidumping visant certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde	22
40.	WT/DS167 - États-Unis - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada	23
41.	WT/DS159 - Hongrie - Mesure de sauvegarde visant les importations de produits en acier en provenance de la République tchèque	23
42.	WT/DS158 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes II	24
43.	WT/DS157 - Argentine - Mesures antidumping à l'importation de forêts en provenance d'Italie	24

44.	WT/DS154 - Communautés européennes - Mesures affectant le traitement différencié et favorable du café.....	24
45.	WT/DS153 - Communautés européennes - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	25
46.	WT/DS150 - Inde - Mesures concernant les droits de douane.....	25
47.	WT/DS149 - Inde - Restrictions à l'importation	25
48.	WT/DS148 - République tchèque - Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie.....	26
49.	WT/DS147 - Japon - Contingents tarifaires et subventions concernant les cuirs.....	26
50.	WT/DS145 - Argentine - Droits compensateurs sur les importations de gluten de blé en provenance des Communautés européennes	26
51.	WT/DS144 - États-Unis - Certaines mesures visant l'importation de bovins, de porcins et de céréales en provenance du Canada	27
52.	WT/DS143 - République slovaque - Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie	27
53.	WT/DS140 - Communautés européennes - Enquêtes antidumping concernant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde	27
54.	WT/DS137 - Communautés européennes - Mesures visant les importations de bois de conifères en provenance du Canada	28
55.	WT/DS134 - Communautés européennes - Mesures affectant les droits à l'importation du riz.....	28
56.	WT/DS133 - République slovaque - Mesures concernant l'importation de produits laitiers et le transit de bétail	28
57.	WT/DS131 - France - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions	29
58.	WT/DS130 - Irlande - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions	29
59.	WT/DS129 - Grèce - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions	29
60.	WT/DS128 - Pays-Bas - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions	29
61.	WT/DS127 - Belgique - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions	30
62.	WT/DS123 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures	30
63.	WT/DS120 - Inde - Mesures visant les exportations de certains produits de base	30
64.	WT/DS118 - États-Unis - Taxe d'entretien des ports	30
65.	WT/DS117 - Canada - Mesures visant les services de distribution de films	30
66.	WT/DS116 - Brésil - Mesures affectant les modalités de paiement des importations	31

67.	WT/DS115 - Communautés européennes - Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins.....	31
68.	WT/DS112 - Pérou - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil	31
69.	WT/DS111 - États-Unis - Contingent tarifaire à l'importation d'arachides.....	31
70.	WT/DS109 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques	31
71.	WT/DS107 - Pakistan - Mesures visant les exportations de cuirs et peaux	32
72.	WT/DS105 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes	32
73.	WT/DS104 - Communautés européennes - Mesures visant l'exportation de fromages fondus.....	32
74.	WT/DS100 - États-Unis - Mesures affectant les importations de produits provenant de volailles	32
75.	WT/DS97 - États-Unis - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations de saumons en provenance du Chili	32
76.	WT/DS82 - Irlande - Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins	33
77.	WT/DS81 - Brésil - Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile	33
78.	WT/DS80 - Belgique - Mesures visant les services d'annuaire téléphonique commercial	33
79.	WT/DS78 - États-Unis - Sauvegarde contre les importations de balais en sorgho	33
80.	WT/DS71 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils	34
81.	WT/DS66 - Japon - Mesures affectant les importations de viande de porc	34
82.	WT/DS65 - Brésil - Mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile	34
83.	WT/DS63 - États-Unis - Mesures antidumping à l'importation d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande.....	34
84.	WT/DS61 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes	34
85.	WT/DS53 - Mexique - Mesures concernant la Loi douanière	35
86.	WT/DS52 - Brésil - Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile	35
87.	WT/DS51 - Brésil - Certaines mesures concernant les investissements dans le secteur automobile	35
88.	WT/DS47 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	35
89.	WT/DS45 - Japon - Mesures affectant les services de distribution.....	35
90.	WT/DS41 - Corée - Mesures concernant l'inspection des produits agricoles	36

91.	WT/DS30 - Brésil - Droits compensateurs sur les importations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco en provenance de Sri Lanka.....	36
92.	WT/DS29 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	36
93.	WT/DS3 - Corée - Mesures concernant les essais relatifs aux produits agricoles et l'inspection de ces produits	36
II.	GROUPE SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ.....	36
A.	GROUPE SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ	36
1.	WT/DS164 - Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures.....	36
2.	WT/DS188 - Nicaragua - Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie.....	37
3.	WT/DS195 - Philippines - Mesures affectant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile	37
4.	WT/DS206 - États-Unis - Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde.....	38
5.	WT/DS207 - Chili - Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles.....	38
6.	WT/DS211 - Égypte - Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie.....	39
7.	WT/DS212 - États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes	40
8.	WT/DS213 - États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne.....	41
9.	WT/DS214 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de fils machine en acier et de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire	42
10.	WT/DS217 - États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention	43
11.	WT/DS219 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.....	44
12.	WT/DS221 - États-Unis - Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.....	44
13.	WT/DS222 - Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux	45
14.	WT/DS231 - Communautés européennes - Désignation commerciale des sardines	46
15.	WT/DS234 - États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention	46
16.	WT/DS236 - États-Unis - Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada	48

B.	GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ EN ACTIVITÉ	49
1.	WT/DS103/RW/2 et WT/DS113/RW/2 – Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	49
III.	RAPPORTS PUBLIÉS.....	49
A.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX.....	49
1.	WT/DS146 et WT/DS175 - Inde - Mesures concernant le secteur automobile	49
B.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)	51
C.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL.....	51
D.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5).....	51
IV.	RAPPORTS FAISANT L'OBJET D'UN APPEL.....	51
A.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX.....	51
1.	WT/DS176 - États-Unis - Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits.....	51
2.	WT/DS202 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée.....	52
B.	RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)	53
1.	WT/DS108/RW - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"	53
V.	EXAMENS DE GROUPES SPÉCIAUX ET DE L'ORGANE D'APPEL TERMINÉS	54
A.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX ADOPTÉS	54
1.	WT/DS2 et WT/DS4 - États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	54
2.	WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 - Japon - Taxes sur les boissons alcooliques	54
3.	WT/DS18 - Australie - Mesures visant les importations de saumons.....	55
4.	WT/DS22 - Brésil - Mesures visant la noix de coco desséchée	56
5.	WT/DS24 - États-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles	56
6.	WT/DS26 - Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)	56
7.	WT/DS27 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes.....	57
8.	WT/DS31 - Canada - Certaines mesures concernant les périodiques	58
9.	WT/DS33 - États-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés	58
10.	WT/DS34 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	59
11.	WT/DS44 - Japon - Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs	59

12.	WT/DS46 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs.....	60
13.	WT/DS48 - Communautés européennes - Mesures visant les animaux vivants et les viandes (hormones)	61
14.	WT/DS50 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	62
15.	WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 - Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile.....	62
16.	WT/DS56 - Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles.....	63
17.	WT/DS58 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes	64
18.	WT/DS60 - Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique	64
19.	WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68 - Communautés européennes - Classement tarifaire de certains matériels informatiques	65
20.	WT/DS69 - Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles.....	66
21.	WT/DS70 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils	66
22.	WT/DS75 et WT/DS84 - Corée - Taxes sur les boissons alcooliques	67
23.	WT/DS76 - Japon - Mesures visant les produits agricoles	68
24.	WT/DS79 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	68
25.	WT/DS87 et WT/DS110 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques.....	69
26.	WT/DS90 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	69
27.	WT/DS98 - Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers	70
28.	WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée.....	71
29.	WT/DS103 et WT/DS113 - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	71
30.	WT/DS108 - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"	72
31.	WT/DS114 - Canada - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques	73
32.	WT/DS121 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures	74
33.	WT/DS122 - Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés; poutrelles profilées en H en provenance de Pologne	75

34.	WT/DS126 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles.....	77
35.	WT/DS132 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis.....	77
36.	WT/DS135 - Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant.....	78
37.	WT/DS136 - États-Unis - Loi antidumping de 1916	79
38.	WT/DS138 - États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni.....	81
39.	WT/DS139 et WT/DS142 - Canada - Certaines mesures concernant l'industrie automobile	81
40.	WT/DS141 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde.....	83
41.	WT/DS152 - États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur.....	85
42.	WT/DS155 - Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis	86
43.	WT/DS156 - Guatemala - Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique.....	87
44.	WT/DS160 - États-Unis - Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.....	89
45.	WT/DS161 et WT/DS169 - Corée - Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée	90
46.	WT/DS162 - États-Unis - Loi antidumping de 1916	92
47.	WT/DS163 - Corée - Mesures affectant les marchés publics.....	93
48.	WT/DS165 - États-Unis - Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes.....	94
49.	WT/DS166 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes.....	96
50.	WT/DS170 - Canada - Durée de la protection conférée par un brevet	99
51.	WT/DS177 et WT/DS178 - États-Unis - Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande.....	99
52.	WT/DS179 - États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée.....	102
53.	WT/DS184 - États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.....	103
54.	WT/DS189 - Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie.....	105
55.	WT/DS192 - États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan.....	106

56.	WT/DS194 - États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions	108
B.	RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) ADOPTÉS	109
1.	WT/DS18/RW - Australie - Mesures visant les importations de saumons	109
2.	WT/DS27/RW - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes.....	110
3.	WT/DS46/RW et WT/DS46/RW/2 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs	110
4.	WT/DS58/RW - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes	112
5.	WT/DS70/RW - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils.....	113
6.	WT/DS99/RW - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée	114
7.	WT/DS103/RW et WT/DS113/RW - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers	114
8.	WT/DS126/RW - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles	115
9.	WT/DS132/RW - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis	115
VI.	ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RAPPORTS ADOPTÉS.....	116
1.	WT/DS2 et WT/DS4 - États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	116
2.	WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 - Japon - Taxes sur les boissons alcooliques	116
3.	WT/DS18 - Australie - Mesures visant les importations de saumons.....	117
4.	WT/DS24 - États-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles	117
5.	WT/DS26 et WT/DS48 - Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones).....	117
6.	WT/DS27 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes.....	118
7.	WT/DS31 - Canada - Certaines mesures concernant les périodiques	123
8.	WT/DS33 - États-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés	123
9.	WT/DS34 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	123
10.	WT/DS46 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs.....	124
11.	WT/DS50 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	125

12.	WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 - Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile.....	125
13.	WT/DS56 - Argentine - Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles	126
14.	WT/DS58 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes	126
15.	WT/DS69 - Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles.....	127
16.	WT/DS70 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils	127
17.	WT/DS75 et WT/DS84 - Corée - Taxes sur les boissons alcooliques	127
18.	WT/DS76 - Japon - Mesures visant les produits agricoles	128
19.	WT/DS79 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	128
20.	WT/DS87 et WT/DS110 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques.....	128
21.	WT/DS90 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	129
22.	WT/DS98 - Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers	129
23.	WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée.....	130
24.	WT/DS103 et WT/DS113 - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers.....	130
25.	WT/DS108 - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"	131
26.	WT/DS114 - Canada - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques	132
27.	WT/DS121 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures	132
28.	WT/DS122 - Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne	132
29.	WT/DS126 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles.....	133
30.	WT/DS132 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis.....	133
31.	WT/DS136 et WT/DS162 - États-Unis - Loi antidumping de 1916	134
32.	WT/DS138 - États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni	134
33.	WT/DS139 et WT/DS142 - Canada - Certaines mesures concernant l'industrie automobile	135

34.	WT/DS141 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde	135
35.	WT/DS155 - Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis	135
36.	WT/DS156 - Guatemala - Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique.....	136
37.	WT/DS160 - États-Unis - Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.....	136
38.	WT/DS161 et WT/DS169 - Corée - Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée	136
39.	WT/DS166 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes.....	137
40.	WT/DS170 - Canada - Durée de la protection conférée par un brevet	137
41.	WT/DS177 et WT/DS178 - États-Unis - Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande.....	137
42.	WT/DS179 - États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée.....	137
43.	WT/DS184 - États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.....	138
44.	WT/DS189 - Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie.....	138
45.	WT/DS192 - États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan	138
VII.	AFFAIRES RÉGLÉES À L'AMIABLE OU EN SUSPENS.....	138
A.	SOLUTIONS CONVENUES D'UN COMMUN ACCORD	138
1.	WT/DS5 - Corée - Mesures concernant la durée de conservation des produits	138
2.	WT/DS6 - États-Unis - Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur.....	138
3.	WT/DS7, WT/DS12 et WT/DS14 - Communautés européennes - Désignation commerciale des pectinidés	139
4.	WT/DS19 - Pologne - Régime d'importation applicable aux automobiles	139
5.	WT/DS20 - Corée - Mesures concernant l'eau en bouteille	139
6.	WT/DS21 - Australie - Mesures affectant l'importation de salmonidés.....	139
7.	WT/DS28 - Japon - Mesures concernant les enregistrements sonores.....	140
8.	WT/DS35 - Hongrie - Subventions à l'exportation des produits agricoles	140
9.	WT/DS36 - Pakistan - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	140
10.	WT/DS37 - Portugal - Protection conférée par un brevet prévue par la Loi sur la propriété industrielle	141

11.	WT/DS40 - Corée - Lois, réglementations et pratiques dans le secteur des marchés de télécommunications	141
12.	WT/DS42 - Japon - Mesures concernant les enregistrements sonores.....	141
13.	WT/DS43 - Turquie - Taxation des recettes provenant des films étrangers	141
14.	WT/DS72 - Communautés européennes - Mesures affectant des produits butyreux	141
15.	WT/DS73 - Japon - Achat d'un satellite de navigation	142
16.	WT/DS74 - Philippines - Mesures visant les viandes de porc et de volaille.....	142
17.	WT/DS83 - Danemark - Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.....	142
18.	WT/DS85 - États-Unis - Mesures affectant les textiles et les vêtements	142
19.	WT/DS86 - Suède - Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.....	143
20.	WT/DS91 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	143
21.	WT/DS92 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	143
22.	WT/DS93 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	143
23.	WT/DS94 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	144
24.	WT/DS96 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels	144
25.	WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée.....	144
26.	WT/DS102 - Philippines - Mesures visant les viandes de porc et de volaille.....	145
27.	WT/DS119 - Australie - Mesures antidumping à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois.....	145
28.	WT/DS124 - Communautés européennes - Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision.....	145
29.	WT/DS125 - Grèce - Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision	145
30.	WT/DS151 - États-Unis - Mesures affectant les textiles et les vêtements	145
31.	WT/DS190 - Argentine - Mesures de sauvegarde transitoires visant certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil	146
32.	WT/DS198 - Roumanie - Mesures concernant les prix minimaux à l'importation.....	146
33.	WT/DS199 - Brésil - Mesures affectant la protection conférée par un brevet.....	147
34.	WT/210 - Belgique - Application de mesures établissant les droits de douane applicables au riz	147

B.	AUTRES AFFAIRES	148
1.	WT/DS1 - Malaisie - Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène	148
2.	WT/DS9 - Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales	148
3.	WT/DS13 - Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales	149
4.	WT/DS15 - Japon - Mesures affectant l'achat de matériel de télécommunication.....	149
5.	WT/DS17 - Communautés européennes - Droits sur les importations de riz	149
6.	WT/DS23 - Venezuela - Enquête antidumping concernant les importations de certains matériels tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG).....	149
7.	WT/DS25 - Communautés européennes - Mise en œuvre des engagements concernant le riz pris pendant le Cycle d'Uruguay	149
8.	WT/DS32 - États-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes	150
9.	WT/DS38 - États-Unis - Loi pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba.....	150
10.	WT/DS39 - États-Unis - Majoration de droits sur des produits en provenance des Communautés européennes	150
11.	WT/DS49 - États-Unis - Enquête antidumping concernant les importations de tomates fraîches ou réfrigérées en provenance du Mexique.....	151
12.	WT/DS57 - Australie - Système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures.....	151
13.	WT/DS77 - Argentine - Mesures visant les textiles et les vêtements	151
14.	WT/DS88 - États-Unis - Mesure affectant les marchés publics.....	151
15.	WT/DS89 - États-Unis - Imposition de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur en provenance de Corée.....	152
16.	WT/DS95 - États-Unis - Mesure affectant les marchés publics.....	152
17.	WT/DS101 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis	152
18.	WT/DS106 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles	153
19.	WT/DS181 - Colombie - Mesure de sauvegarde appliquée aux importations de filaments simples de polyesters en provenance de Thaïlande	153
20.	WT/DS193 - Chili - Mesures concernant le transport en transit et l'importation d'espadons.....	153
21.	WT/DS227 - Pérou - Taxes sur les cigarettes	154
22.	WT/DS228 - Chili - Mesures de sauvegarde concernant le sucre.....	154
23.	WT/DS240 - Roumanie - Prohibition à l'importation de blé et de farine de blé	154

I. CONSULTATIONS EN COURS (énumérées en commençant par les plus récentes)**1. WT/DS242 - Communautés européennes - Système généralisé de préférences**

Plainte de la Thaïlande. Le 7 décembre 2001, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des mesures prises au titre du schéma de préférences généralisées des CE (schéma SGP). À cette date, le schéma SGP était mis en œuvre par le Règlement CE n° 2820/98 du 21 décembre 1998 portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} juillet 1999 au 31 décembre 2001 et devait continuer à être mis en œuvre par la Proposition de règlement du Conseil portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004 datée du 14 novembre 2001.

La Thaïlande estime que certaines mesures appliquées au titre du schéma SGP ont une incidence négative sur les importations dans les CE de produits originaires de Thaïlande. Elle fait valoir en particulier qu'en mettant en œuvre ce schéma, les CE manquent aux obligations qui leur incombent au titre des dispositions ci-après:

- article premier du GATT de 1994; et
- clause d'habilitation incorporée au GATT de 1994.

La Thaïlande considère que les avantages résultant pour elle directement ou indirectement de l'Accord sur l'OMC sont annulés ou compromis étant donné que les CE ne se sont pas, selon elle, acquittées des obligations qui leur incombent au titre de l'Accord. Elle a par ailleurs déposé une plainte en situation de non-violation à l'effet que l'application, par les CE, des mesures précitées annule ou compromet les avantages résultant pour elle directement ou indirectement de l'Accord sur l'OMC au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

Le Costa Rica (17 décembre 2001), le Guatemala (19 décembre 2001), le Honduras et le Nicaragua (20 décembre 2001) et la Colombie (24 décembre 2001) ont demandé à participer aux consultations en qualité de tierces parties.

2. WT/DS241 - Argentine - Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil

Plainte du Brésil. Le 7 novembre 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet des droits antidumping définitifs imposés par ce pays sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil, relevant des lignes 0207.11.00 et 0207.12.00 du tarif du MERCOSUR. Ces mesures ont été mises en place par le Ministère de l'économie argentin par la Décision n° 574 du 21 juillet 2000 publiée au Journal officiel argentin le 24 juillet 2000. Le Brésil considère que l'imposition des droits antidumping définitifs, ainsi que l'enquête menée par les autorités argentines, ont peut-être été faussées et fondées sur des procédures erronées ou défectueuses, ce qui est incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 ainsi que de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il mentionne en particulier:

- l'ouverture de l'enquête, pour ce qui est des éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage;
- le fait que le texte de la demande d'ouverture d'enquête présentée par écrit n'avait pas été fourni aux exportateurs ni au gouvernement brésilien dès l'ouverture de l'enquête;

- le déroulement de l'enquête, y compris l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et du lien de causalité entre le dumping et le dommage, et le fait que la plupart des renseignements présentés par les exportateurs brésiliens n'ont pas été pris en compte sans justification valable;
- l'avis au public défectueux concernant la détermination finale de l'existence d'un dommage, y compris la non-divulcation des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'imposer les mesures antidumping;
- l'imposition des droits antidumping; et
- la valeur en douane déterminée sur la base de la valeur en douane minimale.

D'après le Brésil, l'Argentine aurait enfreint, entre autres, les dispositions ci-après de l'Accord antidumping: article premier (*Principes*); article 2 (*Détermination de l'existence d'un dumping*), y compris les paragraphes 2.1, 2.3, 2.4 et 2.6; article 3 (*Détermination de l'existence d'un dommage*), y compris les paragraphes 3.1, 3.4 et 3.5; article 4 (*Définition de la branche de production nationale*), y compris le paragraphe 4.1; article 5 (*Engagement de la procédure et enquête ultérieure*), y compris les paragraphes 5.2, 5.3 (en conjonction avec les articles 2 et 3), 5.7 et 5.8; article 6 (*Éléments de preuve*), y compris l'alinéa 6.1.3, et le paragraphe 6.8 en conjonction avec les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II; article 9 (*Imposition et recouvrement de droits antidumping*), y compris les paragraphes 9.1 et 9.2; article 12 (*Avis au public et explication des déterminations*), y compris les paragraphes 12.1 et 12.2; et les articles 1^{er} et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Le 19 novembre 2001, les CE ont demandé à participer aux consultations en qualité de tierce partie.

3. WT/DS239 - États-Unis - Droits antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil

Plainte du Brésil. Le 17 septembre 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis. Le 1^{er} novembre 2001, le Brésil a demandé que sa demande initiale de consultations soit annulée et remplacée par une nouvelle demande. Dans cette dernière, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des points suivants:

- Droits antidumping imposés par les États-Unis sur les importations de silicium métal en provenance du Brésil: *Ordonnance instituant des droits antidumping: silicium métal en provenance du Brésil*, 56 Fed. Reg. 36135 (31 juillet 1991) (dossier n° A-351-806 des États-Unis).
- Article 351.106 c) du Règlement du Département du commerce ("Département")¹, qui dispose qu'une marge *de minimis* de 0,5 pour cent s'applique dans le cadre des réexamens administratifs.

¹ 19 C.F.R. article 351.106 c).

- Méthode de la "réduction à zéro" appliquée par les États-Unis lors de l'établissement des marges de dumping, telle qu'elle est exposée au chapitre 6 du Manuel antidumping du Département² et à l'article 771 35) de la Loi douanière de 1930.

Le 28 septembre 2001, la Thaïlande a demandé à participer aux consultations au motif qu'elle a un intérêt commercial substantiel dans la question. Le 19 novembre 2001, les CE ont demandé à participer aux consultations en qualité de tierce partie.

4. WT/DS238 - Argentine - Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve

Plainte du Chili. Le 14 septembre 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet de la mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce pays aux importations de pêches conservées dans de l'eau additionnée d'édulcorants, y compris les pêches au sirop, et de pêches conservées d'une autre manière ou dans de l'eau. Selon le Chili:

- la mesure de sauvegarde définitive appliquée par l'Argentine est incompatible avec, notamment, les articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994;
- la mesure de sauvegarde définitive n'est pas conforme aux règles de l'OMC en la matière et nuit gravement à la compétitivité des pêches chiliennes sur le marché argentin. En particulier, le Chili a estimé que l'Argentine n'a pas rempli les conditions établies à l'article XIX:1 du GATT de 1994 concernant l'"évolution imprévue des circonstances" et un accroissement des importations;
- il ne ressort des conclusions de l'enquête menée par le gouvernement argentin aucune constatation de dommage ou de menace de dommage pour la branche de production nationale;
- par ailleurs, en attribuant le dommage prétendument causé à la branche de production nationale exclusivement à un prétendu accroissement des importations, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas tenu compte de l'existence d'autres facteurs;
- en outre, le niveau de la mesure de sauvegarde définitive est si élevé qu'il équivaut à une interdiction à l'importation.

Le 6 décembre 2001, le Chili a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement de ce groupe.

5. WT/DS237 - Turquie - Certaines procédures d'importation visant les fruits frais

Plainte de l'Équateur. Le 31 août 2001, l'Équateur a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant certaines procédures d'importation visant les fruits frais et, en particulier, les bananes. Selon l'Équateur, cette procédure exige la délivrance, par le Ministère turc de l'agriculture, d'un document connu sous le nom de "Kontrol Belgesi". L'Équateur a expliqué que cette procédure a été établie au titre du "Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur" publié au Journal officiel n° 24271 le 25 décembre 2000 par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (annexe 1 du communiqué).

² Disponible à l'adresse suivante: <http://ia.ita.doc.gov/admanual/>.

L'Équateur a allégué que cette procédure, telle qu'elle est appliquée par les autorités turques, constitue un obstacle aux échanges incompatible avec les obligations découlant pour la Turquie du GATT de 1994, de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur l'agriculture et de l'AGCS. L'Équateur a considéré en particulier que les dispositions des Accords de l'OMC avec lesquelles il apparaît que la procédure de "Kontrol Belgesi" appliquée par la Turquie est incompatible incluent les suivantes:

- articles II, III, VIII, X et XI du GATT de 1994;
- articles 2:3 et 8 et Annexes B et C de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires;
- paragraphes 2, 3, 5 et 6 de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation;
- article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et
- articles VI et XVII de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Le 20 septembre 2001, les Communautés européennes ont demandé à participer aux consultations.

6. WT/DS235 - Slovaquie - Mesure de sauvegarde à l'importation de sucre

Plainte de la Pologne. Le 11 juillet 2001, la Pologne a demandé l'ouverture de consultations avec la Slovaquie au sujet des restrictions quantitatives imposées par celle-ci à l'égard des importations de sucre (position tarifaire n° 1701). L'imposition de la mesure en question a été notifiée au Comité des sauvegardes (notification distribuée sous la cote G/SG/N/10/SVK/1). La Pologne a considéré que cette mesure de sauvegarde a été imposée d'une manière incompatible avec les obligations de la Slovaquie au regard de l'Accord sur les sauvegardes. Selon la Pologne, il apparaît que les autorités slovaques ont agi d'une manière incompatible avec différentes dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, à savoir l'article 3.1, l'article 4:2 b), l'article 5:2 a), l'article 7:4, l'article 12:1 b), l'article 12:1 c) et l'article 12:3.

La Pologne a considéré que l'enquête menée et la mesure de sauvegarde imposée ont annulé ou compromis les avantages résultant directement ou indirectement pour elle de l'Accord sur les sauvegardes.

7. WT/DS233 - Argentine - Mesures visant l'importation de produits pharmaceutiques

Plainte de l'Inde. Le 25 mai 2001, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant la Loi n° 24.766 et le Décret n° 150/92 de ce pays. D'après l'Inde, ces mesures constituent des obstacles non nécessaires au commerce international et empêchent les médicaments et autres produits pharmaceutiques indiens de pénétrer sur le marché argentin, établissant ainsi une discrimination à l'encontre des médicaments indiens par rapport aux produits similaires d'autres pays et de l'Argentine.

D'après l'Inde, les mesures susmentionnées exigent que, avant de pénétrer sur le marché argentin, tous les médicaments et autres produits pharmaceutiques soient homologués auprès de l'Administration nationale des médicaments, des produits alimentaires et de la technologie

médicale, qui relève du Ministère argentin de la santé. Le Décret susmentionné contient deux annexes où figurent des listes de pays.

- En ce qui concerne les pays repris à l'annexe I, les produits pharmaceutiques doivent être fabriqués dans des installations agréées par les organismes gouvernementaux compétents de ces pays ou par le Ministère argentin de la santé et ils doivent satisfaire aux prescriptions de l'Autorité sanitaire nationale en matière de fabrication et de contrôle de la qualité.
- Pour ce qui est des pays repris à l'annexe II, les installations de fabrication de ces pays doivent être inspectées et agréées par le Ministère argentin de la santé avant l'exportation en Argentine de ces produits pharmaceutiques.

D'après l'Inde, elle n'est mentionnée dans aucune de ces deux annexes. Du fait de cette prétendue discrimination, les médicaments et produits pharmaceutiques indiens n'ont absolument aucun accès au marché argentin. L'Inde a considéré qu'il a été contrevenu aux dispositions ci-après:

- articles 2 (en particulier 2.2), 5 (en particulier 5.1 et 5.2) et 12 de l'Accord OTC;
- articles I^{er} et III du GATT de 1994; et
- article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC.

8. WT/DS232 - Mexique - Mesures visant l'importation d'allumettes

Plainte du Chili. Le 17 mai 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une série de lois et règlements mexicains dont il est allégué qu'ils constituent des obstacles non nécessaires à l'accès au marché et à la commercialisation des allumettes chiliennes. D'après le Chili, conformément à ces lois et règlements, les allumettes ont été classées au Mexique comme un produit explosif et dangereux, du fait d'une confusion entre le "phosphore" ("*fósforo*"), élément chimique, et les "allumettes de sûreté" ("*fósforos (o cerillos) de seguridad*") en tant que produit. Ainsi, les allumettes chiliennes sont soumises au contrôle du Ministère à la défense nationale et, par conséquent, à une série de prescriptions en matière d'emballage, d'admission, de dédouanement, de transport et de stockage, qui sont propres aux explosifs et aux autres substances dangereuses et qui ont pour objectif et pour effet de protéger l'industrie mexicaine. D'après le Chili, ces mesures sont incompatibles, notamment, avec les dispositions suivantes:

- les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Accord OTC;
- les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation; et
- l'article III:4 du GATT de 1994.

9. WT/DS230 - Chili - Mesures de sauvegarde et modification des listes concernant le sucre

Plainte de la Colombie. Le 17 avril 2001, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant:

- 1) des mesures de sauvegarde définitives appliquées par le Chili le 20 janvier 2000 à un certain nombre de produits agricoles, y compris le sucre, et prorogées en novembre 2000 pour une période d'un an; et
- 2) la décision prise par le Chili le 14 mars 2001 de ne pas reconnaître l'intérêt substantiel de la Colombie, qui devrait être consultée en ce qui concerne la modification des concessions concernant, notamment, les sucres raffinés (sous-position tarifaire 17.01.99.00).

En novembre 2000, le Chili avait notifié son intention de modifier ces concessions conformément à l'article XXVIII du GATT de 1994. Selon la Colombie, les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations incombant au Chili au titre des dispositions suivantes:

- les articles 2, 3, 4, 5, 7, 9 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes;
- les articles II, XIX et XXVIII du GATT de 1994; et
- le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994 et les Lignes directrices adoptées le 10 novembre 1980 relatives aux procédures concernant les négociations au titre de l'article XXVIII.

D'après la Colombie, il apparaît que les mesures chiliennes, considérées conjointement ou séparément, annulent ou compromettent les avantages qui résulteraient pour elle des dispositions susmentionnées. Comme la Colombie l'a indiqué, cette nouvelle demande annule et remplace la demande de consultations distribuée sous la cote WT/DS228/1.

10. WT/DS229 - Brésil - Droits antidumping sur les sacs de jute en provenance de l'Inde

Plainte de l'Inde. Le 9 avril 2001, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant:

- la détermination du gouvernement brésilien de continuer à imposer des droits antidumping sur les sacs de jute et les sacs en fils de jute en provenance de l'Inde, qui est fondée sur un document prétendument faux concernant la marge de dumping, attribuée à une entreprise indienne qui n'existe pas;
- son refus de reconsidérer la décision de maintenir les droits antidumping sur les articles de jute en provenance d'Inde, bien que la non-existence de cette entreprise ait été signalée aux autorités;
- le fait que les nouveaux éléments de preuve relatifs au coût de production, aux prix de vente sur le marché intérieur, aux prix à l'exportation, etc. des fabricants de jute indiens n'ont pas été pris en considération, et le refus de réexaminer la décision d'imposer des droits antidumping;
- la pratique générale du Brésil en matière de réexamen et d'imposition de droits antidumping; et
- les lois et réglementations antidumping du Brésil, notamment, mais pas exclusivement, l'article 58 du Décret n° 1602 de 1995.

D'après l'Inde, les dispositions avec lesquelles ces déterminations et dispositions juridiques semblent incompatibles, sont notamment, mais pas exclusivement, les suivantes:

- les articles VI et X du GATT de 1994;
- les articles 1, 2, 3, 5, 6 (en particulier 6.6, 6.7, 6.8 et annexe II, 6.9 et 6.10), 11, 12, 17.6 i), 18.3 et 18.4 de l'Accord antidumping; et
- l'article XVI de l'Accord sur l'OMC.

En outre, la détermination de maintenir les droits antidumping semble annuler et compromettre les avantages résultant pour l'Inde des accords visés ou entraver la réalisation de leurs objectifs.

11. WT/DS226 - Chili - Mesure de sauvegarde provisoire appliquée aux mélanges d'huiles alimentaires

Plainte de l'Argentine. Le 19 février 2001, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant une mesure de sauvegarde provisoire relative aux importations de mélanges d'huiles alimentaires (position tarifaire 1517.9000 du Système harmonisé du Chili), qui a été adoptée par les autorités chiliennes le 11 janvier 2001 et consiste à appliquer un droit *ad valorem* de 48 pour cent aux importations de ces produits. Le 10 janvier 2001, la notification du Chili concernant l'ouverture d'une enquête a été distribuée sous la cote G/SG/N/6/CHL/5 et, le 19 janvier 2001, la notification de la décision prise par les autorités chiliennes chargées des enquêtes de recommander l'imposition d'une mesure de sauvegarde provisoire a été distribuée sous la cote G/SG/N/7/5/Suppl.1. Selon l'Argentine:

- le Chili ne s'est pas conformé à l'obligation de tenir des consultations immédiatement après l'adoption de la mesure, conformément à l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes;
- il n'y a pas de définition claire du produit similaire ou directement concurrent, de la branche de production concernée, ni de la période couverte par l'enquête pendant laquelle le comportement des importations a été évalué;
- en outre, s'agissant de l'évaluation du dommage ou de la menace de dommage, une analyse préliminaire ne permet pas clairement de savoir sur quelle branche de production a porté cette évaluation, puisqu'il semble que, dans certains cas, les données utilisées ne concernent pas la même branche de production;
- par ailleurs, il ne semble pas y avoir d'éléments de preuve manifestes de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave pour la branche de production nationale;
- les autorités chargées des enquêtes n'ont pas tenu compte "des facteurs autres qu'un accroissement des importations caus[ant] un dommage à la branche de production nationale en même temps", comme il est prévu à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- enfin, la notification n'expose pas les raisons pour lesquelles tout délai pourrait causer un dommage irréparable à la branche de production nationale et, en conséquence, n'établit pas l'existence de "circonstances critiques";

- ladite mesure de sauvegarde provisoire est incompatible avec les obligations qui incombent au Chili en vertu de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, y compris mais pas exclusivement les articles 2, 4, 6 et 12.

12. WT/DS225 - États-Unis - Droits antidumping sur les tuyaux sans soudure en provenance d'Italie

Plainte des Communautés européennes. Le 5 février 2001, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des droits antidumping appliqués par les États-Unis aux importations de tuyaux sans soudure pour canalisation ou conduite sous pression ("tuyaux sans soudure") en provenance d'Italie. La demande porte en particulier sur les résultats finals d'un réexamen à terme de la mesure effectué par le Département du commerce des États-Unis (DOC), qui ont été publiés dans le *Federal Register* du 7 novembre 2000. Elle porte également sur certains aspects de la procédure suivie par le DOC pour engager des réexamens à terme, qui sont énoncés à l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930 et dans le Règlement d'application pris par le DOC.

S'agissant des résultats finals du réexamen à terme:

- les CE ont considéré que la constatation du DOC selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance antidumping était révoquée est incompatible avec les obligations résultant pour les États-Unis de l'Accord antidumping et, en particulier, qu'elle contrevient aux articles 5.8, 11.1 et 11.3 de cet accord;
- les CE ont relevé en l'espèce que le DOC a constaté lors du réexamen à terme que le dumping subsisterait à un taux de 1,27 pour cent, ce qui est inférieur au seuil *de minimis* de 2 pour cent applicable aux nouvelles enquêtes conformément à l'article 5.8 qui, selon les CE, s'applique également au réexamen à terme des mesures antidumping;
- en outre, selon les CE, le DOC aurait dû présenter une démonstration positive établissant qu'il était probable que la suppression des mesures ferait que, entre autres choses, le dumping subsisterait ou se reproduirait; or il a seulement constaté qu'un dumping inférieur au niveau *de minimis* subsisterait. Pour les CE, cela n'est pas suffisant pour justifier le maintien de la mesure;

S'agissant de l'engagement du réexamen à terme:

- les CE ont estimé que la procédure utilisée est incompatible avec les articles 11.1, 11.3 et 18.4 de l'Accord antidumping ainsi qu'avec l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC;
- les CE ont considéré qu'en engageant de sa propre initiative des réexamens à terme sans éléments de preuve positifs et en n'exigeant pas de la branche de production nationale de tels éléments de preuve pour engager ces réexamens, le DOC déplace de manière déraisonnable la charge de la preuve dans les réexamens à terme en la faisant supporter aux exportateurs;
- de l'avis des CE, en mettant tous les intéressés (branche de production nationale et exportateurs) sur le même pied pendant l'enquête, le DOC a écarté la condition

liminaire appropriée prévue à l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour engager des réexamens.

13. WT/DS224 - États-Unis - Code des brevets des États-Unis

Plainte du Brésil. Le 31 janvier 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les dispositions du Code des brevets de ce pays, en particulier celles du chapitre 18 [38] - "*Droits de brevets sur des inventions faites avec une assistance fédérale*". Le Brésil a relevé plusieurs éléments discriminatoires dans le Code des brevets des États-Unis y compris, mais pas exclusivement, les éléments ci-après:

- l'indication qu'aucune petite entreprise ou organisation sans but lucratif qui obtient les droits sur une invention sujette ne peut concéder à quelque personne que ce soit le droit exclusif d'utiliser ou de vendre aux États-Unis une invention sujette, sauf si cette personne convient que les produits contenant l'invention sujette ou fabriqués grâce à l'utilisation de celle-ci seront fabriqués dans une mesure substantielle aux États-Unis;
- une prescription selon laquelle tout accord de financement conclu avec une petite entreprise ou une organisation sans but lucratif doit contenir des dispositions appropriées pour être conforme à la prescription susmentionnée; et
- les restrictions législatives selon lesquelles le droit d'utiliser ou de vendre aux États-Unis une invention appartenant au gouvernement fédéral n'est concédé qu'à un preneur de licence qui convient que les produits contenant l'invention sujette ou fabriqués grâce à l'utilisation de celle-ci seront fabriqués dans une mesure substantielle aux États-Unis.

Le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de ces dispositions du Code des brevets et d'autres, en vue de "comprendre comment les États-Unis démontrent la compatibilité de ces prescriptions avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, notamment les articles 27 et 28, de l'Accord sur les MIC, en particulier l'article 2, et des articles III et XI du GATT de 1994".

14. WT/DS223 - Communautés européennes - Contingent tarifaire applicable aux aliments à base de gluten de maïs en provenance des États-Unis

Plainte des États-Unis. Le 25 janvier 2001, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant l'application par celles-ci d'un contingent tarifaire aux aliments à base de gluten de maïs importés des États-Unis. Le 20 août 1998, les CE ont imposé un contingent tarifaire de 5 euros par tonne métrique sur les premières 2 730 000 tonnes métriques d'aliments à base de gluten de maïs importés sur leur territoire, en provenance des États-Unis. Ce contingent tarifaire était applicable à partir du 1^{er} juin 2001 ou cinq jours après la date de l'adoption par l'ORD d'une décision reconnaissant que la mesure de sauvegarde appliquée par les États-Unis au gluten de maïs était incompatible avec les Accords de l'OMC. Les CE ont cité l'article 8:2 et 8:3 de l'Accord sur les sauvegardes comme justification de cette mesure.

Selon les États-Unis:

- les représentants des CE ont déclaré que l'adoption par l'ORD de ses recommandations et décisions dans l'affaire "*États-Unis - Mesures de sauvegarde*

définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes" a déclenché l'application du contingent tarifaire;

- les CE ont adressé par écrit une notification de cette mesure au Comité des sauvegardes et au Conseil du commerce des marchandises, mais n'ont jamais fait inscrire cette mesure à l'ordre du jour du Conseil du commerce des marchandises;
- les CE n'ont à aucun moment engagé de consultations avec eux pour expliquer en quoi les mesures qu'elles ont imposées pourraient satisfaire à l'obligation de maintenir des niveaux de concession et d'autres obligations substantiellement équivalents à ceux qui existaient en vertu du GATT de 1994;
- il apparaît donc que le contingent tarifaire applicable aux aliments à base de gluten de maïs ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 8:1, 8:2 et 8:3 de l'Accord sur les sauvegardes pour qu'un Membre puisse suspendre l'application de concessions et d'autres obligations;
- il apparaît aussi que l'imposition du contingent tarifaire sur les aliments à base de gluten de maïs importés des États-Unis est incompatible avec les articles I^{er}, II et XIX du GATT de 1994 et avec l'article 8:1, 8:2 et 8:3 de l'Accord sur les sauvegardes;
- il apparaît enfin que les mesures imposées par les CE annulent ou compromettent les avantages résultant pour les États-Unis directement ou indirectement des accords cités.

15. WT/DS220 - Chili - Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles

Plainte du Guatemala. Le 5 janvier 2001, le Guatemala a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant:

- 1) la législation chilienne en matière de sauvegarde et de fourchettes de prix, y compris la Loi 18.525, telle qu'elle a été modifiée par la Loi 18.591 puis par la Loi 19.546, ainsi que les normes réglementaires et les dispositions complémentaires et/ou modifications;
- 2) l'ouverture de l'enquête au sujet de produits assujettis au système des fourchettes de prix notifiée dans le document G/SG/N/6/CHL/2, le déroulement de l'enquête, la détermination préliminaire mentionnée dans la notification G/SG/N/7/CHL/2/Suppl.1 et la détermination définitive mentionnée dans les notifications G/SG/N/8/CHL/1, G/SG/N/10/CHL/1, G/SG/N/8/CHL/1/Suppl.1 et G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.1; lesdites notifications indiquent que les mesures de sauvegarde dont il est question visent les importations de blé, de farine de blé, de sucre et d'huiles végétales alimentaires;
- 3) la demande de prorogation de ces mesures mentionnée dans les notifications G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.2 et G/SG/N/10/CHL/1/Suppl.2/Corr.1.

De l'avis du Guatemala:

- les mesures visées sous 1) sont incompatibles avec, entre autres, l'article II du GATT de 1994 et l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes;

- les mesures visées sous 2) sont incompatibles avec, entre autres, les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994; et
- la demande visée sous 3) paraît incompatible avec, entre autres, les obligations résultant pour le Chili du GATT de 1994 et avec les articles 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes.

16. WT/DS218 - États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone en provenance du Brésil

Plainte du Brésil. Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant un aspect de la pratique des États-Unis en matière de droits compensateurs et de l'imposition par ce pays de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone originaires du Brésil. Le Brésil est préoccupé par la pratique des États-Unis d'Amérique, qui consiste à appliquer leurs lois en matière de droits compensateurs de telle sorte qu'il est toujours constaté que les sociétés privatisées bénéficient des avantages conférés par des subventions accordées avant leur privatisation, et par le fait que les États-Unis ne sont pas disposés à rendre leur pratique conforme à l'Accord SMC. En outre, le Brésil est préoccupé par les résultats du maintien en application par les États-Unis d'une ordonnance et d'une décision finale qu'ils ont prise d'imposer des droits compensateurs après avoir constaté que les avantages découlant des participations au capital social de sociétés avant leur privatisation étaient transmis aux sociétés après le changement intervenu dans le régime de propriété et de contrôle.

C'est ce que montrent, selon le Brésil, les deux mesures ci-après:

- 1) la décision des États-Unis de maintenir en application l'ordonnance imposant des droits compensateurs sur certaines tôles coupées à la longueur voulue en provenance du Brésil à la suite d'un réexamen effectué après cinq ans au titre de l'article 21.3 qui a abouti à la constatation que le subventionnement subsisterait si l'ordonnance était abrogée; et
- 2) la décision des États-Unis énoncée dans leur détermination finale positive en matière de droits compensateurs telle qu'elle a été maintenue, qui avait trait aux exportations de certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Brésil et aux effets juridiques de cette détermination.

Le Brésil a estimé que la constatation selon laquelle trois sociétés bénéficiaient de subventions qui leur avaient été accordées avant leur privatisation est contraire aux articles 1.1 b), 10, 14, 19 et 21 de l'Accord SMC dans la mesure où elle a été formulée sur la base des avantages censés découler des participations au capital social de ces sociétés avant leur privatisation. Le Brésil a estimé en outre que la décision de ne pas clore l'enquête est contraire à l'article 11.9 de l'Accord SMC. Le Brésil a fait remarquer que le Département du commerce s'est fondé sur la même analyse d'un subventionnement à la suite d'une privatisation dont l'Organe d'appel de l'OMC, dans l'affaire *États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, a constaté qu'elle était incompatible avec l'Accord SMC.

17. WT/DS216 - Mexique - Mesure antidumping provisoire visant les transformateurs électriques

Plainte du Brésil. Le 20 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la mesure antidumping provisoire imposée le 17 juillet 2000 sur les transformateurs électriques d'une puissance excédant 10 000 KVA, relevant de la ligne tarifaire 8504.23.01 de la Loi sur les taxes générales à l'importation, exportés du Brésil. Selon le Brésil, la détermination susmentionnée et les mesures provisoires qui en résultent sont incompatibles avec les obligations du Mexique au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et en particulier avec:

- l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping (absence d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité avec le dommage);
- l'article 5.8 de l'Accord antidumping (parce que le Mexique n'a pas clos l'enquête "dans les moindres délais" lorsque des éléments de preuve lui ont été fournis qui montraient qu'il était factuellement impossible de constater l'existence d'un dumping ou d'un dommage pendant la période couverte par l'enquête);
- l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping (utilisation par le Mexique des "meilleurs renseignements disponibles" d'une manière incompatible avec les prescriptions établies par ces dispositions);
- l'article 7.1 i) de l'Accord antidumping (imposition par le Mexique de mesures provisoires à la suite d'une enquête qui n'avait pas été ouverte conformément à l'article 5 de l'Accord antidumping);
- l'article 7.1 ii) de l'Accord antidumping (imposition par le Mexique de mesures provisoires sans qu'il y ait eu détermination préliminaire valable de l'existence 1) d'un dumping, au sens de l'article 2 de l'Accord antidumping; 2) d'un dommage, au sens de l'article 3.4 et 3.7 de l'Accord antidumping).

18. WT/DS215 - Philippines - Mesures antidumping visant les résines de polypropylène en provenance de Corée

Plainte de la Corée. Le 15 décembre 2000, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les Philippines concernant les déterminations préliminaire et finale établies par la Commission tarifaire des Philippines pour les résines en polypropylène en provenance de Corée le 15 novembre 1999 et le 11 septembre 2000 respectivement. Selon la Corée, les Philippines ont commis dans ces déterminations des erreurs qui ont donné lieu à des constatations erronées et à des conclusions incorrectes en ce qui concerne, entre autres, le produit similaire, le dumping, le dommage et le lien de causalité, ainsi qu'à l'imposition, au calcul et au recouvrement de marges antidumping qui sont incompatibles avec les obligations découlant pour les Philippines des dispositions de l'Accord antidumping et, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des articles 2, 3, 5, 6 (y compris l'Annexe II), 7, 9 et 12, et de l'article VI du GATT de 1994.

19. WT/DS209 - Communautés européennes - Mesures affectant le café soluble

Plainte du Brésil. Le 12 octobre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant les mesures appliquées dans le cadre du schéma de préférences

généralisées des CE (schéma SGP) qui affectent les importations de café soluble originaire du Brésil. Les mesures en question comprennent:

- 1) le mécanisme de "graduation", qui réduit ou élimine progressivement et de façon sélective les préférences accordées pour des produits spécifiques et/ou à des pays bénéficiaires spécifiques dans le cadre du schéma SGP - dans le cas du café soluble brésilien, le traitement préférentiel a été progressivement réduit et finalement éliminé le 1^{er} janvier 1999; et
- 2) le régime spécial "drogues", au titre duquel un traitement préférentiel spécial est accordé pour les produits originaires des pays andins et des pays du Marché commun centraméricain qui ont engagé une campagne de lutte contre la drogue - dans le cas du café soluble, ce traitement préférentiel spécial se traduit actuellement par un accès en franchise de droits au marché communautaire pour les exportations originaires de ces pays.

Selon ce que le Brésil croit comprendre actuellement, la législation communautaire qui établit le traitement spécial applicable à certains produits - parmi lesquels le café soluble - est constituée par le Règlement (CE) n° 1256/96 du Conseil du 20 juin 1996 et le Règlement (CE) n° 2820/98 du Conseil du 21 décembre 1998, actuellement en vigueur. Le Brésil a estimé que les mesures mentionnées ci-dessus ont, à la fois séparément et conjointement, une incidence négative sur l'importation dans les CE de café soluble originaire du Brésil. Il a considéré que ces mesures sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de la Décision de 1979 des PARTIES CONTRACTANTES du GATT concernant le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement (Clause d'habilitation), telle qu'elle a été incorporée au GATT de 1994, et de l'article premier du GATT de 1994. Il a considéré aussi que ces mesures annulent ou compromettent les avantages résultant pour lui directement ou indirectement des dispositions susmentionnées.

20. WT/DS208 - Turquie - Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier

Plainte du Brésil. Le 9 octobre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant le droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier provenant du Brésil, imposé en vertu de la communication n° 2000/3 (publiée au Journal officiel de la Turquie le 26 avril 2000). Le Brésil a considéré que la Turquie n'a pas adressé les notifications adéquates en l'espèce, qu'elle n'a pas établi les faits ainsi qu'il convenait et que son évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, en particulier en ce qui concerne:

- 1) l'ouverture de l'enquête;
- 2) le déroulement de l'enquête, y compris l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage;
- 3) l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage; et
- 4) l'imposition du droit antidumping.

Le Brésil a considéré que la Turquie a agi de manière incompatible avec les dispositions ci-après: article VI du GATT de 1994; article 2 de l'Accord antidumping (y compris les

paragraphes 2.1, 2.2, 2.4 et 2.6); article 3 de l'Accord antidumping (y compris les paragraphes 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7); article 5 de l'Accord antidumping (y compris les paragraphes 5.2, 5.3, 5.5, 5.7 et 5.8); article 6 de l'Accord antidumping (y compris les paragraphes 6.1, 6.2, 6.4, 6.6, 6.9 et 6.10); article 12 de l'Accord antidumping (y compris les paragraphes 12.1 et 12.2); article 15 de l'Accord antidumping.

21. WT/DS205 - Égypte - Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja

Plainte de la Thaïlande. Le 22 septembre 2000, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte concernant la prohibition imposée par ce pays à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja en provenance de Thaïlande, conformément à une lettre datée du 2 janvier 2000 du Ministère de l'économie et du commerce extérieur de l'Égypte et à la note circulaire n° 5 de 2000 publiée le 13 janvier 2000 par les autorités douanières de l'Égypte. La Thaïlande a considéré que, en appliquant les mesures susmentionnées, la République arabe d'Égypte a manqué aux obligations découlant pour elle des dispositions ci-après de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce: articles I^{er}, XI et XIII du GATT, et articles 2, 3 et 5, et Annexe B, paragraphes 2 et 5, de l'Accord SPS.

22. WT/DS204 - Mexique - Mesures visant les services de télécommunication

Plainte des États-Unis. Le 17 août 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique portant sur les engagements et les obligations contractés par ce pays dans le cadre de l'AGCS en ce qui concerne les services de télécommunication de base et à valeur ajoutée. D'après les États-Unis, depuis l'entrée en vigueur de l'AGCS, le Mexique a adopté ou maintenu des mesures réglementaires anticoncurrentielles et discriminatoires, a toléré certains obstacles à l'accès au marché érigés par des entités privées, et n'a pas adopté les mesures réglementaires nécessaires dans le secteur des télécommunications de base et à valeur ajoutée. De leur point de vue, par exemple:

- il a adopté et maintenu des lois, règlements, règles et autres mesures qui interdisent ou limitent l'application des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;
- il n'a pas établi ni adopté de règlements, autorisations ou autres mesures visant à garantir la mise en œuvre des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base ou à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;
- il n'a pas appliqué de règlements ni d'autres mesures visant à garantir le respect des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base ou à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays;
- il n'a pas réglementé ni contrôlé son fournisseur principal, Teléfonos de México (Telmex), et ne l'a pas empêché de se lancer dans une activité qui interdit ou limite l'application des engagements en matière d'accès au marché et de traitement national ainsi que des engagements additionnels contractés par lui pour les fournisseurs de

services qui souhaitent assurer des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée vers le Mexique et à l'intérieur de ce pays; et

- il n'a pas administré les mesures d'application générale régissant les services de télécommunication de base et à valeur ajoutée d'une manière raisonnable, objective et impartiale, n'a pas veillé à ce que les décisions de son organe réglementaire dans le secteur des télécommunications et les procédures qu'il utilise soient impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché, et n'a pas fait en sorte que l'accès aux réseaux et services publics de transport des télécommunications et l'usage de ces réseaux et services soient accordés suivant des modalités et à des conditions raisonnables et non discriminatoires, pour assurer la fourniture des services de télécommunication de base et à valeur ajoutée.

Les États-Unis ont considéré que les mesures et omissions alléguées du Mexique peuvent être incompatibles avec les engagements et les obligations qu'il a contractés dans le cadre de l'AGCS, y compris les articles VI, XVI et XVII; avec ses engagements additionnels au titre de l'article XVIII, tels qu'ils sont énoncés dans le document de référence inclus dans la Liste d'engagements spécifiques du Mexique, y compris les sections 1, 2, 3 et 5; ainsi qu'avec l'Annexe de l'AGCS sur les télécommunications, y compris les sections 4 et 5. Le 10 novembre 2000, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À la même date, les États-Unis ont notifié à l'ORD une demande de consultations concernant plusieurs mesures récentes visant le commerce des services de télécommunication adoptées par le Mexique. À sa réunion du 12 décembre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial.

23. WT/DS203 - Mexique - Mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine

Plainte des États-Unis. Le 10 juillet 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la mesure antidumping définitive prise par ce pays le 20 octobre 1999 et visant les animaux vivants de l'espèce porcine (marchandise classée sous la position tarifaire 0103.92.99 au titre de la Loi sur les taxes générales à l'importation) exportés des États-Unis d'Amérique, indépendamment du pays d'origine et des actions du Mexique concernant la conduite de l'enquête antidumping ayant donné lieu à cette mesure. Selon les États-Unis:

- i) en établissant une détermination de l'existence d'une menace de dommage important, le Mexique a contrevenu aux articles 3 et 12 de l'Accord antidumping, entre autres choses,
 - parce qu'il n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production;
 - parce qu'il n'a pas procédé à un examen objectif de l'incidence des importations dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux du produit similaire;
 - parce qu'il n'a pas déterminé qu'il y avait un changement de circonstances nettement prévu et imminent qui créerait une situation où le dumping des importations d'animaux vivants de l'espèce porcine d'un poids égal ou supérieur à 50 kilogrammes et inférieur à 110 kilogrammes causerait un dommage; et

- parce qu'il n'a pas déterminé qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises.
- ii) Le Mexique ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 6 de l'Accord antidumping, entre autres choses,
- parce qu'il n'a pas ménagé en temps utile aux exportateurs des États-Unis mis en cause la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents utilisés par les autorités dans leur enquête antidumping ni de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements; et
 - parce qu'il n'a pas informé les exportateurs des États-Unis mis en cause, avant la détermination finale, des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision du Mexique d'appliquer des mesures définitives.
- iii) De plus, leur demande concerne trois séries de mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine (marchandises classées sous la position 0103 au titre de la Loi sur les taxes générales à l'importation) exportés des États-Unis. Ces derniers ont considéré que ces trois séries de mesures mexicaines restreignent ou interdisent l'entrée d'animaux vivants de l'espèce porcine produits aux États-Unis:
- d'après les États-Unis, le Mexique a interdit l'importation de certains animaux de l'espèce porcine si leur poids est supérieur à 110 kilogrammes;
 - nonobstant l'interdiction alléguée de ces importations, le Mexique maintiendrait prétendument des restrictions sanitaires, y compris des mesures d'inspection et de quarantaine, à l'importation d'animaux de l'espèce porcine d'un poids égal ou supérieur à 110 kilogrammes, lesquelles ne sont appliquées ni aux animaux de l'espèce porcine importés d'un poids inférieur, ni aux animaux de l'espèce porcine produits au Mexique. Les États-Unis ont considéré qu'une telle application de mesures sanitaires plus restrictives à l'égard des animaux de l'espèce porcine importés de poids supérieur constitue une discrimination arbitraire ou injustifiée et que ces mesures sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes et qu'elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques.

Selon ce que les États-Unis ont cru comprendre, le Mexique aurait adopté des règlements techniques, ne constituant pas des mesures sanitaires, qui seraient applicables aux animaux de l'espèce porcine importés, mais non pas aux animaux de l'espèce porcine d'origine nationale.

De l'avis des États-Unis, les trois mesures susmentionnées sont incompatibles avec les obligations découlant pour le Mexique:

- i) des articles 2:2, 2:3, 3, 5:1, 5:6, 7 et 8 de l'Accord SPS;
- ii) de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture;
- iii) des articles 2 et 5 de l'Accord OTC; et
- iv) des articles III:4 et XI:1 du GATT de 1994.

24. WT/DS201 - Nicaragua - Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie (II)

Plainte du Honduras. Le 26 juin 2000, le Honduras a demandé l'ouverture de consultations avec le Nicaragua concernant la Loi n° 325 de 1999 portant imposition d'une taxe sur les biens et services en provenance ou originaires du Honduras et de la Colombie, ainsi que le Décret réglementaire n° 129-99 et l'Arrêté ministériel n° 041-99. Le Honduras a considéré que la Loi n° 325 de 1999 et le Décret réglementaire n° 129-99 sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour le Nicaragua du GATT de 1994, en particulier des articles I^{er} et II, et que ces dispositions, ainsi que l'Arrêté ministériel n° 041-99, sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour le Nicaragua des articles II et XVI de l'AGCS.

25. WT/DS200 - États-Unis - Article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives

Plainte des Communautés européennes. Le 5 juin 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, tel qu'il a été modifié pour la dernière fois par l'article 407 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement (Public Law 106-200). Selon les CE, l'article 306, tel qu'il a été modifié, prévoit une révision obligatoire et unilatérale de la liste des produits qui font l'objet d'une suspension des concessions accordées au titre du GATT de 1994 ou d'autres mesures au titre de l'article 301 a) 120 jours après l'application de la première mesure de suspension, puis tous les 180 jours, afin de nuire aux importations en provenance de Membres pour lesquels les États-Unis ont déterminé qu'ils n'avaient pas mis en œuvre des recommandations formulées dans le cadre d'une procédure de règlement des différends de l'OMC. En particulier, les CE ont fait valoir que:

- l'article 306, tel qu'il a été modifié, constitue une violation des dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends car il prescrit une action unilatérale sans aucun contrôle multilatéral préalable;
- la mesure prescrit la suspension de concessions ou d'autres obligations qui ne sont pas celles pour lesquelles l'ORD a accordé une autorisation, ou menace de les suspendre. Dans la pratique, toutes les concessions consolidées des États-Unis figurant dans la Liste d'engagements de ce pays annexée au GATT de 1994 peuvent, selon les CE, être modifiées unilatéralement à volonté;
- cette mesure constitue une violation de l'obligation d'équivalence en ce sens qu'elle crée un déséquilibre structurel entre le niveau cumulatif des suspensions de concessions et le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages déterminés dans le cadre des procédures pertinentes prévues par le Mémorandum d'accord;
- la mesure crée un sentiment d'anxiété sur le marché, ce qui porte atteinte à la sécurité et à la prévisibilité du système commercial multilatéral.

Par conséquent, les CE ont estimé que l'article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, tel qu'il a été modifié par l'article 407 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, est incompatible notamment avec les dispositions des Accords de l'OMC énumérées ci-après: articles 3:2, 21:5, 22 et 23 du Mémorandum d'accord; article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et articles I^{er}, II et XI du GATT de 1994.

26. WT/DS197 - Brésil - Mesures relatives à des prix minimaux à l'importation

Plainte des États-Unis. Le 30 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant l'utilisation par ce pays de prix minimaux à l'importation à des fins d'évaluation en douane. Les mesures en cause sont le Décret n° 2498/98 et d'autres dispositions législatives et réglementaires connexes, qui établissent un système de vérification de la valeur déclarée des marchandises importées. D'après les États-Unis, le Brésil utilise ce système de vérification - associé à des procédures de licences d'importation non automatiques - pour prohiber ou restreindre l'importation de produits dont la valeur déclarée est inférieure à ce que les États-Unis considèrent comme des prix minimaux déterminés de façon arbitraire. Ils ont estimé que les mesures du Brésil sont incompatibles avec les obligations qui lui incombent au titre des articles 1^{er} à 7 et 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane, des notes générales 1, 2 et 4 de l'Annexe 1 dudit accord, des articles II et XI du GATT de 1994, des articles 1^{er} et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, des articles 2 et 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

27. WT/DS196 - Argentine - Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais

Plainte des États-Unis. Le 30 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant le régime juridique argentin applicable aux brevets, défini dans la Loi n° 24.481 (modifiée par la Loi n° 24.572), la Loi n° 24.603 et le Décret n° 260/96, et le régime régissant la protection des données défini dans la Loi n° 24.766 et le Règlement n° 440/98, ainsi que par d'autres mesures connexes. Les États-Unis ont estimé que l'Argentine:

- ne protège pas contre l'exploitation déloyale dans le commerce les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, lesquelles doivent être présentées pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture;
- exclut à tort certains objets, y compris les micro-organismes, de la brevetabilité;
- ne prévoit pas de mesures provisoires rapides et efficaces, telles que des injonctions provisoires, pour empêcher que des actes portant atteinte à des droits de brevet ne soient commis;
- refuse d'accorder certains droits exclusifs en matière de brevets, tels que la protection des produits fabriqués selon des procédés brevetés et le droit d'importation;
- n'offre pas de sauvegardes pour l'octroi des licences obligatoires, y compris en ce qui concerne les délais et la justification des licences obligatoires délivrées en cas d'exploitation insuffisante;
- limite indûment le pouvoir de ses autorités judiciaires de renverser la charge de la preuve dans les procédures civiles concernant l'atteinte aux droits conférés par un brevet de procédé; et
- limite de façon inacceptable l'octroi de certains brevets transitoires de manière à réduire les droits exclusifs qu'ils confèrent et à priver un détenteur de la possibilité de

modifier les demandes en suspens en vue de réclamer une protection accrue au titre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Selon les États-Unis, les régimes juridiques de l'Argentine relatifs aux brevets et à la protection des données sont donc incompatibles avec les obligations qui incombent à ce pays au titre de l'Accord sur les ADPIC, y compris les articles 27, 28, 31, 34, 39, 50, 62, 65 et 70.

28. WT/DS191 - Équateur - Mesure antidumping définitive concernant le ciment en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. Le 15 mars 2000, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec l'Équateur concernant une mesure antidumping définitive imposée par ce pays, par la publication au Journal officiel n° 361 du 14 janvier 2000, aux importations de ciment en provenance du Mexique relevant de la sous-position tarifaire 2523.29.00, ainsi que les actions qui l'ont précédée. Le Mexique a allégué que cette mesure antidumping définitive et les actions de l'Équateur qui l'ont précédée, y compris la mesure antidumping provisoire et l'ouverture de l'enquête, enfreignent, entre autres, les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12, 18 et l'Annexe II de l'Accord antidumping, ainsi que l'article VI du GATT de 1994.

29. WT/DS187 - Trinité-et-Tobago - Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica

Plainte du Costa Rica. Le 17 janvier 2000, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec la Trinité-et-Tobago concernant la décision (Legal Notice n° 237) du Ministère de l'industrie et du commerce de ce pays, en vertu de laquelle des droits antidumping provisoires sont imposés aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica, les mesures qui ont précédé cette décision (voir l'affaire WT/DS185), ainsi que la Loi de 1992 relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs, telle que modifiée par la Loi (amendement) de 1995 relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs et les Règlements de 1996 relatifs auxdits droits. Le Costa Rica a fait valoir que ces mesures sont incompatibles avec certains paragraphes des articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 18 en particulier, ainsi qu'avec les Annexes I et II de l'Accord antidumping.

30. WT/DS186 - États-Unis - Article 337 de la Loi douanière de 1930 et modifications y relatives

Plainte des Communautés européennes. Le 12 janvier 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 337 de la Loi douanière des États-Unis (19 USC § 1337) et le Code de pratique et de procédure de la Commission du commerce international s'y rapportant, lequel figure dans le chapitre II du Titre 19 du Code des réglementations fédérales des États-Unis. Les CE ont allégué que ces mesures enfreignent l'article III du GATT de 1994 et les articles 2 (pris conjointement avec l'article 2 de la Convention de Paris), 3, 9 (pris conjointement avec l'article 5 de la Convention de Berne), 27, 41, 42, 49, 50 et 51 de l'Accord sur les ADPIC.

31. WT/DS185 - Trinité-et-Tobago - Certaines mesures visant les importations de pâtes alimentaires en provenance du Costa Rica

Plainte du Costa Rica. Le 18 novembre 1999, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec la Trinité-et-Tobago concernant

- i) l'enquête antidumping concernant les importations de pâtes alimentaires fournies par l'entreprise costaricienne "Roma Prince Sociedad Anónima", actuellement menée par la Trinité-et-Tobago à la demande de l'entreprise "Cereal Products Limited";
- ii) les procédures menées dans le cadre d'une audition préliminaire qui a précédé l'ouverture de l'enquête antidumping; et
- iii) les articles 3 et 5 du Règlement de 1996 relatif aux droits antidumping et compensateurs de la Trinité-et-Tobago.

Le Costa Rica a allégué que ces mesures sont incompatibles avec les articles 2, 3, 5, 6 et 12 de l'Accord antidumping.

32. WT/DS183 - Brésil - Mesures concernant les licences d'importation et les prix minimaux à l'importation

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 14 octobre 1999, concerne un certain nombre de mesures brésiliennes, en particulier le régime de licences non automatiques du Brésil et la pratique consistant à imposer des prix minimaux, qui restreindraient les exportations communautaires, notamment celles d'articles textiles, de sorbitol et de carboxyméthylcellulose (CMC). Les CE ont fait valoir que ces mesures brésiliennes violent, entre autres, les articles II, VIII, X et XI du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les articles 1^{er}, 3, 5 et 8 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ainsi que les articles 1^{er} à 7 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

33. WT/DS182 - Équateur - Mesure antidumping provisoire concernant le ciment en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. Le 5 octobre 1999, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec l'Équateur concernant une mesure antidumping provisoire imposée par ce pays, par la publication au Journal officiel du 14 juillet 1999, aux importations de ciment en provenance du Mexique relevant de la sous-position tarifaire 2523.29.00, ainsi que les actions de l'Équateur qui l'ont précédée. Le Mexique a considéré que cette mesure antidumping provisoire et les actions qui l'ont précédée violent, entre autres, les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12 et 18, ainsi que l'Annexe II de l'Accord antidumping, et l'article VI du GATT de 1994.

34. WT/DS180 - États-Unis - Reclassement de certains sirops de sucres

Plainte du Canada. Le 6 septembre 1999, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le reclassement projeté de certains sirops de sucres par le Service des douanes de ce pays. Le Canada a fait valoir que ces mesures des États-Unis contreviennent à l'article II du GATT de 1994 et à l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. De plus, il a allégué que ces mesures annulent ou compromettent les avantages qui résultent pour lui de ces mêmes dispositions du GATT et de l'Accord sur l'agriculture.

35. WT/DS174 - Communautés européennes - Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires

Plainte des États-Unis. Le 1^{er} juin 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le manque allégué de protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires dans les CE. Selon les États-Unis, le Règlement n° 2081/92 des CE, tel qu'il a été modifié, ne prévoit pas

d'accorder le traitement national en ce qui concerne les indications géographiques, et n'assure pas une protection suffisante des marques qui existaient antérieurement et sont similaires ou identiques à une indication géographique. Les États-Unis ont considéré qu'une telle situation est incompatible avec les obligations qui incombent aux CE en vertu de l'Accord sur les ADPIC, y compris, mais non exclusivement, des articles 3, 16, 24, 63 et 65 dudit accord.

36. WT/DS172 - Communautés européennes - Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol

Plainte des États-Unis. Le 21 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des subventions pouvant donner lieu à une action qui seraient accordées ou maintenues en faveur d'une société française, Sextant Avionique ("Sextant"), pour le développement d'un nouveau système de gestion de vol (FMS) adapté aux avions Airbus. Les États-Unis ont allégué que le gouvernement français a décidé d'accorder, avec l'approbation de la Commission européenne, un prêt à des conditions préférentielles et non commerciales d'un montant de 140 millions de francs à verser en trois ans, pour un projet dans le cadre duquel Sextant développera un FMS adapté aux avions Airbus. Les États-Unis ont considéré que cette aide:

- est une subvention spécifique au sens des articles 1^{er} et 3 de l'Accord SMC, laquelle a causé et continue de causer des effets défavorables au sens de l'article 5 de l'Accord SMC;
- a causé et continue de causer un préjudice grave au sens des articles 5 c) et 6 de l'Accord SMC car la subvention peut comporter l'annulation directe d'une dette;
- peut détourner les importations de FMS en provenance des États-Unis du marché français ou entraver ces importations;
- peut détourner des marchés de pays tiers les exportations de FMS des États-Unis ou entraver ces exportations;
- peut se traduire par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou peut avoir pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable; et
- a eu et continue d'avoir pour effet d'annuler ou de compromettre des avantages résultant directement ou indirectement pour eux du GATT de 1994 au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 et de l'article 5 b) de l'Accord SMC.

37. WT/DS173 - France - Mesures relatives au développement d'un système de gestion de vol

Plainte des États-Unis. Le 21 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la France. Cette plainte est identique à celle adressée aux CE (WT/DS172).

38. WT/DS171 - Argentine - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des États-Unis. Le 6 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des allégations selon lesquelles

- i) l'Argentine n'accorderait pas de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et n'aurait pas de système efficace permettant d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits; et
- ii) l'Argentine n'aurait pas fait en sorte que les modifications apportées à ses lois, réglementations et pratiques pendant la période de transition prévue à l'article 65:2 de l'Accord sur les ADPIC n'aient pas pour effet de rendre celles-ci moins compatibles avec les dispositions dudit accord.

S'agissant du point i), les États-Unis ont fait valoir que l'Accord sur les ADPIC n'autorise pas les Membres de l'OMC à permettre à des tierces parties de commercialiser des produits faisant l'objet de droits exclusifs de commercialisation sans le consentement du détenteur du droit. Selon eux, la loi argentine ne prévoit pas de protection conférée par un brevet pour les inventions de produits pharmaceutiques, ni de système conforme à l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC pour l'octroi de droits exclusifs de commercialisation. Le régime juridique argentin leur paraît donc incompatible avec les articles 27, 65 et 70 de cet accord.

S'agissant du point ii), les États-Unis ont fait valoir qu'avant août 1998 l'Argentine accordait une protection de dix ans contre l'exploitation déloyale dans le commerce de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées communiquées aux autorités argentines chargées de la réglementation à l'appui de demandes d'approbation de la commercialisation de produits chimiques pour l'agriculture. Ils ont allégué en outre que, depuis la publication en 1998 du Règlement n° 440/98 qui, entre autres, abrogeait les règlements antérieurs, l'Argentine n'accorde aucune protection effective contre l'exploitation déloyale dans le commerce de telles données. Les États-Unis ont donc estimé que le régime juridique argentin est incompatible avec l'article 65:5 de l'Accord sur les ADPIC.

39. WT/DS168 - Afrique du Sud - Droits antidumping visant certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde

Plainte de l'Inde. Le 1^{er} avril 1999, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec l'Afrique du Sud concernant une recommandation du Conseil des droits de douane et du commerce d'imposer des droits antidumping définitifs à l'importation de certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde (voir le rapport n° 3799 du Conseil, daté du 3 octobre 1997). D'après l'Inde, l'Afrique du Sud a engagé une procédure antidumping concernant l'importation de capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg en provenance d'Inde. Il est allégué que le Conseil des droits de douane et du commerce a formulé, le 26 mars 1997, une détermination préliminaire selon laquelle les capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg et 500 mg exportées par M/s Ranbaxy Laboratories Ltd., Inde, faisaient l'objet d'un dumping dans l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Par la suite, ledit conseil a, d'après ce qui est allégué, établi une recommandation visant à imposer des droits définitifs sur ces produits, laquelle a été notifiée le 10 septembre 1997. L'Inde a affirmé que:

- la définition et le calcul de la valeur normale par le Conseil des droits de douane et du commerce sont incompatibles avec les obligations contractées par l'Afrique du Sud

dans le cadre de l'OMC, parce qu'une méthode erronée a été utilisée pour déterminer la valeur normale et la marge de dumping en découlant;

- la détermination de l'existence d'un dommage ne se fondait pas sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, ce qui s'est traduit par une détermination erronée de l'existence d'un dommage important pour le requérant;
- l'établissement des faits par les autorités sud-africaines n'était pas correct et que leur évaluation n'était pas impartiale ni objective;
- les autorités sud-africaines n'ont pas pris en compte la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement.

L'Inde a allégué qu'il y a violation des articles 2, 3 et 6 a) à c) pris seuls et conjointement avec les articles 12 et 15 de l'Accord antidumping, ainsi que des articles I^{er} et VI du GATT de 1994.

40. WT/DS167 - États-Unis - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada

Plainte du Canada. Le 19 mars 1999, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'ouverture par ce pays, le 22 décembre 1998, d'une enquête en matière de droits compensateurs concernant les bovins vivants en provenance du Canada. Selon le Canada:

- l'ouverture de cette enquête est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord sur les subventions, y compris le fait que la demande écrite déposée auprès du Département du commerce des États-Unis n'a pas été présentée par la branche de production nationale ou en son nom, et qu'il n'a pas été fourni de renseignements suffisants au sujet des mesures ou actions dont il est allégué qu'elles sont des subventions aux fins de l'ouverture d'une enquête au titre de l'Accord SMC;
- les mesures ou actions dont il est allégué qu'elles sont des subventions ne sont pas, en droit ou en fait, des subventions au sens de l'Accord SMC ou ne confèrent pas davantage qu'un niveau *de minimis* de subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires;
- l'ouverture de cette enquête est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord sur l'agriculture concernant la "modération".

Le Canada a allégué qu'il y a violation des articles 1^{er}, 2, 10, 11.1 à 11.5 et 13.1 de l'Accord sur les subventions et de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture.

41. WT/DS159 - Hongrie - Mesure de sauvegarde visant les importations de produits en acier en provenance de la République tchèque

Plainte de la République tchèque. Le 21 janvier 1999, la République tchèque a demandé l'ouverture de consultations avec la Hongrie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits en acier en provenance de la République tchèque. La République tchèque a allégué que la Hongrie a

imposé une mesure de sauvegarde sous la forme d'un contingent à l'importation d'une large gamme de produits en acier en provenance de la République tchèque et que cette mesure ne s'applique qu'à la République tchèque. Elle a soutenu que ces restrictions quantitatives constituent une violation des obligations découlant pour la Hongrie des articles I^{er} et XIX du GATT, ainsi que des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

42. WT/DS158 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes II

Plainte des États-Unis, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et du Panama. Le 20 janvier 1999, les pays cités (les parties plaignantes) ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*. Les parties plaignantes ont déclaré que le délai raisonnable de 15 mois imparti aux CE pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD a pris fin le 1^{er} janvier 1999 (voir l'affaire WT/DS27). Elles ont soutenu que les CE ont modifié leur régime d'une manière qui ne permettra pas de mettre maintenant un terme à ce différend sur la base d'une solution qui soit acceptable pour leurs gouvernements et, en conséquence, agissant conjointement et individuellement, elles ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet du régime communautaire concernant les bananes établi par le Règlement des CE n° 404/93, tel qu'il a été modifié et mis en œuvre par le Règlement du Conseil n° 1637/98 du 20 juillet 1998 et le Règlement de la Commission des CE n° 2362/98 du 28 octobre 1998. Les parties plaignantes ont soutenu que leur objectif est de clarifier et d'examiner en détail avec les CE les divers aspects du régime communautaire modifié concernant les bananes, y compris l'effet sur le marché, leurs préoccupations quant à la compatibilité de ces aspects avec les règles de l'OMC et les façons dont les CE pourraient modifier leur régime afin d'arriver à un règlement satisfaisant de ce différend.

43. WT/DS157 - Argentine - Mesures antidumping à l'importation de forêts en provenance d'Italie

Plainte des Communautés européennes. Le 14 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mesures antidumping définitives prétendument imposées par ce pays à l'importation de forêts en provenance d'Italie. Les CE ont indiqué que, le 12 septembre 1998, l'Argentine a imposé des mesures antidumping définitives à l'importation de forêts en provenance d'Italie. D'après les allégations, l'enquête qui a conduit à l'imposition de ces mesures avait été ouverte le 21 février 1997. Les CE ont soutenu que, la durée de l'enquête de l'Argentine ayant dépassé 18 mois, cette enquête est contraire aux dispositions de l'article premier de l'Accord antidumping.

44. WT/DS154 - Communautés européennes - Mesures affectant le traitement différencié et favorable du café

Plainte du Brésil. Le 7 décembre 1998, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le traitement préférentiel spécial accordé dans le cadre du schéma de préférences généralisées des CE (schéma SGP). Le Brésil a affirmé que le schéma SGP des CE est applicable aux produits originaires des pays du Groupe andin et des pays du Marché commun centraméricain, qui sont engagés dans des programmes de lutte contre la production et le trafic de la drogue. Dans le cas du café soluble, ce traitement préférentiel spécial, défini dans le Règlement (CE) n° 1256/96 du Conseil, se traduit par un accès en franchise de droits au marché communautaire. Le Brésil a indiqué qu'il sait qu'il existe un projet de règlement du Conseil qui unifierait toutes les lois et réglementations communautaires concernant l'application du schéma SGP, tant pour les produits agricoles que pour les produits industriels.

Le Brésil a fait valoir que ce traitement spécial a une incidence négative sur l'importation dans les CE de café soluble originaire du Brésil. Il a allégué que ce traitement spécial est incompatible avec la Clause d'habilitation, ainsi qu'avec l'article premier du GATT de 1994. Le Brésil a allégué également que ce traitement spécial annule ou compromet des avantages résultant pour le Brésil directement ou indirectement des dispositions en question.

45. WT/DS153 - Communautés européennes - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte du Canada. Le 2 décembre 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant la protection des inventions dans le domaine des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture au titre des dispositions pertinentes de la législation des CE, en particulier le Règlement (CEE) n° 1768/92 du Conseil et le Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil, en relation avec les obligations des CE au titre de l'Accord sur les ADPIC. Le Canada a estimé qu'en vertu des Règlements susmentionnés un système de prolongation des brevets, qui est limité aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture, a été mis en œuvre. De l'avis du Canada, les Règlements (CEE) n° 1768/92 et (CE) n° 1610/96 sont incompatibles avec les obligations qui incombent aux CE de ne pas opérer de discrimination sur la base du domaine technologique, comme le prévoit l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné qu'ils ne s'appliquent qu'aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture.

46. WT/DS150 - Inde - Mesures concernant les droits de douane

Plainte des Communautés européennes. Le 30 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant une série de relèvements des droits de douane, qui, d'après les allégations, sont mis en œuvre par ce pays. Les CE ont indiqué que les mesures en question concernent la liste 1 de la Loi de 1975 sur le Tarif douanier, le droit de douane spécial et le droit additionnel spécial. Les CE ont soutenu que, en vertu de ces mesures, la valeur globale des droits de douane résultant de l'addition des différents droits appliqués par l'Inde dépasse les taux consolidés par ce pays dans le cadre de l'OMC pour une série de positions tarifaires. Les CE ont allégué qu'il y a violation des articles II:1 b) et III:2 du GATT de 1994.

47. WT/DS149 - Inde - Restrictions à l'importation

Plainte des Communautés européennes. Le 29 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant des restrictions à l'importation qui, d'après les allégations, sont appliquées par ce pays en vertu de sa politique d'exportation et d'importation pour 1997-2002 pour des raisons autres que celles prévues à l'article XVIII:B du GATT de 1994. Les CE ont indiqué que l'Inde a notifié ces restrictions à l'OMC dans la Partie A de l'annexe I de sa notification du 20 mai 1997 au titre du paragraphe 9 du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements (WT/BOP/N/24). L'Inde a fait valoir que ces restrictions sont justifiées au titre de l'article XX et/ou de l'article XXI du GATT de 1994. Les CE ont considéré que ces restrictions à l'importation constituent une violation des articles III, X, XI, XIII et XVII du GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 1^{er}, 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et ne peuvent être justifiées au titre des articles XX ou XXI du GATT de 1994.

48. WT/DS148 - République tchèque - Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie

Plainte de la Hongrie. Le 12 octobre 1998, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la République tchèque concernant un règlement adopté par ce pays qui est entré en vigueur le 9 octobre 1998 et qui, d'après ce qui est allégué, a majoré le droit à l'importation du blé originaire de Hongrie. La Hongrie a affirmé que le droit majoré à l'importation de blé (SH 1001.1000, 1001.9099) est plusieurs fois supérieur aux taux consolidés correspondants figurant dans la Liste tchèque pour 1998. La Hongrie a également allégué qu'elle est le seul pays assujéti à cette mesure. Elle a considéré que cette mesure est incompatible avec les articles I^{er} et II du GATT de 1994 et avec l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. La Hongrie a invoqué la disposition d'urgence du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (article 4:8) en raison des graves pertes économiques et commerciales causées par cette mesure, qui devait rester en vigueur jusqu'au 26 avril 1999.

49. WT/DS147 - Japon - Contingents tarifaires et subventions concernant les cuirs

Plainte des Communautés européennes. Le 8 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant l'administration des contingents tarifaires applicables aux cuirs et les subventions dont bénéficient, d'après ce qui est allégué, l'industrie du cuir et les "Dowa" au Japon. D'après les CE, l'administration des trois contingents tarifaires est indiquée dans un avis publié chaque année par le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), qui est fondé sur l'article 6 de l'Arrêté ministériel sur le régime de contingents tarifaires applicable au pétrole lourd, au pétrole brut, etc. Les CE ont affirmé que:

- la complexité de l'administration du régime de contingents tarifaires paraît critiquable, tout comme le fait que les demandes de licences ne peuvent être présentées qu'un seul jour;
- de nombreuses licences sont accordées pour des quantités ne présentant pas un intérêt économique réel et certaines ont une durée de validité très courte;
- le régime dissuade les entreprises étrangères de s'établir au Japon pour procéder à l'importation directe du cuir;
- les subventions ont été accordées sur la base de la "Loi concernant les mesures fiscales spéciales", qui a prolongé la durée de 15 programmes de subventions;
- ces subventions sont spécifiques et la valeur totale de ces différents programmes de subventions est susceptible de causer un préjudice grave à leurs intérêts.

Les CE ont allégué qu'il y a violation des articles 1:6 et 3:5 g), h), i) et j) de l'Accord sur les licences d'importation, et de l'article 6 de l'Accord sur les subventions.

50. WT/DS145 - Argentine - Droits compensateurs sur les importations de gluten de blé en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. Le 23 septembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des droits compensateurs définitifs qui, d'après ce qui est allégué, ont été imposés par ce pays sur les importations de gluten de blé en provenance des CE. Les CE ont indiqué que l'Argentine a imposé un droit

compensateur sur les importations de gluten de blé en provenance des CE à compter du 23 juillet 1998. L'enquête qui a conduit à l'imposition de ces droits avait été ouverte le 23 octobre 1996 et, en conséquence, les CE ont indiqué que la durée de l'enquête a dépassé 18 mois, ce qui est contraire à l'article 11.11 de l'Accord sur les subventions. Les CE ont prétendu aussi qu'il y a violation de l'article 10 dudit accord.

51. WT/DS144 - États-Unis - Certaines mesures visant l'importation de bovins, de porcins et de céréales en provenance du Canada

Plainte du Canada. Le 25 septembre 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant certaines mesures imposées par le Dakota du Sud et d'autres États, interdisant l'entrée ou le transit des camions canadiens transportant des bovins, des porcins et des céréales. Le Canada a affirmé que ces mesures ont un effet négatif sur l'importation aux États-Unis de bovins, de porcins et de céréales originaires du Canada. Le Canada a prétendu qu'il y a violation des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 13 et des annexes B et C de l'Accord SPS; des articles 2, 3, 5 et 7 de l'Accord OTC; de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture; et des articles I^{er}, III, V, XI et XXIV:12 du GATT de 1994. Le Canada a estimé en outre que ces mesures annulent ou compromettent les avantages résultant pour lui des accords cités. Le Canada a invoqué l'article 4:8 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour que soit appliquée la procédure accélérée de consultations en raison du caractère périssable des marchandises en question.

52. WT/DS143 - République slovaque - Mesure concernant le droit à l'importation du blé en provenance de Hongrie

Plainte de la Hongrie. Le 18 septembre 1998, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la République slovaque concernant un règlement adopté par ce pays qui est entré en vigueur le 10 septembre 1998 et qui, d'après ce qui est allégué, a majoré le droit à l'importation du blé originaire de Hongrie. La Hongrie a affirmé que le droit majoré à l'importation de blé (SH 1001.1000, 1001.90) s'élève à 2 540 couronnes slovaques par tonne, ce qui équivaut à environ 70 pour cent *ad valorem*. La Hongrie a fait valoir que:

- les taux consolidés pour ces lignes tarifaires dans la Liste slovaque pour l'année 1998 sont fixés au niveau de 4,4 pour cent (SH 1001.1000), 27 pour cent (SH 1001.9010) et 22,5 pour cent (SH 1001.9091, 1001.9099);
- elle est le seul pays assujetti à cette mesure;
- cette mesure est incompatible avec les articles I^{er} et II du GATT de 1994 et avec l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture.

La Hongrie a invoqué la disposition d'urgence du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends en raison des graves pertes économiques et commerciales causées par cette mesure, qui devait rester en vigueur jusqu'au 10 mars 1999.

53. WT/DS140 - Communautés européennes - Enquêtes antidumping concernant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde

Plainte de l'Inde. Le 3 août 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la CE concernant l'allégation du recours répété par celle-ci à des actions antidumping visant les tissus de coton écrus en provenance d'Inde. L'Inde a considéré, à la lumière des renseignements qui ont été disponibles avant et après l'adoption du Règlement n° 773/98, que:

- la détermination concernant la représentativité, l'ouverture de l'enquête, le choix de l'échantillon et la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage sont incompatibles avec les obligations de la CE dans le cadre de l'OMC;
- l'établissement des faits par la CE n'était pas correct et que l'évaluation des faits par la CE n'était pas impartiale ni objective;
- la CE n'a pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement.

L'Inde a prétendu qu'il y a eu violation des articles 2.2.1, 2.4.1, 2.4.2, 2.6, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 4.1 I), 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.8, 6.10, 7.1 I), 7.4, 9.1, 9.2, 12.1, 12.2 et 15 de l'Accord antidumping et des articles I^{er} et VI du GATT de 1994. L'Inde a également prétendu que des avantages résultant pour elle des accords cités sont annulés ou compromis.

54. WT/DS137 - Communautés européennes - Mesures visant les importations de bois de conifères en provenance du Canada

Plainte du Canada. Le 17 juin 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de certaines mesures concernant l'importation sur le marché des CE de bois de conifères en provenance du Canada. Ces mesures sont, entre autres, la Directive du Conseil n° 77/93 du 21 décembre 1976, modifiée par la Directive n° 92/103/CEE de la Commission du 1^{er} décembre 1992, et toutes mesures pertinentes adoptées par les États membres des CE et visant les importations dans les CE de bois de conifères en provenance du Canada. Le Canada a prétendu que ces mesures ont un effet négatif sur l'importation dans les CE de bois de conifères en provenance du Canada. Il a fait valoir qu'elles sont contraires aux articles I^{er}, III et XI du GATT de 1994, aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de l'Accord SPS et à l'article 2 de l'Accord OTC. Le Canada a également prétendu que des avantages résultant indirectement pour lui des accords cités sont annulés ou compromis.

55. WT/DS134 - Communautés européennes - Mesures affectant les droits à l'importation du riz

Plainte de l'Inde. Le 28 mai 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des restrictions qui auraient été introduites par un règlement communautaire établissant un système de recouvrement cumulatif (SRC) pour déterminer certains droits à l'importation du riz, avec effet au 1^{er} juillet 1997. L'Inde a fait valoir que les mesures introduites par ce nouveau règlement restreindraient le nombre d'importateurs de riz d'origine indienne et auront un effet limitatif sur ses exportations de riz vers les CE. Elle a allégué qu'il y a violation des articles I^{er}, II, III, VII et XI du GATT de 1994, des articles 1^{er} à 7 et 11 et de l'Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane, des articles 1^{er} et 3 de l'Accord sur les licences d'importation, de l'article 2 de l'Accord OTC, de l'article 2 de l'Accord SPS et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Elle a aussi fait valoir que des avantages résultant pour elle des divers accords cités sont annulés ou compromis.

56. WT/DS133 - République slovaque - Mesures concernant l'importation de produits laitiers et le transit de bétail

Plainte de la Suisse. Le 11 mai 1998, la Suisse a demandé l'ouverture de consultations avec la République slovaque concernant les mesures appliquées par ce pays (en particulier un décret du 6 juillet 1996) à l'importation de produits laitiers et au transit de bétail. La Suisse a fait valoir que ces mesures ont un impact négatif sur ses exportations de fromage et de bétail. Elle a considéré que certaines de ces mesures sont incompatibles avec les articles I^{er}, III, V, X

et XI du GATT de 1994, avec l'article 5 de l'Accord SPS et avec l'article 5 de l'Accord sur les licences d'importation.

57. WT/DS131 - France - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la France concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis ont cru comprendre que, en vertu de la Loi française relative à l'impôt sur le revenu, une entreprise française peut déduire temporairement certains frais de démarrage de ses opérations à l'étranger par le jeu d'une provision constituée en franchise d'impôt. Les États-Unis ont cru également comprendre qu'une entreprise française peut constituer une provision spéciale égale à 10 pour cent de la position de ses comptes clients à la clôture de l'exercice pour faire face aux risques afférents aux crédits à moyen terme consentis pour le règlement des ventes à l'exportation. Les États-Unis ont considéré que chacune de ces mesures constitue une subvention à l'exportation et que la déduction pour frais de démarrage constitue une subvention au remplacement des importations, et que, en tant que telles, ces deux mesures sont contraires aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

58. WT/DS130 - Irlande - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Irlande concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base d'exemplaires non officiels de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis ont cru comprendre que, en vertu de la Loi irlandaise relative à l'impôt sur le revenu, les maisons de commerce spéciales sont admises à bénéficier d'un taux d'imposition spécial pour les recettes commerciales tirées des exportations de produits fabriqués en Irlande. Les États-Unis ont considéré que cette mesure constitue une subvention à l'exportation et, en tant que telle, est contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

59. WT/DS129 - Grèce - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Grèce concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis ont cru comprendre que, en vertu de la loi grecque relative à l'impôt sur le revenu, les exportateurs grecs ont droit à une déduction fiscale annuelle spéciale calculée en pourcentage des recettes d'exportation. Les États-Unis ont considéré que cette mesure constitue une subvention à l'exportation et, en tant que telle, est contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

60. WT/DS128 - Pays-Bas - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Pays-Bas concernant des subventions prohibées accordées par ce pays. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis ont cru comprendre que, en

vertu de la législation néerlandaise relative à l'impôt sur le revenu, les exportateurs peuvent établir une "réserve spéciale" pour les recettes tirées des exportations. Les États-Unis ont considéré que cette mesure constitue une subvention à l'exportation et, en tant que telle, est contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

61. WT/DS127 - Belgique - Certaines mesures relatives à l'impôt sur le revenu constituant des subventions

Plainte des États-Unis. Le 5 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant des subventions prohibées accordées par celle-ci. Sur la base de traductions non officielles en anglais de la législation pertinente et de descriptions provenant de sources secondaires, les États-Unis ont cru comprendre que, en vertu de la loi belge relative à l'impôt sur le revenu, les contribuables belges constitués en sociétés bénéficient d'une exonération fiscale spéciale de 400 000 francs belges (indexée) lorsqu'ils recrutent un "chef de service des exportations". Les États-Unis ont considéré que cette mesure constitue une subvention à l'exportation et, en tant que telle, est contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC.

62. WT/DS123 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures

Plainte de l'Indonésie. Le 23 avril 1998, l'Indonésie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mêmes mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées par ce pays que celles visées dans le différend WT/DS121. Le 15 avril 1999, l'Indonésie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans une communication datée du 10 mai 1999, elle a informé l'ORD qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial de l'ordre du jour de la réunion suivante de l'ORD, sans préjudice de son droit au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de présenter à nouveau cette demande.

63. WT/DS120 - Inde - Mesures visant les exportations de certains produits de base

Plainte des Communautés européennes. Le 16 mars 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant la Politique d'exportation et d'importation (1997-2002) de ce pays, qui établirait une liste négative pour l'exportation de plusieurs produits de base. Les CE ont prétendu que, dans le cadre de cette politique, les cuirs et peaux bruts sont au nombre des produits qui ne peuvent être exportés que sous couvert d'une licence d'exportation, et que les licences sont systématiquement refusées. Elles ont estimé qu'il s'agit en fait d'un embargo à l'exportation qui contrevient aux dispositions de l'article XI du GATT de 1994. Le 12 octobre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un tel groupe.

64. WT/DS118 - États-Unis - Taxe d'entretien des ports

Plainte des Communautés européennes. Le 6 février 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la taxe d'entretien des ports qui aurait été mise en place dans ce pays par voie législative. Les CE ont estimé que cette taxe contrevient aux articles I^{er}, II, III, VIII et X du GATT de 1994, ainsi qu'au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

65. WT/DS117 - Canada - Mesures visant les services de distribution de films

Plainte des Communautés européennes. Le 20 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les mesures visant les services de distribution de

films que ce pays appliquerait, y compris la Décision d'orientation de 1987 sur la distribution de films et son application aux sociétés européennes. Les CE ont estimé que ces mesures contreviennent aux articles II et III de l'AGCS.

66. WT/DS116 - Brésil - Mesures affectant les modalités de paiement des importations

Plainte des Communautés européennes. Le 9 janvier 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil au sujet des mesures concernant les modalités de paiement des importations que la Banque centrale du Brésil aurait mises en œuvre. Les CE ont considéré que ces mesures contreviennent aux articles 3 et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

67. WT/DS115 - Communautés européennes - Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins

Plainte des États-Unis. Le 6 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des mesures similaires à celles visées dans leur différend avec l'Irlande (WT/DS82). Le 9 janvier 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial.

68. WT/DS112 - Pérou - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil

Plainte du Brésil. Le 23 décembre 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou concernant une enquête en matière de droits compensateurs menée par ce pays concernant les importations d'autobus en provenance du Brésil. Le Brésil a considéré que les procédures suivies par les autorités péruviennes pour ouvrir l'enquête sont incompatibles avec les articles 11 et 13.1 de l'Accord SMC.

69. WT/DS111 - États-Unis - Contingent tarifaire à l'importation d'arachides

Plainte de l'Argentine. Le 19 décembre 1997, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en alléguant qu'elle subit un préjudice commercial en raison de l'interprétation restrictive que les États-Unis donnent du contingent tarifaire à l'importation d'arachides négocié entre les deux pays pendant le Cycle d'Uruguay. L'Argentine a soutenu qu'il y a violation des articles II, X et XII du GATT de 1994, des articles 1^{er}, 4 et 15 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine et de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Elle a considéré également qu'il y a annulation ou réduction d'avantages.

70. WT/DS109 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques

Plainte des États-Unis. Le 11 décembre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant les taxes intérieures que ce pays applique à certaines boissons alcooliques et qui se traduiraient par l'imposition d'une taxe plus élevée sur les alcools importés que sur le *pisco*, alcool distillé dans le pays. Les États-Unis ont estimé que ce traitement différencié appliqué aux alcools importés est contraire à l'article III:2 du GATT de 1994. Les taxes sur les boissons alcooliques font aussi l'objet d'une plainte des CE (WT/DS87), qui a déjà donné lieu à l'établissement d'un groupe spécial.

71. WT/DS107 - Pakistan - Mesures visant les exportations de cuirs et peaux

Plainte des Communautés européennes. Le 7 novembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Pakistan concernant une notification édictée par le Ministère du commerce de ce pays, interdisant d'exporter, entre autres choses, des cuirs et peaux, ainsi que du cuir wet blue fabriqué à partir de peaux de vache et de peaux de veau. Les CE ont estimé que cette mesure limite l'accès de leur branche de production à une source compétitive d'approvisionnement en matières premières et matières semi-finies.

72. WT/DS105 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes

Plainte du Panama. Le 24 octobre 1997, le Panama a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le régime communautaire européen applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, qui a été établi par le Règlement n° 404/93, ainsi que par la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieurement adoptés par les CE, y compris ceux qui reprennent les dispositions de l'Accord-cadre sur les bananes. Le Panama n'a pas précisé les dispositions qui sont enfreintes par le régime communautaire. Ce même régime a été contesté par les États-Unis, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras et le Mexique (WT/DS27), qui ont obtenu gain de cause.

73. WT/DS104 - Communautés européennes - Mesures visant l'exportation de fromages fondus

Plainte des États-Unis. Le 8 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant les subventions à l'exportation de fromages fondus que celles-ci accordent prétendument sans tenir compte de leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation. Les États-Unis ont estimé que ces mesures faussent les marchés des produits laitiers et ont un effet négatif sur leurs ventes de produits laitiers. Ils ont affirmé qu'il y a violation des articles 8, 9, 10 et 11 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 3 de l'Accord SMC.

74. WT/DS100 - États-Unis - Mesures affectant les importations de produits provenant de volailles

Plainte des Communautés européennes. Le 18 août 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure prise par le Service de l'innocuité et de l'inspection des produits alimentaires du Département de l'agriculture des États-Unis interdisant d'importer de la Communauté européenne des volailles et des produits provenant de volailles ainsi que toute mesure connexe. Les CE ont fait remarquer que, bien que cette décision est censée avoir été prise pour assurer l'innocuité des aliments, elle n'indique pas les raisons pour lesquelles les produits provenant de volailles exportés par la CE ne sont subitement plus admis sur le marché des États-Unis. Elles ont considéré que cette interdiction est incompatible avec les articles I^{er}, III, X et XI du GATT de 1994, avec les articles 2, 3, 4, 5 et 8 et l'annexe C de l'Accord SPS ou avec les articles 2 et 5 de l'Accord OTC.

75. WT/DS97 - États-Unis - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations de saumons en provenance du Chili

Plainte du Chili. Le 5 août 1997, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une enquête en matière de droits compensateurs que le Département du commerce des États-Unis a ouverte contre les importations de saumons en provenance du Chili. Le Chili a estimé que la décision d'ouvrir cette enquête a été prise sans qu'il y ait

d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage, ce qui est contraire à l'article 11.2 et 11.3 de l'Accord SMC. Il a également considéré que cette décision est contraire à l'article 11.4 pour ce qui est de la représentativité des producteurs de filets de saumon.

76. WT/DS82 - Irlande - Mesures affectant la protection du droit d'auteur et des droits voisins

Plainte des États-Unis. Le 14 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Irlande au motif que la législation irlandaise n'assurait pas la protection du droit d'auteur et des droits voisins. Ils ont estimé que l'Irlande contrevient de ce fait aux obligations lui incombant au titre des articles 9 à 14, 63, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC. Le 9 janvier 1998, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial.

77. WT/DS81 - Brésil - Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile

Plainte des Communautés européennes. Le 7 mai 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile appliquées par ce pays, y compris en particulier la Loi n° 9440 du 14 mars 1997, la Loi n° 9449 du 14 mars 1997 et le Décret n° 1987 du 20 août 1996. Les CE ont affirmé que ces mesures contreviennent aux articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, aux articles 3, 5 et 27.4 de l'Accord SMC et à l'article 2 de l'Accord sur les MIC. Elles ont également soutenu que ces mesures annulent ou compromettent leurs avantages au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC (voir également les affaires WT/DS51, WT/DS52 et WT/DS65).

78. WT/DS80 - Belgique - Mesures visant les services d'annuaire téléphonique commercial

Plainte des États-Unis. Le 2 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant certaines mesures réglementant la fourniture de services d'annuaire téléphonique commercial prises par le Royaume de Belgique. Les mesures en question sont notamment celles qui subordonnent à certaines conditions l'obtention d'une autorisation de publier des annuaires commerciaux et celles qui régissent les actes, politiques et pratiques de BELGACOM N.V. pour ce qui est des services d'annuaire téléphonique. Les États-Unis ont affirmé que ces mesures contreviennent aux dispositions des articles II, VI, VIII et XVII de l'AGCS et qu'elles annulent ou compromettent les avantages résultant pour eux des engagements spécifiques pris par la CE au nom de la Belgique dans le contexte de l'AGCS.

79. WT/DS78 - États-Unis - Sauvegarde contre les importations de balais en sorgho

Plainte de la Colombie. Le 28 avril 1997, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la Proclamation présidentielle n° 6961 du 28 novembre 1996, par laquelle a été adoptée une mesure de sauvegarde contre les importations de balais en sorgho. La Colombie a estimé que l'adoption de cette mesure de sauvegarde est incompatible avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu des articles 2, 4, 5, 9 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi que des articles II, XIII et XIX du GATT de 1994. Elle a également affirmé que cette mesure annule ou compromet les avantages résultant pour elle du GATT de 1994.

80. WT/DS71 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils

Plainte du Brésil. Le 10 mars 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les mêmes mesures que celles qui font l'objet de la plainte déposée dans l'affaire WT/DS70. Cette demande a été en revanche présentée au titre de l'article 7 de l'Accord SMC. Dans celle-ci, le Brésil a affirmé que les mesures en question constituent des subventions pouvant donner lieu à une action au sens de la partie III de l'Accord SMC et causent des effets défavorables au sens de l'article 5 de cet accord.

81. WT/DS66 - Japon - Mesures affectant les importations de viande de porc

Plainte des Communautés européennes. Le 15 janvier 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant certaines mesures affectant les importations de viande de porc et des produits transformés à base de viande de porc imposées par ce pays. Les CE ont soutenu que ces mesures sont incompatibles avec les obligations résultant pour le Japon des articles I^{er}, X:3 et XIII du GATT de 1994. Les CE ont également soutenu que ces mesures annulent ou compromettent les avantages résultant pour elles du GATT de 1994.

82. WT/DS65 - Brésil - Mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile

Plainte des États-Unis. Le 10 janvier 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant plus ou moins les mêmes mesures que celles qui sont visées dans l'affaire WT/DS52 mentionnée ci-dessous. Cette demande portait toutefois aussi sur des mesures que le Brésil a adoptées après avoir tenu des consultations avec les États-Unis suite à la demande présentée dans l'affaire WT/DS52, mesures qui prévoient des avantages pour certaines sociétés situées au Japon, dans la République de Corée et dans les CE. Les États-Unis ont allégué qu'il y a violation des articles I:1 et III:4 du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et des articles 3 et 27.4 de l'Accord SMC. Ils ont également allégué qu'il y a annulation ou réduction d'avantages au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

83. WT/DS63 - États-Unis - Mesures antidumping à l'importation d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande

Plainte des Communautés européennes. Le 28 novembre 1996, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les droits antidumping imposés par ceux-ci sur les exportations d'urée à l'état solide en provenance de l'ex-République démocratique allemande. Les CE ont estimé que ces mesures enfreignent les articles 9 et 11 de l'Accord antidumping.

84. WT/DS61 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes

Plainte des Philippines. Le 25 octobre 1996, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une interdiction à l'importation de crevettes et de produits à base de crevettes en provenance des Philippines, imposée par les États-Unis en vertu de l'article 609 de la Loi générale n° 101-162. Les Philippines ont affirmé qu'il y a violation des articles I^{er}, II, III, VIII, XI et XIII du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Les Philippines ont également soutenu qu'il y a annulation ou réduction des avantages résultant du GATT de 1994 (voir l'affaire WT/DS58).

85. WT/DS53 - Mexique - Mesures concernant la Loi douanière

Plainte des Communautés européennes. Le 27 août 1996, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant la loi douanière de ce pays. Les CE ont soutenu que le Mexique fonde son système d'évaluation en douane sur la valeur c.a.f. pour les importations originaires de pays non-membres de l'ALENA et sur la valeur f.a.b. pour les importations originaires des pays membres. Elles ont affirmé qu'il y a violation de l'article XXIV:5 b) du GATT.

86. WT/DS52 - Brésil - Certaines mesures affectant le commerce et les investissements dans le secteur automobile

Plainte des États-Unis. Le 9 août 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant les mêmes mesures que celles qui sont visées dans la demande du Japon (WT/DS51). Les États-Unis ont affirmé qu'il y a violation de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles I:1 et III:4 du GATT ainsi que des articles 3 et 27.4 de l'Accord SMC. En outre, ils ont déposé aussi une plainte en situation de non-violation au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT.

87. WT/DS51 - Brésil - Certaines mesures concernant les investissements dans le secteur automobile

Plainte du Japon. Le 30 juillet 1996, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant certaines mesures relatives aux investissements dans le secteur automobile prises par le gouvernement brésilien. Le Japon a considéré qu'il y a violation de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles I:1, III:4 et XI:1 du GATT ainsi que des articles 3, 27.2 et 27.4 de l'Accord SMC. Il a présenté en outre une plainte en situation de non-violation au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT.

88. WT/DS47 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements

Plainte de la Thaïlande. Le 20 juin 1996, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements en provenance de la Thaïlande. La Thaïlande a considéré qu'il y a violation des articles I^{er}, II, XI et XIII du GATT ainsi que de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Hong Kong (WT/DS29) et l'Inde (WT/DS34) ont déjà séparément demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie au sujet des mêmes mesures.

89. WT/DS45 - Japon - Mesures affectant les services de distribution

Plainte des États-Unis. Le 13 juin 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant les mesures affectant les services de distribution (qui ne se limitent pas au secteur des pellicules et papiers photographiques) prises par ce pays en application de la Loi concernant les grandes surfaces de vente au détail, qui régit la superficie, les heures d'ouverture et la fermeture pour congés des supermarchés et grands magasins. Les États-Unis ont affirmé qu'il y a violation de l'article III (Transparence) et de l'article XVI (Accès aux marchés) de l'AGCS. Ils ont également soutenu que ces mesures annulent ou compromettent les avantages qui leur reviennent (plainte en situation de non-violation). Les États-Unis ont demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec le Japon le 20 septembre 1996, élargissant le fondement factuel et juridique de leur plainte.

90. WT/DS41 - Corée - Mesures concernant l'inspection des produits agricoles

Plainte des États-Unis. Le 24 mai 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant les essais, l'inspection et d'autres prescriptions appliquées à l'importation de produits agricoles dans ce pays. Les États-Unis ont affirmé que ces mesures restreignent les importations et semblent être incompatibles avec l'Accord sur l'OMC. Ils ont estimé qu'il y a violation des articles III et XI du GATT, des articles 2, 5 et 8 de l'Accord SPS, des articles 2, 5 et 6 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Ils ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée sur des questions similaires le 4 avril 1995 (WT/DS3).

91. WT/DS30 - Brésil - Droits compensateurs sur les importations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco en provenance de Sri Lanka

Plainte de Sri Lanka. Le 23 février 1996, Sri Lanka a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant l'imposition par ce pays de droits compensateurs sur ses exportations de noix de coco desséchée et de poudre de lait de coco. Sri Lanka a fait valoir que ces mesures sont incompatibles avec les articles I^{er}, II et VI du GATT et l'article 13 a) de l'Accord sur l'agriculture (dite la clause de paix) (voir l'affaire WT/DS22).

92. WT/DS29 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements

Plainte de Hong Kong. Le 12 février 1996, Hong Kong a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie au motif que les restrictions quantitatives à l'importation de produits textiles et de vêtements appliquées par ce pays étaient contraires aux articles XI et XIII du GATT. Un accord d'union douanière récemment conclu entre la Turquie et les Communautés européennes est à l'origine de ce différend. Hong Kong a estimé en l'occurrence que l'article XXIV du GATT n'autorise pas la Turquie à imposer de nouvelles restrictions quantitatives.

93. WT/DS3 - Corée - Mesures concernant les essais relatifs aux produits agricoles et l'inspection de ces produits

Plainte des États-Unis. Le 6 avril 1995, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant des prescriptions en matière d'essai et d'inspection appliquées aux importations de produits agricoles dans ce pays. Ces mesures sont prétendument contraires à l'article III ou à l'article XI du GATT, aux articles 2 et 5 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), aux articles 5 et 6 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture (voir l'affaire WT/DS41).

II. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ**A. GROUPES SPÉCIAUX EN ACTIVITÉ****1. WT/DS164 - Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures**

Plainte des États-Unis. Le 1^{er} mars 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant certaines mesures mises en œuvre par ce pays qui affectent les importations de chaussures. Les États-Unis ont affirmé que:

- en novembre 1998, l'Argentine a adopté la Résolution n° 1506, portant modification de la Résolution n° 987 du 10 septembre 1997, qui avait établi des droits de sauvegarde à l'importation de chaussures en provenance des autres pays que ceux du

MERCOSUR. Il est allégué que la Résolution n° 1506 impose un contingent tarifaire à l'importation de ces chaussures, en plus des droits de sauvegarde mis en place antérieurement, qu'elle reporte toute libéralisation du droit de sauvegarde initial au 30 novembre 1999 et qu'elle ne libéralise le contingent tarifaire qu'une fois pendant la durée d'application de la mesure;

- l'Argentine n'a pas notifié cette mesure au Comité des sauvegardes;
- il y a violation des articles 5:1, 7:4 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes.

Conformément à la demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. La composition du groupe n'a pas encore été arrêtée. Voir également la plainte de l'Indonésie (WT/DS123) et celle des CE (WT/DS121).

2. WT/DS188 - Nicaragua - Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie

Plainte de la Colombie. Le 17 janvier 2000, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Nicaragua concernant la Loi nicaraguayenne n° 325 de 1999, qui prévoit l'imposition de taxes sur les biens et services en provenance du Honduras et de la Colombie, ainsi que le Décret réglementaire n° 129-99. La Colombie a fait valoir que ces mesures sont incompatibles, entre autres, avec les articles I^{er} et II du GATT de 1994. Conformément à la demande de la Colombie, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 mai 2000. Le Canada, les CE, le Costa Rica, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

3. WT/DS195 - Philippines - Mesures affectant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile

Plainte des États-Unis. Le 23 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Philippines concernant certaines mesures relevant du Programme de promotion des véhicules automobiles (MVDP) des Philippines, y compris le Programme de promotion de voitures de tourisme, le Programme de promotion des véhicules utilitaires et le Programme de promotion des motocyclettes. Les États-Unis ont affirmé que:

- le MVDP donne aux constructeurs automobiles implantés aux Philippines qui satisfont à certaines prescriptions le droit d'importer des pièces, parties et véhicules finis à un taux préférentiel;
- l'octroi des licences que les fabricants étrangers doivent obtenir pour importer les pièces, parties et véhicules finis est subordonné au respect de ces prescriptions. Les prescriptions auxquelles les États-Unis font référence sont, entre autres, l'obligation pour les constructeurs d'utiliser des pièces et parties produites aux Philippines et de dégager une partie des devises nécessaires à l'importation de ces pièces et parties en exportant des véhicules finis;
- ces mesures sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour les Philippines des articles III:4, III:5 et XI:1 du GATT de 1994, de l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté cet établissement. Suite à une deuxième

demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 novembre 2000. L'Inde et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

4. WT/DS206 - États-Unis - Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde

Plainte de l'Inde. Le 4 octobre 2000, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant:

- i) la détermination positive finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur de certaines tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance de l'Inde établie par le Département du commerce des États-Unis le 13 décembre 1999 et confirmée le 10 février 2000;
- ii) l'interprétation et l'application de dispositions relatives aux données de fait disponibles dans les enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs menées par le Département du commerce; et
- iii) la détermination et l'interprétation par la Commission du commerce international des États-Unis (ITC) du caractère négligeable, du cumul et du dommage important causé par lesdites importations de tôles en acier en provenance de l'Inde.

L'Inde a considéré que ces déterminations sont erronées et sont fondées sur les procédures défectueuses que prévoit la Loi des États-Unis en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Selon l'Inde, ces déterminations et dispositions soulèvent des questions concernant les obligations des États-Unis au titre du GATT de 1994, de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC). L'Inde a estimé que les dispositions de ces accords avec lesquelles ces mesures et déterminations semblent être incompatibles sont notamment, mais pas exclusivement, les suivantes: articles VI et X du GATT de 1994; articles 1^{er}, 2, 3 (en particulier 3.3), 5 (en particulier 5.8), 6 (en particulier 6.8), 12, 15, 18.4 et Annexe II de l'Accord antidumping; articles 10, 11 (en particulier 11.9), 15 (en particulier 15.3), 22 et 27 (en particulier 27.10) de l'Accord SMC; article XVI de l'Accord sur l'OMC.

Conformément à la demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Chili, les CE et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 16 octobre 2001, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 26 octobre 2001, le Directeur général a arrêté la composition du Groupe.

5. WT/DS207 - Chili - Système des fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles

Plainte de l'Argentine. Le 5 octobre 2000, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant:

- 1) le système des fourchettes de prix établi par la Loi n° 18.525 (telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 18.591 puis par la Loi n° 19.546), ainsi que par les normes réglementaires et les dispositions complémentaires et/ou modifications; et
- 2) les mesures de sauvegarde provisoires adoptées le 19 novembre 1999 par le Décret n° 339 du Ministère de l'économie et les mesures de sauvegarde définitives imposées le 20 janvier 2000 par le Décret n° 9 du Ministère de l'économie, applicables aux

importations de divers produits, y compris le blé, la farine de blé et les huiles végétales alimentaires.

L'Argentine a considéré que ces mesures soulèvent des questions concernant les obligations résultant pour le Chili de divers accords. Selon l'Argentine, le système des fourchettes de prix précité est incompatible avec, notamment, mais pas exclusivement, les dispositions ci-après: article II du GATT de 1994 et article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Selon l'Argentine, les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec, notamment, mais pas exclusivement, les dispositions ci-après: articles 2, 3, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, et article XIX:1 a) du GATT de 1994.

Le 19 janvier 2001, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1^{er} février 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Argentine, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Australie, le Brésil, les CE, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Japon, le Nicaragua, le Paraguay et le Venezuela ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 7 mai 2001, l'Argentine a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 mai 2001.

6. WT/DS211 - Égypte - Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie

Plainte de la Turquie. Le 6 novembre 2000, la Turquie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte concernant une enquête antidumping ouverte par le Ministère égyptien du commerce et de l'approvisionnement au sujet de l'importation de barres d'armature en provenance de la Turquie. Cette enquête a été menée à terme et le rapport final a été publié le 21 octobre 1999. À la suite de l'enquête, des droits antidumping allant de 22,63 à 61,00 pour cent *ad valorem* ont été imposés.

La Turquie a estimé que:

- dans le cadre de cette enquête, l'Égypte a établi des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping sans avoir correctement établi les faits et sur la base d'une évaluation desdits faits qui n'était ni impartiale, ni objective;
- au cours de l'enquête visant à établir l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important, et d'un lien de causalité, l'Égypte a agi de façon incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping;
- au cours de l'enquête visant à établir l'existence de ventes à des prix inférieurs à la valeur normale, l'Égypte a violé l'article X:3 du GATT de 1994, ainsi que les articles 2.2, 2.4, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8, les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de l'Annexe I de l'Accord antidumping.

Le 3 mai 2001, la Turquie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 mai 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Turquie, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 juin 2001. Les CE, le Chili, les États-Unis et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 18 juillet 2001.

7. WT/DS212 - États-Unis - Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. Le 10 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le maintien en application par ce pays de droits compensateurs sur un certain nombre de produits. En particulier:

- d'après les CE, ces droits sont maintenus sur la base d'une présomption irréfragable que des subventions non récurrentes accordées à un ancien producteur avant l'aliénation de l'entreprise sont transmises à l'actuel producteur, à la suite de ladite aliénation. Selon les CE, c'est ce que le Département du commerce des États-Unis (DOC) appelle la méthode relative aux "*aliénations d'entreprise*";
- dans l'affaire *États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, l'Organe d'appel a constaté que cette approche était incompatible avec l'Accord SMC. À la lumière de ces constatations, les CE ont considéré que le maintien en application de la méthode relative aux "*aliénations d'entreprise*" et des droits qui sont fondés sur cette méthode est contraire aux articles 10, 19 et 21 de l'Accord SMC parce qu'il n'y a pas eu de détermination adéquate de l'existence d'un avantage pour le producteur des marchandises faisant l'objet de l'enquête, comme le prévoit l'article 1.1 b) de l'Accord SMC;
- les CE visaient, et ont inclus dans leur demande de consultations, 14 droits compensateurs³ des États-Unis en rapport avec lesquels la méthode illicite des "*aliénations d'entreprise*" a été appliquée;
- par ailleurs, les CE ont considéré que, si les États-Unis avaient dûment examiné la nature de l'aliénation de l'entreprise dans chacun des cas visés, ils auraient constaté que l'aliénation a eu lieu à une juste valeur marchande et qu'en pareil cas, aucun avantage, au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC lu conjointement avec l'article 14, n'est conféré aux producteurs des marchandises assujetties aux droits par des contributions financières antérieures accordées par l'État à d'autres producteurs;
- selon les CE, dans ces circonstances, le montant du droit compensateur aurait été beaucoup moins élevé, voire nul.

³ **Imposition initiale de droits compensateurs (mesures postérieures à la création de l'OMC):** Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de la France (C-427-815); Certaines tôles en acier au carbone de marque, coupées à la longueur voulue, en provenance de la France (C-427-817); Certaines pâtes alimentaires en provenance de l'Italie (C-475-819); Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de l'Italie (C-475-821); Certains fils machine en acier inoxydable, en provenance de l'Italie (C-475-823); Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de l'Italie (C-475-825); Certaines tôles en acier au carbone de marque, coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Italie (C-475-827). **Réexamens administratifs:** Produits plats en acier au carbone laminés à froid, en provenance de la Suède (C-401-401); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de la Suède (C-401-804); Aciers dits "magnétiques" à grains orientés, en provenance de l'Italie* (C-475-812). **Réexamens à terme:** Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance du Royaume-Uni (C-412-815); Certains produits plats en acier au carbone résistant à la corrosion, en provenance de la France (C-427-810); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Allemagne (C-428-817); Tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue, en provenance de l'Espagne (C-469-804).

* Détermination préliminaire, plus conclusions définitives du réexamen à terme.

Le 1^{er} février 2001, les CE ont demandé la tenue de nouvelles consultations avec les États-Unis. Ces consultations ayant échoué, l'ORD a établi, conformément à la demande des CE, un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. Le Brésil, l'Inde et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial n'a pas encore été arrêtée. Le 25 octobre 2001, les CE ont demandé au Directeur général de la déterminer. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 novembre 2001.

8. WT/DS213 - États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne

Plainte des Communautés européennes. Le 10 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion ("acier traité contre la corrosion"), affaire portant aux États-Unis le numéro de dossier C-428-817. Ce différend porte en particulier sur les résultats finals d'un réexamen complet à terme de la mesure susmentionnée, engagé par le Département du commerce des États-Unis (DOC) et publié dans le *Federal Register* n° 65 FR 47407 du 2 août 2000. Dans la décision susmentionnée, le DOC a constaté qu'il serait probable que la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance portant imposition d'un droit compensateur était révoquée. Les CE ont considéré que cette constatation est incompatible avec les obligations qui incombent aux États-Unis en vertu de l'Accord SMC et, en particulier, qu'elle est contraire aux articles 10, 11.9 et 21 (21.3 notamment) dudit accord. En particulier, les CE ont fait valoir ce qui suit:

- le DOC a appliqué cette mesure compensatoire pour la première fois, avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Le taux du droit compensateur initialement imposé était de 0,60 pour cent. Dans le réexamen à terme, le DOC a constaté que le subventionnement continuerait à un taux de 0,54 pour cent. Comme le taux visé par l'enquête initiale, ce taux de subvention serait considéré comme *de minimis* dans une nouvelle enquête et l'enquête doit être immédiatement close au titre de l'article 11.9 de l'Accord SMC si le montant de la subvention est inférieur à 1 pour cent *ad valorem*. Les CE ont considéré que l'article 11.9 s'applique également aux réexamens à terme des mesures compensatoires. Ceux-ci ont le même effet qu'une nouvelle enquête; ils permettent de réimposer des droits compensateurs et de les maintenir pour une nouvelle période de cinq ans. À cet égard, ces examens sont fondamentalement différents de l'évaluation rétrospective du droit mentionnée dans la note de bas de page 52 de l'Accord SMC (les "réexamens administratifs" suivant la pratique des États-Unis), dans laquelle le DOC applique un seuil *de minimis* de 0,5 pour cent, seuil qu'il paraît avoir utilisé à tort dans la présente affaire;
- de plus, en vertu de l'article 21.3 de l'Accord SMC, les droits compensateurs doivent être supprimés dans un délai de cinq ans à moins que les autorités chargées de l'enquête ne déterminent qu'il est probable que leur suppression fera que, entre autres choses, le subventionnement subsistera ou se reproduira. Selon les CE, il appartient donc au DOC de faire une démonstration positive à cet effet. En réalité, il n'a pas fait cette démonstration; il a seulement constaté que les subventions d'un montant inférieur au niveau *de minimis* prévu à l'article 11.9 subsisteraient. Les CE ont considéré que l'existence d'un niveau de subvention qui entraînerait automatiquement la clôture d'une nouvelle enquête ne peut suffire à justifier l'application de mesures compensatoires pendant cinq années supplémentaires dans le cadre d'un réexamen à terme, à moins qu'il ne puisse être démontré sur la base d'éléments de preuve positifs

qu'il est probable que le montant de la subvention augmentera. Selon les CE, en l'espèce, aucune augmentation n'est possible.

Le 5 février 2001, les CE ont demandé la tenue de nouvelles consultations. Celles-ci ayant échoué, l'ORD a établi, conformément à la demande des CE, un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. Le Japon et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 18 octobre 2001, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Le 26 octobre 2001, le Directeur général a arrêté la composition du Groupe.

9. WT/DS214 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de fils machine en acier et de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire

Plainte des Communautés européennes. Le 30 novembre 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde définitives imposées par ce pays à l'importation de certains fils machine en acier (fils machine) et les mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de certains tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire (tubes et tuyaux). En particulier, les CE ont considéré que:

- les articles 201 et 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur contiennent des dispositions relatives à la détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage ou la menace de dommage qui empêchent les États-Unis de respecter les articles 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes;
- l'article 311 de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA contient des dispositions concernant les importations en provenance des pays de l'ALENA qui ne respectent pas l'obligation de parallélisme entre les produits importés faisant l'objet de l'enquête et les produits importés faisant l'objet de la mesure de sauvegarde, ce qui est contraire aux articles 2, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes;
- ces dispositions violent le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article premier du GATT de 1994.

Selon les CE, ces violations sont confirmées par l'application des dispositions susmentionnées par les États-Unis dans deux cas précis: 1) sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de fils machine, avec effet au 1^{er} mars 2000; et 2) sous la forme d'un relèvement des droits frappant les importations de tubes et tuyaux, avec effet au 1^{er} mars 2000. Les CE ont considéré que, dans les deux cas susmentionnés, les mesures des États-Unis contreviennent aux obligations résultant pour ce pays du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, et en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des dispositions suivantes: article 2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 3:1 et 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 4:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes; article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes; article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes; article 12:2, 12:3 et 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes; article I:1 du GATT de 1994; article XIX:1 du GATT de 1994.

Conformément à la demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 septembre 2001. L'Argentine, le Canada, la Corée, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial n'a pas encore été arrêtée.

10. WT/DS217 - États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention

Plainte conjointe de l'Australie, du Brésil, du Chili, des Communautés européennes, de la Corée, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon et de la Thaïlande. Le 21 décembre 2000, tous les Membres mentionnés ("les plaignants") ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'amendement à la Loi douanière de 1930 signé le 28 octobre 2000 avec l'intitulé "Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention" ("la Loi"), habituellement cité sous le nom d'Amendement de Byrd. Selon les plaignants:

- la Loi charge les autorités douanières des États-Unis de distribuer chaque année aux requérants ou aux parties intéressées ayant appuyé la demande, au titre de leurs dépenses engagées concernant "les installations de fabrication, le matériel, l'acquisition de technologies, et l'acquisition de matières premières ou d'autres intrants", le produit des droits de douane perçus conformément à une ordonnance instituant un droit compensateur, à une ordonnance antidumping ou à une constatation de l'existence d'un dumping en vertu de la Loi antidumping de 1921. De l'avis des plaignants, la Loi n'accorde aucun pouvoir discrétionnaire aux autorités compétentes et constitue, en conséquence, une législation impérative. Selon eux, ces "compensations" constituent une action spécifique contre le dumping et le subventionnement qui n'est pas envisagée dans le GATT, ni dans l'Accord antidumping ou dans l'Accord SMC;
- d'après les allégations, lesdites compensations inciteraient fortement les producteurs nationaux à déposer ou à appuyer des demandes de mesures antidumping ou de mesures visant à contrer les subventions, faussant ainsi l'application des prescriptions relatives à la représentativité qui sont prévues dans l'Accord antidumping et l'Accord SMC;
- en raison de la Loi, il serait plus difficile pour les exportateurs visés par une ordonnance antidumping ou une ordonnance instituant un droit compensateur de convenir d'un engagement avec les autorités compétentes, car les producteurs nationaux affectés auront un intérêt catégoriel à faire obstacle à de tels engagements en faveur du recouvrement de droits antidumping ou compensateurs;
- cela ne constitue pas une application raisonnable et impartiale des lois et règlements des États-Unis portant mise en œuvre des dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC en ce qui concerne les déterminations relatives à la représentativité et les engagements.

Pour les raisons exposées ci-dessus, les plaignants ont considéré que la Loi est à plusieurs égards non conforme aux obligations qui incombent aux États-Unis au titre du GATT, de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'OMC. Du fait de son incompatibilité avec les dispositions susmentionnées la Loi semble annuler ou compromettre les avantages qui résultent des accords cités pour les plaignants, de la manière décrite à l'article XXIII:1 a) du GATT. Par ailleurs, ces mêmes plaignants ont indiqué que, qu'il y ait ou non contradiction avec les accords cités, la Loi peut annuler ou compromettre les avantages qui résultent pour eux de ces accords et/ou entraver la réalisation des objectifs desdits accords de la manière décrite à l'article XXIII:1 b) du GATT. En outre, ils ont estimé que les "compensations" versées au titre de la Loi constituent des subventions spécifiques au

sens de l'article premier de l'Accord SMC, qui peuvent causer des "effets défavorables" pour leurs intérêts au sens de l'article 5 de l'Accord SMC.

Le 12 juillet 2001, les plaignants ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des plaignants, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 août 2001. L'Argentine, le Canada, le Costa Rica, Hong Kong, Chine, Israël, le Mexique et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Conformément à la demande du Canada et du Mexique en vue de l'établissement d'un groupe spécial sur une question similaire, l'ORD a établi, à sa réunion du 10 septembre 2001, un groupe de travail unique en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 du Mémorandum d'accord. Ce groupe spécial examinerait par conséquent non seulement les plaintes du Canada et du Mexique (voir l'affaire WT/DS234 ci-dessous) mais également celles déposées précédemment par l'Australie, le Brésil, le Chili, les Communautés européennes, la Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et la Thaïlande. Le 15 octobre 2001, les onze plaignants ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 octobre 2001.

11. WT/DS219 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil

Plainte du Brésil. Le 21 décembre 2000, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet d'un droit antidumping définitif imposé par le Règlement (CE) n° 1784/2000 concernant les importations d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable originaires notamment du Brésil.

- Le Brésil a considéré que les CE n'ont pas établi les faits ainsi qu'il convenait et que leur évaluation de ces faits n'était ni impartiale ni objective, tant au stade provisoire qu'au stade définitif, en particulier en ce qui concerne l'ouverture et le déroulement de l'enquête, y compris l'évaluation, les constatations et les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage ainsi que de l'existence d'un lien de causalité entre ces deux éléments.
- Le Brésil a également contesté l'évaluation et les constatations relatives à l'"intérêt de la Communauté".
- En conclusion, il a estimé que des violations de l'article VI du GATT de 1994 et des articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12 et 15 de l'Accord antidumping ont été commises par les CE.

Conformément à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Chili, les États-Unis, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 septembre 2001.

12. WT/DS221 - États-Unis - Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay

Plainte du Canada. Le 17 janvier 2001, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et l'Énoncé des mesures administratives accompagnant cette loi. Selon le Canada, alors que l'ORD a jugé que les États-Unis avaient, dans une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, agi de manière incompatible avec leurs obligations

au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC, les mesures des États-Unis leur interdisent de se conformer pleinement à la décision de l'ORD. En vertu de la législation des États-Unis, les déterminations sur le point de savoir s'il y a lieu de percevoir des droits antidumping ou des droits compensateurs sont établies après que les importations ont eu lieu. S'agissant des importations qui ont lieu avant une date à laquelle les États-Unis ordonnent le respect de la décision de l'ORD, les mesures obligent les autorités des États-Unis à ne pas tenir compte de ladite décision lorsqu'elles font de telles déterminations, même dans les cas où la détermination sur le point de savoir s'il y a lieu de percevoir des droits antidumping ou des droits compensateurs est établie après la date fixée par l'ORD pour la mise en conformité. Dans ces circonstances, les déterminations des États-Unis concernant la perception de droits antidumping ou compensateurs seraient incompatibles avec les obligations de ce pays au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC.

Le Canada a estimé que ces mesures sont incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des dispositions suivantes: l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, dans le contexte des articles 3:1, 3:2, 3:7 et 21:1 du Mémorandum d'accord; l'article VI du GATT de 1994; l'article 10 et note 36, l'article 19.2 et 19.4 et note 51, l'article 21.1, l'article 32.1, 32.2, 32.3 et 32.5 de l'Accord SMC; les articles 1^{er}, 9.3, 11.1, 18.1 à 18.4 et note 12 de l'Accord antidumping; et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Conformément à la demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 août 2001. Le Chili, les CE, l'Inde et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 octobre 2001.

13. WT/DS222 - Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les avions régionaux

Plainte du Brésil. Le 22 janvier 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant des subventions prétendument accordées à l'industrie canadienne des avions de transport régional. Les allégations du Brésil sont les suivantes:

- des crédits à l'exportation, au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC, sont accordés à l'industrie canadienne des avions de transport régional par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et le Compte du Canada;
- des garanties de prêts, au sens du point j) de l'Annexe I de l'Accord SMC, sont accordées par la SEE, Industrie Canada et la province de Québec, afin de soutenir les exportations de l'industrie canadienne des avions de transport régional;
- de l'avis du Brésil, toutes les mesures susmentionnées sont des subventions, au sens de l'article premier de l'Accord SMC, étant donné qu'il s'agit de contributions financières qui confèrent un avantage;
- selon le Brésil, elles sont également subordonnées, en droit ou en fait, aux exportations et constituent de ce fait une violation de l'article 3 de l'Accord SMC.

Conformément à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Australie, les CE, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 7 mai 2001, le Brésil a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 mai 2001.

Le 9 août 2001, le Groupe spécial a informé l'ORD qu'il ne lui serait pas possible d'achever ses travaux dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle sa composition a été arrêtée. Le groupe compte terminer ses travaux d'ici à octobre 2001.

14. WT/DS231 - Communautés européennes - Désignation commerciale des sardines

Plainte du Pérou. Le 20 mars 2001, le Pérou a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le Règlement (CEE) n° 2136/89. Selon le Pérou, ce règlement empêche les exportateurs péruviens de continuer à utiliser pour leurs produits la désignation commerciale de "sardines".

Le Pérou a fait observer que, d'après les normes pertinentes du Codex Alimentarius (STAN 94-181 Rev. 1995), l'espèce "*sardinops sagax sagax*" figure parmi les espèces qui peuvent être commercialisées sous le nom de "sardines". En conséquence, le Pérou a estimé que le règlement susmentionné constitue un obstacle injustifié au commerce et qu'il contrevient donc aux dispositions des articles 2 et 12 de l'Accord OTC et de l'article XI:1 du GATT de 1994. En outre, le Pérou a fait valoir que le règlement est incompatible avec le principe de non-discrimination et qu'il est donc contraire aux articles I^{er} et III du GATT de 1994.

Conformément à la demande du Pérou, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 24 juillet 2001. Le Canada, le Chili, la Colombie, l'Équateur, les États-Unis et le Venezuela ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 31 août 2001, le Pérou a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 septembre 2001.

15. WT/DS234 - États-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention

Plainte du Canada et du Mexique. Le 21 mai 2001, le Canada et le Mexique ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'amendement à la *Loi douanière de 1930* qui a été signé par le Président et pris ainsi force de loi le 28 octobre 2000 avec l'intitulé "*Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*" (la Loi), habituellement cité sous le nom d'Amendement de Byrd.

En résumé, les allégations du Canada et du Mexique sont les suivantes:

- le Canada et le Mexique ont fait valoir que la Loi vise expressément à remédier à la "continuation du dumping ou du subventionnement de produits importés après la publication d'ordonnances antidumping, de constatations de l'existence d'un dumping ou d'ordonnances instituant un droit compensateur". En vue de cet objectif, la Loi fait obligation aux autorités douanières des États-Unis de distribuer chaque année "aux producteurs nationaux affectés" au titre de leurs "dépendances admissibles" le produit des droits de douane perçus conformément à une ordonnance instituant un droit compensateur, à une ordonnance antidumping ou à une constatation de l'existence d'un dumping en vertu de la *Loi antidumping de 1921*. Les "producteurs nationaux affectés" sont les requérants ou les parties intéressées qui ont appuyé la demande. Les "dépendances admissibles" comprennent les dépenses engagées concernant "les installations de fabrication, le matériel, l'acquisition de technologies, et l'acquisition de matières premières ou d'autres intrants";

- d'après le Canada et le Mexique, les "compensations" constituent une action spécifique contre le dumping et le subventionnement qui n'est pas envisagée dans le GATT, ni dans l'Accord antidumping ou dans l'Accord SMC;
- par ailleurs, lesdites compensations incitent fortement les producteurs nationaux à déposer ou à appuyer des demandes de mesures antidumping ou compensatoires, faussant ainsi l'application des prescriptions relatives à la représentativité qui sont prévues dans l'Accord antidumping et l'Accord SMC;
- en outre, en raison de la Loi, il est plus difficile pour les exportateurs visés par une ordonnance antidumping ou une ordonnance instituant un droit compensateur de convenir d'un engagement avec les autorités compétentes, car les producteurs nationaux affectés auront un intérêt catégoriel à faire obstacle à de tels engagements en faveur du recouvrement de droits antidumping ou compensateurs. De l'avis du Canada et du Mexique, cela ne permet pas une application impartiale et raisonnable des lois, règlements et décisions judiciaires ou administratives des États-Unis portant mise en œuvre des dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC en ce qui concerne les déterminations relatives à la représentativité et les engagements;
- par ailleurs, le Canada et le Mexique ont estimé que les "compensations" versées au titre de la Loi constituent des subventions spécifiques au sens de l'article premier de l'Accord SMC, qui peuvent causer des "effets défavorables" pour leurs intérêts au sens de l'article 5 de l'Accord SMC sous forme de l'annulation ou de la réduction des avantages revenant directement ou indirectement au Canada et au Mexique et d'un préjudice grave au sens de l'article 6 de l'Accord SMC;
- pour ces raisons, le Canada et le Mexique ont allégué que la Loi paraît incompatible avec les obligations qui incombent aux États-Unis au titre de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, ainsi qu'au titre du GATT, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. En particulier, la Loi semble incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des dispositions ci-après: i) l'article 18.1 de l'Accord antidumping, lu conjointement avec l'article VI:2 du GATT et l'article premier de l'Accord antidumping; ii) l'article 32.1 de l'Accord SMC, lu conjointement avec l'article VI:3 du GATT et l'article 10 de l'Accord SMC; iii) l'article X 3) a) du GATT; iv) l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord SMC; v) l'article 8 de l'Accord antidumping et l'article 18 de l'Accord SMC; vi) l'article 5 de l'Accord SMC; et vii) l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article 32.5 de l'Accord SMC;
- d'après le Canada et le Mexique, du fait de son incompatibilité avec les dispositions susmentionnées, il apparaît que la Loi annule ou compromet les avantages qui résultent des Accords cités pour le Canada et le Mexique de la manière décrite à l'article XXIII:1 a) du GATT;
- en outre, le Canada et le Mexique ont estimé que la Loi, qu'elle soit ou non contraire aux dispositions des Accords cités, peut annuler ou compromettre les avantages qui résultent de ces Accords pour le Canada et le Mexique de la manière décrite à l'article XXIII:1 b) du GATT.

À sa réunion du 10 septembre 2001, l'ORD a établi un groupe spécial unique au titre des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 du Mémoire d'accord pour examiner non seulement les plaintes du Canada et du Mexique mais également celles déposées précédemment par

l'Australie, le Brésil, le Chili, les Communautés européennes, la Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et la Thaïlande (voir l'affaire WT/DS217 ci-dessus). À cet égard, les pays qui avaient réservé leur droit de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial établi le 23 août 2001 ont été considérés comme des tierces parties dans le cadre des travaux du groupe spécial unique constitué à la réunion du 10 septembre. L'Australie, le Brésil, les CE, la Corée, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et la Thaïlande ont également réservé leur droit de participer aux travaux de ce groupe en tant que tierces parties. Le 15 octobre 2001, les onze plaignants ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 octobre 2001.

16. WT/DS236 - États-Unis - Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

Plainte du Canada. Le 21 août 2001, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs et de la détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques établies par le Département du commerce des États-Unis le 9 août 2001, en ce qui concerne certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. La demande concernait également certaines mesures des États-Unis relatives aux examens accélérés par entreprise et aux réexamens administratifs. En particulier:

- s'agissant de la détermination préliminaire en matière de droits compensateurs, le Canada a considéré qu'elle est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 1^{er}, 2, 10, 14, 17.1, 17.5, 19.4 et 32.1 de l'Accord SMC et au titre de l'article VI:3 du GATT de 1994;
- pour ce qui est de la détermination préliminaire de l'existence de circonstances critiques, le Canada a considéré qu'elle est incompatible avec les articles 17.1, 17.3, 17.4, 19.4 et 20.6 de l'Accord SMC;
- en ce qui concerne les mesures des États-Unis relatives aux examens accélérés par entreprise et aux réexamens administratifs, le Canada a considéré que ces mesures, entre autres choses, ne permettent pas de procéder à ce type d'examens dans les affaires de droits compensateurs dans lesquels l'enquête a été menée sur une base globale au niveau national, et qui prescrivent qu'un taux de droit national unique calculé lors d'un réexamen administratif remplace tous les taux individuels précédemment déterminés pendant la procédure en matière de droits compensateurs. Le Canada a allégué que ces mesures sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article VI:3 du GATT de 1994 et avec les articles 10, 19.3, 19.4, 21.1, 21.2 et 32.1 de l'Accord SMC; le Canada a considéré également que les États-Unis n'avaient pas assuré la conformité de leurs lois et réglementations avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, comme l'exigent l'article 32.5 de l'Accord SMC et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Faisant valoir que la détermination préliminaire positive en matière de droits compensateurs et la détermination préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques avaient une incidence immédiate et notable sur les échanges, le Canada a demandé la tenue de consultations d'urgence conformément à l'article 4:8 du Mémoire d'accord. Les États-Unis ont accepté d'ouvrir des consultations avec le Canada mais ont refusé de considérer cette affaire comme un cas d'urgence aux fins de l'article 4:8 du Mémoire d'accord étant donné que les mesures visées prévoient le versement d'une caution ou le dépôt de droits préliminaires qui pourraient être remboursés en totalité ou en partie.

Le 25 octobre 2001, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 5 novembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 5 décembre 2001, l'ORD a établi ce groupe. Les Communautés européennes et l'Inde ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en qualité de tierces parties. Le 17 décembre 2001, le Japon a demandé à participer aux travaux du Groupe spécial en qualité de tierce partie.

B. GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ EN ACTIVITÉ

1. WT/DS103/RW/2 et WT/DS113/RW/2 - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers

(Pour le détail de l'affaire, voir les séries de documents WT/DS103 et WT/DS103/RW). Le 6 décembre 2001, les États-Unis ont présenté à l'ORD un deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis ont indiqué que, le rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5 ne contenant pas de constatations sur la compatibilité des nouvelles mesures appliquées par le Canada, ils étaient toujours d'avis que le Canada ne s'était pas conformé aux recommandations et décisions initiales de l'ORD. À la même date, la Nouvelle-Zélande a présenté une demande similaire.

À sa réunion du 18 décembre 2001, l'ORD est convenu de porter pour la deuxième fois devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, la question soulevée par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. À cette réunion, les CE et l'Australie ont réservé leur droit de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le 28 décembre 2001, l'Argentine a réservé le même droit.

Le 18 décembre 2001, le Canada a conclu avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, respectivement, des Mémoires d'accord additionnels concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En vertu de ces deux Mémoires d'accord, le Canada et la partie intéressée sont convenus de demander que l'arbitrage sollicité par le Canada au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends soit suspendu en attendant les conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité.

III. RAPPORTS DISTRIBUÉS

A. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX

1. WT/DS146 et WT/DS175 - Inde - Mesures concernant le secteur automobile

Plainte des Communautés européennes (WT/DS146). Le 6 octobre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au sujet de certaines mesures concernant le secteur automobile qui sont appliquées par ce pays. Les CE ont indiqué que les mesures en question comprennent les documents intitulés "Politique d'exportation et d'importation, 1997-2002", "Classification commerciale indienne ITC (Classification SH), Politique d'exportation et d'importation, 1997-2002" ("Classification") et "Avis au public n° 60 (PN/97-02) du 12 décembre 1997, Politique d'exportation et d'importation, avril 1997-mars 2002", et toute autre disposition législative ou administrative mise en œuvre ou reprise dans ces textes, ainsi que les Mémoires d'accord signés par le gouvernement indien avec certains constructeurs automobiles. Les CE ont affirmé que:

- en vertu de ces mesures, les importations d'automobiles complètes et de certaines parties et certains composants d'automobiles sont assujetties à un régime de licences d'importation non automatiques;
- conformément à l'Avis au public n° 60, des licences d'importation ne peuvent être accordées qu'aux constructeurs automobiles locaux constitués en coentreprises qui ont signé un mémorandum d'accord avec le gouvernement indien, en vertu duquel ils s'engagent, entre autres choses, à respecter certaines prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et à l'équilibre avec les exportations;
- il y a violation des articles III et XI du GATT de 1994, et de l'article 2 de l'Accord sur les MIC.

Le 1^{er} mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations (WT/DS175) avec l'Inde concernant certaines mesures appliquées par ce pays, qui affectent le commerce et l'investissement dans le secteur automobile. Les États-Unis ont soutenu que, conformément aux mesures en question, les fabricants du secteur automobile doivent:

- i) respecter des niveaux précis pour ce qui est de la teneur en éléments d'origine nationale;
- ii) parvenir à une neutralisation de leurs opérations en devises en maintenant l'équilibre entre la valeur de certaines importations et la valeur des exportations d'automobiles et de leurs éléments sur une période déterminée; et
- iii) limiter leurs importations à une valeur calculée en fonction des exportations de l'année précédente.

D'après les États-Unis, ces mesures sont applicables en vertu de la législation et des décisions indiennes et les fabricants du secteur automobile doivent se conformer à ces prescriptions pour obtenir des autorités indiennes des licences d'importation pour certaines parties et pièces détachées de véhicules automobiles. Ils ont considéré que ces mesures constituent une violation des obligations qui incombent à l'Inde en vertu des articles III et XI du GATT de 1994, et de l'article 2 de l'Accord sur les MIC.

Le 15 mai 2000, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 19 juin 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 27 juillet 2000. Les CE, la Corée et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le 12 octobre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 novembre 2000. Étant donné qu'un groupe spécial, doté d'un mandat similaire, avait déjà été établi dans le cadre de l'affaire WT/DS175 (voir ci-dessous), l'ORD a décidé de fusionner les deux groupes pour constituer un groupe spécial unique, conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord. Le Japon a réservé ses droits en qualité de tierce partie. Le 14 novembre 2000, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 novembre 2000.

Le 21 décembre 2001, le Groupe spécial a distribué aux Membres son rapport dans lequel il conclut que:

- a) l'Inde a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en imposant aux constructeurs automobiles l'obligation d'utiliser une certaine proportion de parties et composants d'origine locale dans la fabrication de voitures et d'automobiles (condition relative à "l'indigénisation");
- b) l'Inde a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article XI du GATT de 1994 en imposant aux constructeurs automobiles l'obligation d'équilibrer toute importation de certains ensembles et composants par des exportations d'une valeur équivalente (condition relative à l'"équilibre des échanges");
- c) l'Inde a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en imposant, en liaison avec la condition relative à l'équilibrage des échanges, l'obligation de compenser le montant de tout achat, sur le marché indien, d'ensembles et de composants soumis à restriction déjà importés par des exportations d'une valeur équivalente.

Le Groupe spécial a recommandé que l'ORD demande à l'Inde de rendre ses mesures conformes à ses obligations au regard des Accords de l'OMC.

B. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

Aucun.

C. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL

Aucun.

D. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

Aucun.

IV. RAPPORTS FAISANT L'OBJET D'UN APPEL

A. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX

1. WT/DS176 - États-Unis - Article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 8 juillet 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 211 de la Loi générale des États-Unis portant ouverture de crédits. Les CE et leurs États membres ont allégué que:

- l'article 211, qui a été promulgué le 21 octobre 1998, n'autorisait pas l'enregistrement ou le renouvellement aux États-Unis d'une marque de commerce ou de fabrique, lorsque celle-ci avait été abandonnée antérieurement par un titulaire dont les biens commerciaux et les avoirs avaient été confisqués en vertu de la loi cubaine;
- cette loi prévoyait qu'aucune juridiction des États-Unis ne reconnaîtrait de tels droits s'ils étaient revendiqués ni ne les ferait respecter;

- l'article 211 de la Loi générale des États-Unis portant ouverture de crédits n'était pas conforme aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, et notamment de l'article 2 pris conjointement avec les articles 3, 4, 15 à 21, 41, 42 et 62 de la Convention de Paris.

Conformément à la demande des CE et de leurs États membres, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 septembre 2000. Le Canada, le Japon et le Nicaragua ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 17 octobre 2000, les CE et leurs États membres ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 26 octobre 2000.

Dans son rapport distribué le 6 août 2001, le Groupe spécial a rejeté la plupart des allégations des CE et de leurs États membres à l'exception de celles qui se rapportaient à l'incompatibilité de l'article 211 a) 2) de la Loi générale portant ouverture de crédits avec l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC. À cet égard, le Groupe spécial a conclu que cet article était incompatible avec l'article de l'Accord sur les ADPIC pertinent parce qu'il limitait, dans certaines circonstances, l'accès effectif des détenteurs de droits aux procédures judiciaires civiles et la possibilité de recourir ("availability") à ces procédures.

Le 4 octobre 2001, les CE et leurs États membres ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial.

2. WT/DS202 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée

Plainte de la Corée. Le 13 juin 2000, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la mesure de sauvegarde définitive imposée par les États-Unis à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire (tubes et tuyaux). La Corée a noté que, le 18 février 2000, les États-Unis ont annoncé par proclamation l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive à l'importation de tubes et tuyaux (sous-positions n° 7306.10.10 et 7306.10.50 du Tarif harmonisé des États-Unis). Dans ladite proclamation, les États-Unis ont annoncé que la date projetée pour l'introduction de la mesure était le 1^{er} mars 2000 et qu'il était prévu que la mesure soit en vigueur pendant trois ans et un jour. La Corée a considéré que les procédures et déterminations des États-Unis qui ont conduit à l'imposition de la mesure de sauvegarde ainsi que la mesure elle-même étaient contraires à diverses dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994. En particulier, la Corée estime que la mesure est incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles 2, 3, 4, 5, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I^{er}, XIII et XIX du GATT de 1994.

Suite à la demande de la Corée, l'ORD a établi un Groupe spécial à sa réunion du 23 octobre 2000. L'Australie, le Canada, les CE, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 12 janvier 2001, la Corée a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 janvier 2001.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 octobre 2001, le Groupe spécial a conclu que la mesure appliquée par les États-Unis aux tubes et tuyaux de canalisation a été imposée de manière incompatible avec certaines dispositions du GATT de 1994 et/ou de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier:

- la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation n'est pas compatible avec la règle générale énoncée dans le texte introductif de l'article XIII:2 parce qu'elle a été appliquée sans que la structure traditionnelle des échanges ait été respectée;
- la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation n'est pas compatible avec l'article XIII:2 a) parce qu'elle a été appliquée sans que le montant global des importations autorisées au taux de droit moins élevé soit fixé;
- les États-Unis ont agi de manière incompatible avec les articles 3:1 et 4:2 c) en n'incluant pas dans leur rapport publié une constatation ou une conclusion motivée selon laquelle soit 1) l'accroissement des importations avait causé un dommage grave, soit 2) l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave;
- les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b) en n'établissant pas l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave;
- les États-Unis ne se sont pas acquittés de leurs obligations au titre de l'article 9:1 en appliquant la mesure à des pays en développement dont les importations ne dépassent pas les seuils individuel et collectif prévus dans cette disposition;
- les États-Unis ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article XIX en ne démontrant pas l'existence d'une évolution imprévue des circonstances avant d'appliquer la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation;
- les États-Unis ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:3 en ne ménageant pas de possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs de tubes et tuyaux de canalisation;
- les États-Unis ont agi de manière incompatible avec les obligations qu'ils ont, au titre de l'article 8:1, de s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent.

Toutes les autres allégations de la Corée ont été rejetées par le Groupe spécial. Le Groupe spécial a également rejeté la demande de la Corée visant à ce que le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde des États-Unis devrait être supprimée immédiatement et qu'il faudrait mettre fin à l'enquête en matière de sauvegarde menée par l'ITC au sujet des tubes et tuyaux de canalisation.

Le 6 novembre 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Le 13 novembre, toutefois, ils ont retiré leur déclaration d'appel. Puis, le 19 novembre, ils ont notifié leur décision de déposer une nouvelle déclaration d'appel auprès de l'Organe d'appel.

B. RAPPORTS DE GROUPES SPÉCIAUX DE LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5)

1. WT/DS108/RW - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"

(Pour le détail de l'affaire, voir la série de documents WT/DS108.) Le 7 décembre 2000, les CE ont fait savoir à l'ORD que les consultations n'avaient pas permis de régler le différend et

demandaient l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 20 décembre, l'ORD a décidé de soumettre la question au groupe spécial initial. L'Australie, le Canada, l'Inde, la Jamaïque et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 janvier 2001. Le 21 décembre 2000, conformément à un accord conclu entre les parties, les États-Unis et les CE ont demandé conjointement à l'arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord de suspendre la procédure d'arbitrage jusqu'à l'adoption du rapport du Groupe spécial ou, en cas d'appel, jusqu'à l'adoption du rapport de l'Organe d'appel. L'arbitrage a donc été suspendu.

Le 20 août 2001, le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres. Le groupe spécial a conclu que la législation relative aux sociétés de ventes à l'étranger, dans sa version modifiée, était toujours incompatible avec les articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, avec les articles 10.1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article III:4 du GATT de 1994.

Le 15 octobre 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial.

V. EXAMENS DE GROUPES SPÉCIAUX ET DE L'ORGANE D'APPEL TERMINÉS

A. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX ADOPTÉS

1. WT/DS2 et WT/DS4 - États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules

Plaintes du Venezuela et du Brésil. Le Venezuela a demandé l'ouverture de consultations le 24 janvier 1995 et le Brésil le 10 avril 1995. Les plaignants alléguaient que la réglementation des États-Unis concernant l'essence établissait une discrimination à l'encontre de l'essence qu'ils produisaient, en violation des articles I^{er} et III du GATT et de l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC).

Suite à la demande du Venezuela, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1995. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 26 avril 1995. Suite à la demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 juin 1995. Le 31 mai 1995, conformément à l'article 9 du Mémoire d'accord, il a été convenu qu'un groupe spécial unique examinerait les plaintes du Venezuela et du Brésil. Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 janvier 1996, le Groupe spécial a constaté que la réglementation en question était incompatible avec l'article III:4 du GATT et ne pouvait relever d'une des exceptions prévues à l'article XX.

Les États-Unis ont fait appel le 21 février 1996. Le 22 avril, l'Organe d'appel a publié son rapport, dans lequel il modifiait l'interprétation de l'article XX g) du GATT donnée par le Groupe spécial, mais concluait que les dispositions de l'article XX g) n'étaient pas applicables en l'espèce. Le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 20 mai 1996.

2. WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 - Japon - Taxes sur les boissons alcooliques

Plaintes des Communautés européennes, du Canada et des États-Unis. Les CE ont demandé l'ouverture de consultations le 21 juin 1995 et le Canada et les États-Unis, le 7 juillet 1995. Selon les plaignants, les eaux-de-vie exportées vers le Japon faisaient l'objet d'une discrimination dans le cadre de la Loi japonaise sur la taxation des boissons alcooliques, en

application de laquelle la taxe perçue sur le "shochu" était, à leur avis, nettement inférieure à celles qui frappaient le whisky, le cognac et les eaux-de-vie blanches.

Un groupe spécial unique a été établi à la réunion de l'ORD du 27 septembre 1995. Sa composition a été arrêtée le 30 octobre 1995. Dans son rapport, distribué aux Membres le 11 juillet 1996, le Groupe spécial a constaté que le système japonais de taxation était incompatible avec l'article III:2 du GATT.

Le 8 août 1996, le Japon a fait appel. Le rapport d'appel a été distribué aux Membres le 4 octobre 1996. L'Organe d'appel y a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la Loi japonaise sur la taxation des boissons alcooliques était incompatible avec l'article III:2 du GATT, mais il a mis en évidence plusieurs domaines dans lesquels le Groupe spécial avait suivi un raisonnement juridique erroné. Le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 1^{er} novembre 1996.

3. WT/DS18 - Australie - Mesures visant les importations de saumons

Plainte du Canada. Le 5 octobre 1995, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie concernant la prohibition appliquée par ce pays à l'importation de saumons en provenance du Canada en vertu d'une réglementation quarantenaire. Le Canada affirmait que cette prohibition était incompatible avec les articles XI et XIII du GATT, ainsi qu'avec l'Accord SPS.

Le 7 mars 1997, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1997. Les Communautés européennes, les États-Unis, l'Inde et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 28 mai 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 juin 1998, le Groupe spécial a constaté que les mesures australiennes faisant l'objet de la plainte étaient incompatibles avec les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6 de l'Accord SPS, et qu'elles annulaient ou compromettaient également les avantages résultant pour le Canada de l'Accord SPS.

Le 22 juillet 1998, l'Australie a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 20 octobre 1998, l'Organe d'appel a infirmé le raisonnement du Groupe spécial concernant les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS, mais:

- a néanmoins constaté que l'Australie avait agi de manière incompatible avec les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS;
- a élargi la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Australie avait agi de manière incompatible avec les articles 5:5 et 2:3 de l'Accord SPS;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Australie avait agi de manière incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, mais n'a pas été en mesure de parvenir à une conclusion sur la question de savoir si la mesure australienne était compatible avec l'article 5:6 en raison du caractère insuffisant des constatations de fait du Groupe spécial.

Le 6 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

4. WT/DS22 - Brésil - Mesures visant la noix de coco desséchée

Plainte des Philippines. Le 27 novembre 1995, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil concernant les droits compensateurs que ce pays appliquait à leurs exportations de noix de coco desséchée. Les Philippines affirmaient que ces droits étaient incompatibles avec les règles de l'OMC et du GATT.

Le 5 février 1996, les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 février 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des Philippines, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 5 mars 1996. Le Canada, les CE, les États-Unis, l'Indonésie, la Malaisie et Sri Lanka ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 16 avril 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 octobre 1996, le Groupe spécial a conclu que les dispositions des accords invoquées par le plaignant n'étaient pas applicables au différend.

Le 16 décembre 1996, les Philippines ont notifié leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 février 1997, l'Organe d'appel a confirmé les constatations et interprétations juridiques du Groupe spécial.

Le 20 mars 1997, le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel, ont été adoptés par l'ORD.

5. WT/DS24 - États-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles

Plainte du Costa Rica. Le 22 décembre 1995, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les restrictions appliquées par ce pays à ses importations de textiles. Le Costa Rica alléguait que ces restrictions enfreignaient l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV).

Conformément à la demande du Costa Rica, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 5 mars 1996. L'Inde a réservé ses droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 avril 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 8 novembre 1996, le Groupe spécial a constaté que les limitations appliquées par les États-Unis n'étaient pas conformes à l'Accord.

Le 11 novembre 1996, le Costa Rica a notifié sa décision de faire appel d'un des aspects du rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 10 février 1997, l'Organe d'appel a fait droit à l'appel du Costa Rica sur ce point précis. Le rapport de l'Organe et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel, ont été adoptés par l'ORD le 25 février 1997.

6. WT/DS26 - Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)

Plainte des États-Unis. Le 26 janvier 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au motif que les mesures prises par celles-ci dans le cadre de la Directive du Conseil interdisant l'utilisation de certaines

substances à effet hormonal dans les spéculations animales restreignaient ou prohibaient les importations de viande et de produits carnés en provenance des États-Unis et étaient manifestement incompatibles avec les articles III ou XI du GATT, les articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, l'article 2 de l'Accord OTC et l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 25 avril 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 8 mai 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mai 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 juillet 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 août 1997, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction des importations de viande bovine et de produits à base de viande bovine traitée avec l'une ou l'autre des six hormones spécifiques à des fins anabolisantes qui était imposée par les CE était incompatible avec les articles 3:1, 5:1 et 5:5 de l'Accord SPS.

Le 24 septembre 1997, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit qui figuraient dans le rapport du Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné ce recours avec celui de l'affaire WT/DS48. Dans son rapport, distribué aux Membres le 16 janvier 1998, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la prohibition à l'importation appliquée par les CE était incompatible avec les articles 3:3 et 5:1 de l'Accord SPS, mais a infirmé celle qui indiquait que la prohibition à l'importation était incompatible avec les articles 3:1 et 5:5 de l'Accord SPS. S'agissant des questions générales et des questions de procédure, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, hormis la décision concernant la charge de la preuve dans les procédures au titre de l'Accord SPS.

Le 13 février 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial tel que modifié par le rapport d'appel.

7. WT/DS27 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes

Plaintes de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des États-Unis. Le 28 septembre 1995, les parties plaignantes, hormis l'Équateur, avaient demandé l'ouverture de consultations avec les CE sur la même question (WT/DS16). Le 5 février 1996, soit après l'accession de l'Équateur à l'OMC, tous les plaignants ont de nouveau demandé l'ouverture de consultations avec les CE. Ils alléguaient que le régime communautaire applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes était incompatible avec les articles I^{er}, II, III, X, XI et XIII du GATT ainsi qu'avec les dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur les MIC et de l'AGCS.

Le 11 avril 1996, les cinq plaignants ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 avril 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des cinq plaignants, un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD du 8 mai 1996. Le 29 mai 1996, les cinq plaignants ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 7 juin 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 mai 1997, le Groupe spécial a constaté que le régime d'importation des bananes des CE, et les procédures de licences d'importation des bananes appliquées dans le cadre de ce régime, étaient incompatibles avec le GATT. Il a par ailleurs constaté que la dérogation accordée pour la Convention de Lomé couvrait l'incompatibilité avec l'article XIII du GATT, mais pas les incompatibilités qui découlaient du régime de licences.

Le 11 juin 1997, les Communautés européennes ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 9 septembre 1997, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations du Groupe spécial, mais a infirmé celles qui indiquaient que la dérogation pour Lomé couvrait l'incompatibilité avec l'article XIII du GATT et que certains des aspects du régime de licences étaient contraires à l'article X du GATT et à l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel.

8. WT/DS31 - Canada - Certaines mesures concernant les périodiques

Plainte des États-Unis. Le 11 mars 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant certaines mesures de prohibition ou de restriction des importations au Canada de certains périodiques. Les États-Unis affirmaient que ces mesures étaient contraires à l'article XI du GATT. Ils alléguaient par ailleurs que les taxes perçues sur les périodiques à tirage dédoublé et l'application de tarifs postaux favorables à certains périodiques canadiens étaient incompatibles avec l'article III du GATT.

Le 24 mai 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 6 juin 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Conformément à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial le 19 juin 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 juillet 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 mars 1997, le Groupe spécial a constaté que les mesures appliquées par le Canada enfreignaient les règles du GATT.

Le 29 avril 1997, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations juridiques figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 30 juin 1997, l'Organe d'appel a confirmé les constatations et conclusions du Groupe spécial sur l'applicabilité du GATT de 1994 à la Partie V.1 de la Loi canadienne sur la taxe d'accise, mais il a infirmé la constatation selon laquelle la Partie V.1 de la Loi sur la taxe d'accise était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Il a par ailleurs conclu que la Partie V.1 de la Loi sur la taxe d'accise était incompatible avec la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Il a aussi infirmé la conclusion selon laquelle le barème des tarifs postaux "subventionnés" du Canada se justifiait aux termes de l'article III:8 b) du GATT de 1994.

À sa réunion du 30 juillet 1997, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel.

9. WT/DS33 - États-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés

Plainte de l'Inde. Le 30 décembre 1994, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde transitoires imposées par ce pays. L'Inde affirmait que ces mesures de sauvegarde étaient incompatibles avec les articles 2, 6 et 8 de l'ATV.

Le 14 mars 1996, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 mars 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 avril 1996. Le Canada, les CE, la Norvège, le Pakistan et la Turquie ont réservé leurs droits en tant que

tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 juin 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 6 janvier 1997, il a constaté que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis étaient contraires aux dispositions de l'ATV.

Le 24 février 1997, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 25 avril 1997, l'Organe d'appel a confirmé les décisions prises par le Groupe spécial sur les questions de droit et interprétations du droit qui faisaient l'objet de l'appel.

Le 23 mai 1997, le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, tel que confirmé par le rapport d'appel, ont été adoptés par l'ORD.

10. WT/DS34 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements

Plainte de l'Inde. Le 21 mars 1996, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie concernant l'imposition par ce pays de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements. Elle affirmait que ces restrictions étaient incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994, ainsi qu'avec l'article 2 de l'ATV. Elle avait auparavant demandé à être admise à participer aux consultations devant avoir lieu entre Hong Kong et la Turquie sur la même question (WT/DS29).

Le 2 février 1998, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 13 février 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 13 mars 1998. Les États-Unis, Hong Kong, Chine, le Japon, les Philippines et la Thaïlande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 juin 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mai 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures appliquées par la Turquie étaient incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994, et donc également avec l'article 2:4 de l'ATV. Il a également rejeté l'affirmation de la Turquie selon laquelle ces mesures étaient justifiées au regard de l'article XXIV du GATT de 1994.

Le 26 juillet 1999, la Turquie a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 21 octobre 1999, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article XXIV du GATT de 1994 ne permettait pas à la Turquie d'adopter, au moment de la formation d'une union douanière avec les CE, les restrictions quantitatives qui avaient été jugées incompatibles avec les articles XI et XIII du GATT de 1994 et l'article 2:4 de l'ATV. L'Organe d'appel a toutefois conclu que le Groupe spécial avait commis une erreur dans son raisonnement juridique lors de l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994.

À sa réunion du 19 novembre 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

11. WT/DS44 - Japon - Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs

Plainte des États-Unis. Le 13 juin 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon au sujet des lois, règlements et prescriptions japonais affectant la distribution, la mise en vente et la vente sur le marché intérieur de pellicules et papiers photographiques d'importation destinés aux consommateurs. Ils soutenaient que:

- en appliquant ces mesures le gouvernement japonais accordait un traitement moins favorable aux pellicules et papiers photographiques importés, ce qui était contraire aux articles III et X du GATT;
- ces mesures annulaient ou compromettaient leurs avantages (plainte en situation de non-violation).

Le 20 septembre 1996, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 3 octobre 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1996. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 12 décembre 1996, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 décembre 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mars 1998, le Groupe spécial a conclu:

- que les États-Unis n'avaient pas démontré que les "mesures" japonaises citées par eux, individuellement ou collectivement, annulaient ou compromettaient des avantages leur revenant, au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT;
- que les États-Unis n'avaient pas démontré que les "mesures" japonaises en matière de distribution citées par eux soumettaient les pellicules et papiers photographiques importés à un traitement moins favorable, au sens de l'article III:4 du GATT; et
- que les États-Unis n'avaient pas démontré que le Japon n'avait pas publié les décisions administratives d'application générale, en violation de l'article X:1 du GATT.

Le 22 avril 1998, le rapport du Groupe spécial a été adopté par l'ORD.

12. WT/DS46 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs

Plainte du Canada. Le 19 juin 1996, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec le Brésil, conformément à l'article 4 de l'Accord SMC, au sujet des procédures spéciales prévues par ce pays en matière de subventions à l'exportation. Le Canada soutenait que les subventions à l'exportation accordées dans le cadre du *Programa de Financiamento às Exportações* (PROEX) du Brésil aux acheteurs étrangers d'aéronefs de la société brésilienne Embraer étaient incompatibles avec les articles 3, 27.4 et 27.5 de l'Accord SMC.

Le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 16 septembre 1996, alléguant l'existence de violations de l'Accord SMC et du GATT de 1994. L'ORD a examiné cette demande à sa réunion du 27 septembre 1996. Devant l'objection du Brésil à l'établissement d'un groupe spécial, le Canada est convenu de modifier sa demande et d'en limiter la portée au cadre de l'Accord SMC. Il a présenté sa demande modifiée le 3 octobre 1996, puis l'a retirée avant la réunion de l'ORD à laquelle elle devait être examinée.

Le 10 juillet 1998, le Canada a de nouveau demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 16 octobre 1998, le Canada a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le

14 avril 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures prises par le Brésil étaient incompatibles avec les articles 3:1 a) et 27:4 de l'Accord sur les subventions.

Le 3 mai 1999, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial, mais il a infirmé et modifié son interprétation de la clause de l'"avantage important" énoncée au point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation, qui figure à l'Annexe I de l'Accord SMC.

Le 20 août 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

13. WT/DS48 - Communautés européennes - Mesures visant les animaux vivants et les viandes (hormones)

Plainte du Canada. Le 28 juin 1996, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE au sujet de l'importation d'animaux vivants et de viande provenant d'animaux traités avec certaines substances à effet hormonal, conformément à l'article XXII du GATT et aux dispositions correspondantes de l'Accord SPS, de l'Accord OTC et de l'Accord sur l'agriculture. Il alléguait qu'il y avait violation des articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, de l'article III ou de l'article XI du GATT, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. La plainte du Canada était en substance identique à celle qui avait été déposée par les États-Unis (WT/DS26) et avait déjà donné lieu à l'établissement d'un groupe spécial.

Le 16 septembre 1996, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 septembre 1996, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1996. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 novembre 1996. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 août 1997, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction des importations de viande bovine et de produits à base de viande bovine traitée avec l'une ou l'autre des six hormones spécifiques à des fins anabolisantes qui était imposée par les CE était incompatible avec les articles 3:1, 5:1 et 5:5 de l'Accord SPS.

Le 24 septembre 1997, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné ce recours avec celui de l'affaire WT/DS26. Dans son rapport, distribué aux Membres le 16 janvier 1998, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la prohibition à l'importation appliquée par les CE était incompatible avec les articles 3:3 et 5:1 de l'Accord SPS, mais a infirmé celle qui indiquait que la prohibition à l'importation était incompatible avec les articles 3:1 et 5:5 de l'Accord SPS. S'agissant des questions générales et des questions de procédure, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, hormis la décision concernant la charge de la preuve dans les procédures au titre de l'Accord SPS.

Le 13 février 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial tel que modifié par le rapport d'appel.

14. WT/DS50 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des États-Unis. Le 2 juillet 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde au motif que ce pays n'accordait pas, selon eux, la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. Ils estimaient qu'il y avait violation des articles 27, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC.

L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 novembre 1996. Les CE ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 29 janvier 1997. Dans son rapport, distribué le 5 septembre 1997, le Groupe spécial a conclu que l'Inde ne remplissait pas les obligations qui lui incombent au titre de l'article 70:8 a) ou des paragraphes 1 et 2 de l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC, parce qu'elle n'avait pas établi de mécanisme préservant, comme il convenait, la nouveauté et la priorité en ce qui concernait les demandes de brevet de produit pour les inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture et qu'elle ne se conformait pas non plus à l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC parce qu'elle n'avait pas établi de système d'octroi de droits exclusifs de commercialisation.

Le 15 octobre 1997, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations juridiques figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 19 décembre 1997, l'Organe d'appel a confirmé, en les modifiant, les constatations du Groupe spécial relatives aux paragraphes 8 et 9 de l'article 70, mais a jugé que l'article 63:1 n'entrait pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

Le 16 janvier 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport d'appel.

15. WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 - Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile

Plaintes des Communautés européennes (WT/DS54), du Japon (WT/DS55 et WT/DS64) et des États-Unis (WT/DS59). Les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Indonésie le 3 octobre 1996, le Japon le 4 octobre et le 29 novembre 1996, et les États-Unis le 8 octobre 1996, au sujet du Programme national pour le secteur automobile de l'Indonésie. Les CE alléguent que l'exonération des droits de douane et de la taxe sur les produits de luxe prévue pour les importations des véhicules dits d'origine nationale et de leurs composants et les mesures connexes étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I^{er} et III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 3 de l'Accord SMC. Le Japon soutenait que ces mesures étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I:1, III:2, III:4 et X:3 a) du GATT de 1994 ainsi que des articles 2 et 5:4 de l'Accord sur les MIC. Les États-Unis soutenaient que les mesures étaient contraires aux obligations de l'Indonésie au titre des articles I^{er} et III du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, des articles 3, 6 et 28 de l'Accord SMC et des articles 3, 20 et 65 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 17 avril 1997, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne les plaintes WT/DS55 et WT/DS64. À sa réunion du 30 avril 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 12 mai 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au sujet de l'affaire WT/DS54. À sa réunion du 23 mai 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux deuxièmes demandes des CE et du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 juin 1997. Conformément à l'article 9:1

du Mémorandum d'accord, l'ORD a décidé qu'un groupe spécial unique examinerait les différends WT/DS54, WT/DS55 et WT/DS64. La Corée, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le 12 juin 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 juin 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 30 juillet 1997. Conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, l'ORD a décidé qu'un groupe spécial unique examinerait ce différend avec les affaires WT/DS54, WT/DS55 et WT/DS64. La Corée et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le 25 juillet 1997, les CE et le Japon ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 29 juillet 1997.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 juillet 1998, le Groupe spécial a constaté que l'Indonésie contrevenait aux dispositions des articles I^{er} et II:2 du GATT de 1994, de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et de l'article 5 c) de l'Accord SMC, mais non à celles de l'article 28.2 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a constaté par ailleurs que les plaignants n'avaient pas démontré que l'Indonésie contrevenait aux dispositions des articles 3 et 65:5 de l'Accord sur les ADPIC. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

16. WT/DS56 - Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles

Plainte des États-Unis. Le 4 octobre 1996, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant l'imposition sur les produits mentionnés de droits spécifiques supérieurs au taux consolidé et d'autres mesures appliquées par ce pays. Les États-Unis considéraient que ces mesures contrevenaient aux articles II, VII, VIII et X du GATT de 1994, à l'article 2 de l'Accord OTC, aux articles 1^{er} à 8 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 et à l'article 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 9 janvier 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 février 1997. Les CE et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 avril 1997. Dans son rapport, distribué le 25 novembre 1997, le Groupe spécial a conclu que les droits spécifiques minimaux imposés par l'Argentine sur les textiles et les vêtements étaient incompatibles avec les exigences de l'article II du GATT et que la taxe de statistique de 3 pour cent *ad valorem* imposée par l'Argentine à l'importation était incompatible avec les exigences de l'article VIII du GATT.

Le 21 janvier 1998, l'Argentine a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 27 mars 1998, l'Organe d'appel a confirmé, avec certaines modifications, les constatations et conclusions du Groupe spécial.

Le 22 avril 1998, le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par l'Organe d'appel, ont été adoptés par l'ORD.

17. WT/DS58 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes

Plainte de l'Inde, de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande. Le 8 octobre 1996, l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet d'une interdiction d'importer des crevettes et des produits à base de crevettes en provenance de ces pays imposée par les États-Unis en vertu de l'article 609 de la Loi générale des États-Unis n° 101-162. Les plaignants affirmaient qu'il y avait violation des articles I^{er}, XI et XIII du GATT de 1994 et que leurs avantages étaient annulés ou compromis.

Le 9 janvier 1997, la Malaisie et la Thaïlande ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 30 janvier 1997, le Pakistan a également demandé l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux demandes de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 février 1997. L'Australie, les CE, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, Hong Kong, l'Inde, le Japon, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, le Sénégal, Singapour et Sri Lanka ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le 25 février 1997, l'Inde a également demandé l'établissement d'un groupe spécial sur la même question. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial à sa réunion du 10 avril 1997 et de l'incorporer à celui qui avait déjà été établi pour examiner la plainte déposée par les autres pays. El Salvador et le Venezuela ont réservé leurs droits en tant que tierces parties, en plus des délégations qui avaient réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial établi à la demande de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande.

La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 15 avril 1997.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 mai 1998, le Groupe spécial a constaté que l'interdiction d'importer des crevettes et des produits à base de crevettes appliquée par les États-Unis n'était pas compatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et ne pouvait pas être justifiée au regard de l'article XX du GATT de 1994.

Le 13 juillet 1998, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 octobre 1998, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure des États-Unis en cause ne faisait pas partie des mesures autorisées au titre du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, mais a conclu que, bien qu'elle puisse faire l'objet de la justification provisoire prévue par l'article XX g), la mesure des États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions énoncées dans le texte introductif de l'article XX.

Le 6 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

18. WT/DS60 - Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. Le 15 octobre 1996, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec le Guatemala concernant l'enquête antidumping ouverte par ce pays sur les importations de ciment Portland en provenance du Mexique. Celui-ci alléguait que cette enquête était

contraire aux obligations résultant pour le Guatemala des articles 2, 3, 5 et 7.1 de l'Accord antidumping.

Le 4 février 1997, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mars 1997. Le Canada, El Salvador, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 21 avril 1997, le Mexique a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 1^{er} mai 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 19 juin 1998, le Groupe spécial a constaté que le Guatemala ne s'était pas conformé aux prescriptions de l'article 5.3 de l'Accord antidumping en ouvrant l'enquête sur la base d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'étaient pas "suffisants" pour justifier cette ouverture.

Le 4 août 1998, le Guatemala a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 novembre 1998, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Groupe spécial avait compétence pour examiner le différend, au motif que le Mexique ne s'était pas conformé aux dispositions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial car il n'indiquait pas la mesure qui faisait l'objet de sa plainte. Ayant constaté que le Groupe spécial n'avait pas compétence pour examiner le différend, l'Organe d'appel ne pouvait pas formuler de conclusions sur les constatations du Groupe spécial relatives aux questions de fond qui faisaient aussi l'objet de l'appel. L'Organe d'appel a souligné que sa décision était sans préjudice du droit qu'avait le Mexique d'engager une nouvelle procédure de règlement des différends sur cette affaire.

À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, dont les conclusions ont été infirmées dans le rapport de l'Organe d'appel.

19. WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68 - Communautés européennes - Classement tarifaire de certains matériels informatiques

Plaintes des États-Unis. Ces différends concernent le reclassement par les Communautés européennes, à des fins tarifaires, de certains matériels d'adaptation au réseau local ("LAN") et d'ordinateurs personnels multimédia. Les États-Unis soutenaient que ces mesures contrevenaient à l'article II du GATT de 1994.

À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial au sujet de la plainte déposée dans l'affaire WT/DS62. L'Inde, le Japon, la République de Corée et Singapour ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. À sa réunion du 20 mars 1997, l'ORD a établi un groupe spécial pour ce qui concerne les plaintes WT/DS67 et WT/DS68. Conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial unique pour examiner les plaintes WT/DS62, WT/DS67 et WT/DS68.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 février 1998, le Groupe spécial a constaté que les CE n'avaient pas accordé aux importations de matériel de réseau local en provenance des États-Unis un traitement qui n'était pas moins favorable que celui qui était prévu dans leur Liste d'engagements et que, de ce fait, elles avaient agi de manière incompatible avec les prescriptions de l'article II:1 du GATT de 1994.

Le 24 mars 1998, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 juin 1998, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le traitement tarifaire octroyé par les CE à l'équipement de réseau local était incompatible avec l'article II:1 du GATT de 1994.

À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

20. WT/DS69 - Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles

Plainte du Brésil. Le 24 février 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant le régime communautaire applicable à l'importation de certains produits provenant de volailles et de la mise en œuvre par les CE du contingent tarifaire pour ces produits. Le Brésil considérait que les mesures prises par les CE étaient incompatibles avec les articles X et XXVII du GATT de 1994 et avec les articles 1^{er} et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il estimait également que ces mesures annulaient ou compromettaient des avantages résultant pour lui directement ou indirectement du GATT de 1994.

Le 12 juin 1997, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 juin 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Brésil, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 30 juillet 1997. Les États-Unis et la Thaïlande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 août 1997. Dans son rapport, distribué aux Membres le 12 mars 1998, le Groupe spécial a conclu que le Brésil n'avait pas démontré que les CE n'avaient ni mis en œuvre ni administré le contingent tarifaire applicable aux volailles conformément aux obligations qui leur incombait en vertu des accords cités.

Le 29 avril 1998, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 13 juillet 1998, l'Organe d'appel a confirmé la plupart des constatations et conclusions du Groupe spécial, mais a infirmé sa constatation selon laquelle les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 5:1 b) de l'Accord sur l'agriculture. Toutefois, l'Organe d'appel a conclu que les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 5:5 de l'Accord sur l'agriculture.

À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

21. WT/DS70 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils

Plainte du Brésil. Le 10 mars 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant certaines subventions accordées par le gouvernement canadien ou par ses provinces en vue de soutenir l'exportation d'aéronefs civils. La demande a été déposée au titre de l'article 4 de l'Accord SMC. Le Brésil estimait que ces mesures étaient incompatibles avec l'article 3 de l'Accord SMC.

À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 16 octobre 1998, le Brésil a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 avril 1999, le

Groupe spécial a constaté que certaines des mesures prises par le Canada étaient incompatibles avec les articles 3:1 a) et 3:2 de l'Accord sur les subventions, mais il a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle l'aide de la SEE à l'industrie canadienne des avions de transport régional constituait des subventions à l'exportation.

Le 3 mai 1999, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 2 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial.

Le 20 août 1999, l'ORD a adopté les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial.

22. WT/DS75 et WT/DS84 - Corée - Taxes sur les boissons alcooliques

Plainte des Communautés européennes et des États-Unis. Le 4 avril 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée au sujet des taxes intérieures appliquées par ce pays à certaines boissons alcooliques en vertu de la Loi relative à la taxe sur les alcools et de la Loi relative à la taxe scolaire. Il leur apparaissait que la Loi relative à la taxe sur les alcools et la Loi relative à la taxe scolaire étaient incompatibles avec les obligations résultant pour la Corée de l'article III:2 du GATT de 1994. Le 23 mai 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée au sujet des mêmes mesures que celles qui étaient visées dans la plainte des CE. Les États-Unis ont également allégué qu'il y avait des violations de l'article III:2.

Le 10 septembre 1997, les CE et les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE et des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1997. Le Canada et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 26 novembre 1997, les CE et les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 5 décembre 1997. Dans son rapport distribué aux Membres le 17 septembre 1998, le Groupe spécial a constaté que:

- le soju (dilué et distillé) était directement concurrent et substituable avec les boissons alcooliques distillées importées en cause, à savoir les whiskies, les brandys, le cognac, le rhum, le gin, la vodka, la tequila, les liqueurs et les mélanges;
- la Corée avait soumis les produits importés à une taxation différente et que l'écart entre les taxes était plus que *de minimis*; en outre, la différence de taxation était appliquée de manière à protéger la production nationale;
- le Groupe spécial a donc conclu que la Corée avait enfreint les dispositions de l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 20 octobre 1998, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 janvier 1999, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial sur tous les points.

Le 17 février 1999, l'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.

23. WT/DS76 - Japon - Mesures visant les produits agricoles

Plainte des États-Unis. Le 7 avril 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Japon concernant la prohibition appliquée par ce pays, sous couvert de mesures de quarantaine, à l'importation de produits agricoles. Les États-Unis soutenaient que le Japon prohibait l'importation de chaque variété d'un produit devant être soumis à une quarantaine tant qu'elle n'avait pas été soumise à un essai de quarantaine, même si le traitement s'était avéré efficace pour d'autres variétés du même produit. Ils affirmaient qu'il y avait violation des articles 2, 5 et 8 de l'Accord SPS, de l'article XI du GATT de 1994 et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Ils portaient également plainte pour annulation ou réduction d'avantages.

Le 3 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le Brésil, les CE et la Hongrie ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Dans son rapport, distribué aux Membres le 27 octobre 1998, le Groupe spécial a constaté que le Japon avait agi de manière incompatible avec les articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS et avec l'Annexe B et, en conséquence, avec l'article 7 de l'Accord SPS.

Le 24 novembre 1998, le Japon a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 février 1999, l'Organe d'appel a confirmé la constatation fondamentale selon laquelle les essais par variété appliqués par le Japon aux pommes, aux cerises, aux nectarines et aux noix étaient incompatibles avec les prescriptions de l'Accord SPS.

Le 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

24. WT/DS79 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des Communautés européennes. Le 28 avril 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant l'absence présumée de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture et de l'absence de systèmes formels permettant de déposer des demandes de brevets et d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits. Les CE estimaient que cet état de fait était incompatible avec les obligations résultant pour l'Inde des paragraphes 8 et 9 de l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC. (Voir la plainte similaire déposée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS50 au sujet de laquelle les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel ont été adoptés le 16 janvier 1998.)

Le 9 septembre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 septembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 octobre 1997. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. Dans son rapport, distribué aux Membres le 24 août 1998, le Groupe spécial a constaté que l'Inde n'avait pas rempli les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70:8 a) parce qu'elle n'avait pas établi une base juridique solide pour préserver comme il convenait la nouveauté et la priorité en ce qui concernait les demandes de brevet de produit pour les inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture, et n'avait pas rempli non plus les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC parce qu'elle n'avait pas

établi un système d'octroi de droits exclusifs de commercialisation. À sa réunion du 2 septembre 1998, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

25. WT/DS87 et WT/DS110 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques

Plaintes des Communautés européennes. Le 4 juin 1997 et le 15 décembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant la taxe spéciale sur les ventes d'alcool appliquée par ce pays, lequel imposait prétendument une taxe plus élevée sur les alcools importés que sur le *Pisco*, alcool distillé dans le pays. La deuxième demande des CE (WT/DS110) visait la modification de la Loi sur la taxation des boissons alcooliques adoptée par le Chili pour répondre aux préoccupations des CE dans l'affaire WT/DS87. Les CE estimaient que le traitement différencié appliqué aux alcools importés était contraire à l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 3 octobre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne la plainte WT/DS87. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le Canada, les États-Unis, le Mexique et le Pérou ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Suite à la plainte des CE dans l'affaire WT/DS110, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 mars 1998. Il est également convenu qu'un seul groupe spécial était établi pour examiner les deux plaintes. Le Canada, les États-Unis et le Pérou ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Les 10 et 11 juin 1998, les CE et le Chili, respectivement, ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Celle-ci a été arrêtée le 1^{er} juillet 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que le système transitoire du Chili et son nouveau système de taxation des boissons alcooliques distillées étaient incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994.

Le 13 septembre 1999, le Chili a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 13 décembre 1999, l'Organe d'appel a confirmé l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'article III:2 du GATT de 1994, sous réserve de l'exclusion de certaines considérations sur lesquelles le Groupe spécial s'était appuyé.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

26. WT/DS90 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte des États-Unis. Le 15 juillet 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Inde concernant les restrictions quantitatives maintenues par ce pays à l'importation d'un grand nombre de produits agricoles, textiles et industriels. Les États-Unis estimaient que ces restrictions quantitatives, visant notamment plus de 2 700 lignes tarifaires relatives à des produits agricoles et industriels notifiées à l'OMC, étaient incompatibles avec les obligations découlant pour l'Inde des articles XI:1 et XVIII:11 du GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 3 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une

deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 18 novembre 1997. Le 10 février 1998, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. Celle-ci a été arrêtée le 20 février 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 6 avril 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations découlant pour l'Inde des articles XI et XVIII:11 du GATT de 1994, et pour autant qu'elles s'appliquent aux produits visés par l'Accord sur l'agriculture, avec l'article 4:2 dudit accord. Il a également constaté que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages découlant pour les États-Unis du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

Le 26 mai 1999, l'Inde a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 23 août 1999, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

À sa réunion du 22 septembre 1999, l'ORD a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.

27. WT/DS98 - Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers

Plainte de la Communauté européenne. Le 12 août 1997, la CE a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant une mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce pays aux importations de certains produits laitiers. La CE affirmait que, sous couvert des dispositions de différentes mesures gouvernementales, la Corée appliquait une mesure de sauvegarde sous la forme d'un contingentement des importations de certains produits laitiers. Elle considérait que cette mesure était contraire aux articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et constituait une violation de l'article XIX du GATT de 1994.

Le 9 janvier 1998, la CE a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Elle a informé l'ORD, à sa réunion du 22 janvier 1998, qu'elle ne maintenait pas pour l'instant cette dernière demande. Le 10 juin 1998, la CE a demandé à nouveau l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une nouvelle demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 juillet 1998. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 20 août 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que la mesure appliquée par la Corée était incompatible avec les articles 4:2 a) et 5 de l'Accord sur les sauvegardes, mais il a rejeté les allégations présentées par les CE au titre de l'article XIX du GATT de 1994 et des articles 2:1, 12:1 (bien qu'il ait constaté que les notifications de la Corée au Comité des sauvegardes n'avaient pas été adressées en temps voulu et n'étaient en ce sens par conformes à l'article 12:1), 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 15 septembre 1999, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 décembre 1999, l'Organe d'appel a infirmé l'une des conclusions du Groupe spécial concernant l'interprétation de l'article XIX du GATT de 1994 et son rapport avec l'Accord sur les sauvegardes; il a confirmé l'une des interprétations de l'article 5:1 dudit accord donnée par le Groupe spécial, mais en a infirmé une autre; et il a conclu que la Corée avait violé l'article 12:2 dudit accord, infirmant ainsi en partie la constatation du Groupe spécial.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

28. WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée

Plainte de la Corée. Le 14 août 1997, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la décision prise par le Département du commerce des États-Unis de ne pas abroger le droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée. La Corée affirmait que la décision du Département du commerce avait été prise en dépit du fait qu'il avait été constaté qu'il n'y avait pas eu de dumping pendant plus de trois années et demie de suite et malgré l'existence d'éléments de preuve démontrant de façon certaine qu'à l'avenir les producteurs coréens ne vendraient pas leurs DRAM à des prix de dumping. Elle considérait que ces mesures contrevenaient aux articles 6 et 11 de l'Accord antidumping.

Le 6 novembre 1997, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 novembre 1997, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 janvier 1998. Le 10 mars 1998, la Corée a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 19 mars 1998. Dans son rapport, distribué le 29 janvier 1999, le Groupe spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient contraires à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. À sa réunion du 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

29. WT/DS103 et WT/DS113 - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers

Plaintes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande.

Le 8 octobre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant les subventions à l'exportation des produits laitiers que ce pays accordait prétendument et de l'administration par celui-ci du contingent tarifaire applicable au lait. Les États-Unis estimaient que ces subventions à l'exportation faussaient les marchés des produits laitiers et avaient un effet négatif sur leurs ventes de produits laitiers. Ils soutenaient qu'il y avait violation de l'article II, X et XI du GATT de 1994, des articles 3, 4, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 3 de l'Accord SMC et des articles 1^{er}, 2 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 29 décembre 1997, la Nouvelle-Zélande a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant un prétendu programme de subventions à l'exportation de produits laitiers connu sous le nom de programme des classes spéciales de lait. La Nouvelle-Zélande estimait que le programme canadien des classes spéciales de lait était incompatible avec l'article XI du GATT et les articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 2 février 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS103. À sa réunion du 13 février 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Le 25 mars 1998, suite aux demandes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande et conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, l'ORD a établi un groupe spécial unique pour examiner les différends WT/DS103 et WT/DS113. L'Australie et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 12 août 1998. Le rapport du Groupe spécial, qui visait également l'affaire WT/DS113, a été distribué aux Membres le 17 mai 1999. Le Groupe

spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, car elles consistaient à accorder des subventions énumérées aux paragraphes 1 a) et c) de l'article 9 dudit accord.

Le 15 juillet 1999, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit formulées par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 13 octobre 1999, l'Organe d'appel:

- a infirmé l'interprétation du Groupe spécial concernant l'article 9:1 a) et, en conséquence, sa constatation selon laquelle le Canada agissait de manière incompatible avec les obligations qui lui incombait au titre des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Canada enfreignait les articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture concernant les subventions à l'exportation énumérées à l'article 9:1 c) dudit accord;
- a en partie infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le Canada agissait de manière incompatible avec les obligations qui lui incombait au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

30. WT/DS108 - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"

Plainte des Communautés européennes. Le 18 novembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les articles 921 à 927 du Code des impôts des États-Unis et des mesures connexes établissant un traitement fiscal spécial pour les "sociétés de ventes à l'étranger" (FSC). Les CE estimaient que ces dispositions étaient incompatibles avec les obligations qui incombait aux États-Unis en vertu des articles III:4 et XVI du GATT de 1994, des alinéas a) et b) de l'article 3.1 de l'Accord SMC et des articles 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 1^{er} juillet 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans leur demande, les CE ont invoqué l'article 3.1 a) et b) de l'Accord sur les subventions et les articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord antidumping et n'ont pas repris leurs allégations au titre du GATT de 1994. À sa réunion du 23 juillet 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1998. La Barbade, le Canada et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 9 novembre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 8 octobre 1999, le Groupe spécial a constaté qu'en appliquant le régime FSC, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec les obligations qui leur incombait en vertu de l'article 3:1 a) de l'Accord SMC et de l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture (et donc de l'article 8 de ce même accord).

Le 28 octobre 1999, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Le 2 novembre 1999, ils ont retiré leur déclaration d'appel conformément à la règle 30 des Procédures de travail pour l'examen en appel, en indiquant que ce désistement était subordonné au droit qu'ils avaient de déposer une nouvelle déclaration d'appel conformément

à la règle 20 des Procédures de travail. Le 26 novembre 1999, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 24 février 2000, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC constituait une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC donnait lieu à l'"octroi de subventions pour réduire les coûts de la commercialisation des exportations" de produits agricoles au sens de l'article 9:1 d) de l'Accord sur l'agriculture et, en conséquence, a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture;
- a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture en appliquant des subventions à l'exportation, au moyen de la mesure FSC, d'une manière qui entraînait, ou menaçait d'entraîner, un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation pour ce qui était des produits agricoles;
- a également souligné que sa décision n'était pas une décision voulant qu'un Membre préfère un type de système fiscal à un autre de manière à respecter ses obligations dans le cadre de l'OMC.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

31. WT/DS114 - Canada - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 19 décembre 1997, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au motif que la protection des inventions accordée par ce pays dans le domaine des produits pharmaceutiques, telle qu'elle ressortait des dispositions pertinentes de la législation d'application canadienne, en particulier la Loi sur les brevets, était insuffisante. Les CE affirmaient que la législation canadienne n'était pas compatible avec les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, car elle n'assurait pas la protection complète des inventions pharmaceutiques brevetées pendant la totalité de la période de protection, au sens des articles 27:1, 28 et 33 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 11 novembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 1^{er} février 1999. L'Australie, le Brésil, la Colombie, Cuba, les États-Unis, l'Inde, Israël, le Japon, la Pologne, la Suisse et la Thaïlande ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 15 mars 1999, les CE et leurs États membres ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 mars 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'exception dite "pour l'examen réglementaire" prévue par la Loi du Canada sur les brevets (article 55.2 1)), le premier aspect de cette Loi contesté par les CE, n'était pas

incompatible avec l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, qu'elle était couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord et qu'elle n'était donc pas incompatible avec son article 28:1. Au titre de cette exception pour l'examen réglementaire, les concurrents potentiels du titulaire d'un brevet ont l'autorisation d'utiliser l'invention brevetée, sans l'autorisation du titulaire du brevet pendant la durée de celui-ci, afin d'obtenir des pouvoirs publics l'approbation de commercialisation, de sorte qu'ils auront l'autorisation réglementaire de vendre dans des conditions de concurrence avec le titulaire du brevet à la date d'expiration du brevet;

- l'exception dite "pour le stockage" (article 55.2 2)), le second aspect de la Loi sur les brevets contesté par les CE, était incompatible avec l'article 28:1 de l'Accord sur les ADPIC et n'était pas couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord. Au titre de cette exception pour le stockage, les concurrents sont autorisés à fabriquer et à stocker des marchandises brevetées pendant une certaine période avant l'expiration du brevet, mais les marchandises ne peuvent pas être vendues tant que le brevet n'est pas venu à expiration. Le Groupe spécial a estimé que, contrairement à l'exception pour l'examen réglementaire, l'exception pour le stockage constituait une réduction substantielle des droits exclusifs qui devaient être accordés aux titulaires de brevets au titre de l'article 28:1, réduction d'une telle ampleur qu'elle ne pouvait pas être considérée comme une exception limitée au sens de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.

À sa réunion du 7 avril 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

32. WT/DS121 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures

Plainte des Communautés européennes. Le 3 avril 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant des mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées par ce pays à l'importation de chaussures. Les CE affirmaient que, en vertu de la Résolution n° 226/97 du 24 février 1997, l'Argentine avait appliqué une mesure de sauvegarde provisoire sous la forme de droits spécifiques à l'importation de chaussures à compter du 25 février 1997, puis, en vertu de la Résolution n° 987/97, elle avait appliqué une mesure de sauvegarde définitive sur ces importations à compter du 13 septembre 1997. Les CE alléguaient que les mesures susmentionnées étaient contraires aux articles 2, 4, 5, 6 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994.

Le 10 juin 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 juin 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 23 juillet 1998. Le Brésil, les États-Unis, l'Indonésie, le Paraguay et l'Uruguay ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 15 septembre 1998. Dans son rapport, distribué le 25 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que la mesure appliquée par l'Argentine était incompatible avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 15 septembre 1999, l'Argentine a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 décembre 1999, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure de l'Argentine était incompatible avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, mais a infirmé certaines de ses constatations et conclusions concernant le rapport entre ledit accord et l'article XIX du GATT de 1994, et la justification du fait que des mesures de sauvegarde étaient uniquement imposées aux sources d'approvisionnement des pays tiers non membres du MERCOSUR.

Le 12 janvier 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

33. WT/DS122 - Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés; poutrelles profilées en H en provenance de Pologne

Plainte de la Pologne. Le 6 avril 1998, la Pologne a demandé l'ouverture de consultations avec la Thaïlande concernant l'imposition de droits antidumping finals sur les importations des produits susmentionnés. La Pologne affirmait que des droits antidumping provisoires avaient été imposés par la Thaïlande le 27 décembre 1996, et un droit antidumping final de 27,78 pour cent de la valeur c.a.f. de ces produits, produits ou exportés par tout producteur ou exportateur polonais, avait été imposé le 26 mai 1997. La Pologne soutenait en outre que la Thaïlande avait rejeté deux demandes qu'elle lui avait adressées en vue de la divulgation des constatations. La Pologne considérait que ces mesures de la Thaïlande étaient contraires aux articles 2, 3, 5 et 6 de l'Accord antidumping.

Le 13 octobre 1999, la Pologne a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Pologne, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 novembre 1999. Les CE, les États-Unis et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 20 décembre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 septembre 2000, le Groupe spécial a conclu que:

- i) la Pologne n'avait pas établi que la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping ou de l'article VI du GATT de 1994 lorsqu'elle avait calculé le montant des bénéfices en vue de déterminer la valeur normale construite;
- ii) l'imposition par la Thaïlande de la mesure antidumping définitive visant les importations de poutres en H en provenance de Pologne était incompatible avec les prescriptions de l'article 3 de l'Accord antidumping car:
 - de manière incompatible avec la deuxième phrase de l'article 3.2 et avec l'article 3.1, les autorités thaïlandaises n'avaient pas examiné, sur la base d'un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs" contenus dans la base factuelle divulguée, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix;
 - de manière incompatible avec l'article 3.4 et 3.1, les autorités thaïlandaises chargées de l'enquête n'avaient pas examiné certains facteurs énumérés à l'article 3.4 ni n'avaient expliqué de manière adéquate comment la détermination de l'existence d'un dommage avait pu être établie sur la base d'une "évaluation impartiale ou objective" ou d'un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs" figurant dans la base factuelle divulguée; et
 - de manière incompatible avec l'article 3.5 et 3.1, les autorités thaïlandaises avaient établi une détermination de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et un dommage éventuel sur la base a) de leurs constatations concernant l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, que le Groupe avait déjà jugées incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 3.2 et avec l'article 3.1; et b) de leurs

constatations concernant l'existence d'un dommage, que le Groupe avait déjà jugées incompatibles avec l'article 3.4 et 3.1;

- iii) aux termes de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y avait infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause était présumée annuler ou compromettre les avantages découlant dudit accord. En conséquence, dans la mesure où la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, elle avait annulé ou compromis les avantages résultant pour la Pologne dudit accord.

Le 23 octobre 2000, la Thaïlande a notifié à l'ORD sa décision de faire appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 12 mars 2001, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Pologne en ce qui concernait les allégations relatives aux articles 2, 3 et 5 de l'Accord antidumping était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord;
- a infirmé l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.1 de l'Accord antidumping exigeait que "le raisonnement étayant la détermination soit "énoncé formellement ou explicitement" dans les documents versés au dossier de l'enquête antidumping auxquels les parties intéressées (et/ou leur avocat) [avaient] accès du moins à partir du moment de la détermination finale", et que "la base factuelle sur laquelle les autorités [s'étaient] fondées [soit] discernable dans ces documents";
- a infirmé l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle l'article 17.6 i) exigeait qu'un groupe spécial examinant une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.1, lorsqu'il évaluait si l'établissement des faits était correct, s'assure que la "base factuelle" de la détermination était "discernable" dans les documents communiqués aux parties intéressées et/ou à leur avocat au cours de l'enquête et au moment de la détermination finale; et, lorsqu'il évaluait si l'évaluation des faits était impartiale et objective, examine l'analyse et le raisonnement figurant uniquement dans ces documents pour s'assurer qu'il y avait un lien entre les "éléments divulgués de la base factuelle" et les constatations;
- a confirmé l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.4 exigeait une évaluation impérative de tous les facteurs mentionnés dans cette disposition et que, par conséquent, le Groupe spécial n'avait pas fait erreur dans son application du critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping;
- n'a pas modifié les constatations de violation établies par le Groupe spécial au regard de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping; et
- a conclu que le Groupe spécial n'avait pas fait erreur dans son application de la charge de la preuve ni dans l'application du critère d'examen au titre de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 5 avril 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

34. WT/DS126 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles

Plainte des États-Unis. Le 4 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Australie concernant des subventions prohibées qui avaient été prétendument accordées à des producteurs et exportateurs australiens de cuir pour automobiles, y compris des subventions accordées à Howe and Company Proprietary Ltd. (ou l'une quelconque de ses sociétés affiliées et/ou mères), qui avaient prétendument comporté des prêts préférentiels des pouvoirs publics d'environ 25 millions de dollars australiens à des conditions non commerciales et des dons d'environ 30 millions de dollars australiens. Les États-Unis considéraient que ces mesures étaient contraires aux obligations qui découlaient pour l'Australie de l'article 3 de l'Accord sur les subventions.

Conformément à la demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 juin 1998 (voir également l'affaire WT/DS106). Le 27 octobre 1998, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 novembre 1998. Dans son rapport, distribué aux Membres le 25 mai 1999, le Groupe spécial a constaté que le prêt octroyé par le gouvernement australien à Howe/ALH ne constituait pas une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, mais que les versements au titre du contrat de don étaient des subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC qui étaient subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de cet accord. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

35. WT/DS132 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis

Plainte des États-Unis. Le 8 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une enquête antidumping menée par ce pays sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose (catégories 42 et 55) en provenance des États-Unis. Les États-Unis ont indiqué que, le 27 février 1997, le gouvernement mexicain avait publié un avis d'ouverture de l'enquête antidumping sur la base d'une demande datée du 14 janvier 1997 et présentée par la Chambre nationale mexicaine des producteurs de sucre et d'alcool. Les États-Unis ont ajouté que, le 23 janvier 1998, le Mexique avait publié un avis annonçant la détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage établie dans cette enquête, et qu'en conséquence il avait imposé des mesures antidumping définitives sur ces importations en provenance des États-Unis. Ceux-ci estimaient que la manière dont la demande d'enquête antidumping avait été faite et dont la détermination de l'existence d'une menace de dommage avait été établie était incompatible avec les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 12 de l'Accord antidumping.

Le 8 octobre 1998, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. La Jamaïque et Maurice ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 13 janvier 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 janvier 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'ouverture par le Mexique de l'enquête antidumping sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis était compatible avec les prescriptions des articles 5.2, 5.3, 5.8, 12.1 et 12.1.1 iv) de l'Accord antidumping;

- l'imposition par le Mexique de la mesure antidumping définitive sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis était incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord antidumping: article 3.1, 3.2, 3.4, 3.7 et 3.7 i); article 7.4; article 10.2; article 10.4 et article 12.2 et 12.2.2.

À sa réunion du 24 février 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

36. WT/DS135 - Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant

Plainte du Canada. Le 28 mai 1998, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE concernant des mesures prises par la France, en particulier le Décret du 24 décembre 1996, relativement à l'interdiction de l'amiante et des produits en contenant, et qui comprenaient prétendument une interdiction d'importer ces produits. Le Canada a fait valoir que ces mesures contrevenaient aux articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS, à l'article 2 de l'Accord OTC et aux articles III, XI et XIII du GATT de 1994. Il alléguait aussi que des avantages résultant pour lui des divers accords cités étaient annulés ou compromis.

Le 8 octobre 1998, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 septembre 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- la partie "interdiction" du Décret du 24 décembre 1996 ne relevait pas du champ d'application de l'Accord OTC;
- la partie du Décret relative aux "exceptions" relevait du champ d'application de l'Accord OTC. Toutefois, comme aucune allégation n'avait été soulevée par le Canada concernant la compatibilité avec l'Accord OTC de la partie du Décret relative aux exceptions, le Groupe spécial s'est abstenu de toute conclusion en ce qui concernait celle-ci;
- les fibres d'amiante chrysotile en tant que telles et les fibres qui leur étaient substituables en tant que telles étaient des produits similaires au sens de l'article III:4 du GATT de 1994;
- les produits en amiante-ciment et les produits en fibro-ciment pour lesquels des informations suffisantes lui avaient été soumises étaient des produits similaires au sens de l'article III:4 du GATT de 1994;
- en ce qui concernait les produits dont il a constaté qu'ils étaient similaires, le Décret violait l'article III:4 du GATT de 1994;
- cependant, le Décret, en ce qu'il introduisait un traitement discriminatoire entre ces produits au sens de l'article III:4, était justifié en tant que tel et dans sa mise en œuvre par les dispositions du paragraphe b) et du paragraphe introductif de l'article XX du GATT de 1994;
- le Canada n'avait pas établi qu'il subissait une annulation ou une réduction d'un avantage en l'absence d'une violation au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

Le 23 octobre 2000, le Canada a notifié à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 12 mars 2001, l'Organe d'appel:

- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Accord OTC "n'est pas applicable à la partie du Décret concernant la prohibition des importations d'amiante et de produits en contenant dans la mesure où celle-ci ne constitue pas un "règlement technique" au sens de l'Annexe 1.1 de l'Accord OTC" et constaté que la mesure, considérée comme un tout intégré, constituait bien un "règlement technique" au sens de l'Accord OTC;
- a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles "il n'est pas approprié" de prendre en compte les risques pour la santé liés aux fibres d'amiante chrysotile pour examiner la "similarité", au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, de ces fibres et des fibres d'ACV, et, aussi, pour examiner la "similarité", au titre de cette disposition, des produits à base de ciment contenant des fibres d'amiante chrysotile ou des fibres d'ACV;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les fibres d'amiante chrysotile et les fibres d'ACV étaient des "produits similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994; et constaté que le Canada ne s'était pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver que ces fibres étaient des "produits similaires" au sens de cette disposition;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les produits à base de ciment contenant des fibres d'amiante chrysotile et les produits à base de ciment contenant des fibres d'ACV étaient des "produits similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994; et constaté que le Canada ne s'était pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver que ces produits à base de ciment étaient des "produits similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994;
- a infirmé, en conséquence, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause était "nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes", au sens de l'article XX b) du GATT de 1994; et constaté que le Groupe spécial avait agi d'une manière compatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord pour arriver à cette conclusion;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure pouvait constituer un motif d'action au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

À sa réunion du 5 avril 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

37. WT/DS136 - États-Unis - Loi antidumping de 1916

Plainte des Communautés européennes. Le 9 juin 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'allégation de non-abrogation, par les

États-Unis, de leur Loi antidumping de 1916. Les CE soutenaient que la Loi antidumping des États-Unis de 1916 était encore en vigueur et était applicable à l'importation et à la vente intérieure de tout produit étranger, quelle que soit son origine, y compris les produits originaires de pays qui étaient Membres de l'OMC. Les CE soutenaient également que la Loi de 1916 existait dans le recueil de lois des États-Unis parallèlement à la Loi tarifaire de 1930 modifiée, qui comprenait la législation de mise en œuvre des dispositions antidumping multilatérales. Les CE estimaient qu'il y avait violation des articles III:4, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, et des articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 de l'Accord antidumping.

Le 1^{er} novembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 1^{er} février 1999. L'Inde, le Japon et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 1^{er} avril 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mars 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'article VI:1 du GATT de 1994 s'appliquait à toute situation dans laquelle un Membre s'attaquait au type de discrimination de prix transnationale défini dans cet article;
- d'après les termes de la Loi de 1916, sa genèse et son interprétation ultérieure par les tribunaux américains, le critère de la discrimination de prix transnationale que renfermait cette loi répondait à la définition de l'article VI:1 du GATT de 1994;
- en ne prévoyant pas exclusivement le critère du dommage énoncé à l'article VI du GATT de 1994, la Loi de 1916 était contraire au paragraphe 1 de cet article;
- en prévoyant l'imposition de dommages-intérêts au triple, d'amendes ou de peines d'emprisonnement au lieu de droits antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:2 du GATT de 1994;
- en ne prévoyant pas un certain nombre de prescriptions procédurales figurant dans l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire aux articles 1^{er}, 4 et 5.5 de cet accord; et
- en étant contraire à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, la Loi de 1916 portait violation de l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC.

Le 29 mai 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. L'Organe d'appel a examiné cet appel avec celui de l'affaire WT/DS162. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et les conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 26 septembre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

38. WT/DS138 - États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni

Plainte des Communautés européennes. Le 30 juin 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'imposition alléguée de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud (barres en acier au plomb) en provenance du Royaume-Uni. Les CE soutenaient que les États-Unis avaient imposé des droits compensateurs de 1,69 pour cent à l'égard de United Engineering Steels Ltd. (UES) pour la période de réexamen allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1994, et de 2,4 pour cent pour la période de réexamen allant du 1^{er} janvier 1995 au 20 mars 1995, sur la base de subventions qui avaient été accordées à British Steel Corporation (BSC). Les CE soutenaient également que les États-Unis avaient imposé des droits compensateurs à l'égard de British Steel plc (BSplc)/British Steel Engineering Steels Ltd. (BSES) pour la période de réexamen allant du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 1996 sur la base de subventions qui avaient été accordées à BSC avant sa privatisation en 1988. Les CE considéraient que ces impositions de droits compensateurs constituaient une violation des articles 1.1 b), 10, 14 et 19.4 de l'Accord SMC.

Le 14 janvier 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1^{er} février 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 17 février 1999. Le Brésil et le Mexique ont réservé leurs droits de tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 16 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 23 décembre 1999, le Groupe spécial a constaté qu'en imposant des droits compensateurs sur les importations de 1994, 1995 et 1996 de barres en acier au plomb produites par UES et BSES respectivement, les États-Unis avaient violé l'article 10 de l'Accord sur les subventions. Lorsqu'il est arrivé à cette conclusion, le Groupe spécial a noté que la présomption de l'existence d'un "avantage" découlant de "contributions financières" non liées et non récurrentes, même après des aliénations d'entreprise, était réfutée dans les circonstances qui avaient entouré les aliénations d'entreprise ayant conduit à la création d'UES et de BS plc/BSES respectivement, entre autres parce que dans le cadre de ces aliénations d'entreprise, une contrepartie avait été payée pour les actifs productifs, etc., acquis par ces entités auprès de BSC. D'après le Groupe spécial, les États-Unis auraient donc dû examiner si la production de barres en acier au plomb par UES et BS plc/BSES respectivement, et non par BSC, était subventionnée.

Le 27 janvier 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 10 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel, mais a corrigé son raisonnement sur un point.

Le 7 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, tel qu'il a été confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

39. WT/DS139 et WT/DS142 - Canada - Certaines mesures concernant l'industrie automobile

Plaintes du Japon et des Communautés européennes.

Le 3 juillet 1998, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet des mesures prises par ce pays concernant l'industrie automobile. Le Japon soutenait que, en vertu de la législation canadienne mettant en œuvre un accord sur les produits de l'industrie automobile (le Pacte de l'automobile) entre les États-Unis et le Canada, seul un nombre limité

de constructeurs de véhicules automobiles avaient le droit d'importer des véhicules au Canada en franchise et de distribuer les véhicules automobiles au Canada aux niveaux de la distribution de gros et de détail. Le Japon soutenait en outre que ce régime d'admission en franchise était subordonné à deux prescriptions:

- i) une prescription relative à la valeur canadienne ajoutée (VCA), qui s'appliquait aussi bien aux marchandises qu'aux services; et
- ii) une prescription relative à la fabrication et aux ventes. Le Japon considérait que ces mesures étaient incompatibles avec les articles I:1, III:4 et XXIV du GATT de 1994, l'article 2 de l'Accord sur les MIC, l'article 3 de l'Accord SMC et les articles II, VI et XVII de l'AGCS.

Le 17 août 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet des mêmes mesures que celles qui étaient mentionnées par le Japon dans l'affaire WT/DS139 en citant les mêmes dispositions prétendument contraires aux règles, à l'exception de l'article XXIV du GATT de 1994 qui avait été mentionné par le Japon mais pas par les CE.

Le 12 novembre 1998, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS139. À sa réunion du 25 novembre 1998, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite aux demandes des CE et du Japon, l'ORD a établi, à sa réunion du 1^{er} février 1999, un groupe spécial unique, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, pour examiner les plaintes WT/DS139 et WT/DS142. La Corée, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits de tierces parties. Le 15 mars 1999, les CE et le Japon ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 25 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 11 février 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- les conditions dans lesquelles le Canada accordait l'exemption des droits d'importation étaient incompatibles avec l'article premier du GATT de 1994 et n'étaient pas justifiées au regard de l'article XXIV du GATT de 1994;
- l'application des prescriptions relatives à la VCA était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994;
- l'exemption des droits d'importation constituait une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- la manière dont le Canada soumettait à condition la possibilité d'obtenir l'exemption des droits d'importation était incompatible avec l'article II de l'AGCS et ne pouvait pas être justifiée au regard de l'article V de l'AGCS;
- l'application des prescriptions relatives à la VCA constituait une violation de l'article XVII de l'AGCS.

Le 2 mars 2000, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 mai 2000, l'Organe d'appel:

- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions ne s'appliquait pas à la subordination "de fait";

- a considéré que le Groupe spécial avait omis d'examiner la question de savoir si la mesure en cause affectait le commerce des services, comme il était tenu de le faire au titre de l'article I:1 de l'AGCS;
- a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'exemption des droits d'importation était incompatible avec les prescriptions de l'article II:1 de l'AGCS et a infirmé également les constatations ayant amené le Groupe spécial à tirer cette conclusion.

Le 19 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

40. WT/DS141 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde

Plainte de l'Inde. Le 3 août 1998, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la CE concernant le Règlement (CE) n° 2398/97 de la Commission du 28 novembre 1997 relatif aux importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde. L'Inde affirmait que la CE avait ouvert une procédure antidumping concernant l'importation de linge de lit en coton en provenance d'Inde en publiant un avis d'ouverture en septembre 1996. Des droits antidumping provisoires avaient été imposés par le Règlement (CE) n° 1069/97 de la Commission du 12 juin 1997. Des droits définitifs avaient ensuite été imposés par le Règlement (CE) du Conseil du 28 novembre 1997 susmentionné. L'Inde considérait que:

- la détermination concernant la représentativité, l'ouverture de l'enquête, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage ainsi que les explications des constatations des autorités de la CE étaient incompatibles avec les règles de l'OMC;
- l'établissement des faits par la CE n'était pas correct et l'évaluation des faits par la CE n'était pas impartiale ni objective;
- la CE n'avait pas tenu compte de la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement;
- il y avait eu violation des articles 2.2.2, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 5.2, 5.3, 5.4, 5.8, 6, 12.2.2 et 15 de l'Accord antidumping, et des articles I^{er} et VI du GATT de 1994.

Le 7 septembre 1999, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 septembre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de l'Inde, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 27 octobre 1999. L'Égypte, le Japon et les États-Unis ont réservé leurs droits en qualité de tierces parties. Le 12 janvier 2000, l'Inde a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 janvier 2000. Dans son rapport, distribué le 30 octobre 2000, le Groupe spécial:

- i) a conclu que les CE n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.2, 2.2.2, 3.1, 3.4, 3.5, 5.3, 5.4 et 12.2.2 de l'Accord antidumping
 - en calculant le montant pour les bénéfices lorsqu'elles avaient établi la valeur normale construite;

- en considérant toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping;
 - en prenant en considération des renseignements relatifs à des producteurs faisant partie de la branche de production nationale mais non de l'échantillon choisi lorsqu'elles avaient analysé la situation de la branche de production;
 - en examinant l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête;
 - en établissant le soutien de la branche de production en faveur de la demande; et
 - en donnant avis au public de leur détermination finale.
- ii) Mais a toutefois conclu aussi que les CE avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.4.2, 3.4 et 15 de l'Accord antidumping
- en déterminant l'existence des marges de dumping sur la base d'une méthode comportant la pratique de réduction à zéro;
 - en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale, et en particulier tous les facteurs indiqués à l'article 3.4;
 - en prenant en considération des renseignements concernant des producteurs ne faisant pas partie de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie par l'autorité chargée de l'enquête pour analyser la situation de la branche de production; et
 - en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping.

Le 1^{er} décembre 2000, les CE ont notifié à l'ORD leur intention de faire appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci. Dans son rapport, distribué le 1^{er} mars 2001, l'Organe d'appel:

- i) a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la méthode de la "réduction à zéro", telle qu'elle avait été appliquée par les CE dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans ce différend pour établir "l'existence de marges de dumping", était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping; et
- ii) a infirmé les constatations formulées par le Groupe spécial selon lesquelles
- la méthode de calcul des montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices prévue à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping pouvait être appliquée lorsque l'on ne disposait de données concernant les frais d'administration et de

commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices que pour un seul autre exportateur ou producteur;

- un Membre pouvait exclure les ventes d'autres exportateurs ou producteurs qui n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsqu'il calculait le montant correspondant aux bénéfices, conformément à l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping; et
- iii) a conclu, en conséquence, que les CE avaient agi de manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping lorsqu'elles avaient calculé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation, aux frais de caractère général et aux bénéfices dans le cadre de l'enquête antidumping en cause dans ce différend.

Le 12 mars 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

41. WT/DS152 - États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur

Plainte des Communautés européennes. Le 25 novembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant le Titre III, chapitre 1 (articles 301 à 310) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis (la Loi sur le commerce extérieur) telle qu'elle avait été modifiée, et en particulier les articles 306 et 305 de cette loi. Les CE soutenaient que:

- en imposant des délais stricts pour l'établissement des déterminations unilatérales et l'adoption des sanctions commerciales, les articles 306 et 305 de la Loi sur le commerce extérieur ne permettaient pas aux États-Unis de respecter les règles du Mémorandum d'accord dans les cas où une décision multilatérale préalable sur la conformité des mesures visant à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD n'avait pas été adoptée par ce dernier dans le cadre du Mémorandum d'accord;
- la procédure définie dans le Mémorandum d'accord pour l'établissement d'une constatation multilatérale, même si elle était engagée immédiatement à la fin du délai raisonnable prévu pour la mise en œuvre, ne pouvait être menée à bien, et la procédure ultérieure définie dans le Mémorandum d'accord pour demander une compensation ou la suspension de concessions ne pouvait être respectée, dans les délais établis aux articles 306 et 305;
- le Titre III, chapitre 1 (articles 301 à 310) de la Loi sur le commerce extérieur telle qu'elle avait été modifiée, et en particulier les articles 306 et 305 de cette loi, étaient incompatibles avec les articles 3, 21, 22 et 23 du Mémorandum d'accord, avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et avec les articles I^{er}, II, III, VIII et XI du GATT de 1994;
- la Loi sur le commerce extérieur annulait ou compromettait les avantages résultant directement ou indirectement pour elles du GATT de 1994, et entravait aussi la réalisation des objectifs du GATT de 1994 et de l'OMC.

Le 26 janvier 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 17 février 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 2 mars 1999. Le Brésil, le

Canada, la Colombie, la Corée, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, l'Équateur, Hong Kong, l'Inde, Israël, la Jamaïque, le Japon, la République dominicaine, Sainte-Lucie et la Thaïlande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 24 mars 1999, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 31 mars 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 décembre 1999, le Groupe spécial a constaté que les articles 304 a) 2) A), 305 a) et 306 b) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis n'étaient pas incompatibles avec les articles 23:2 a) ou c) du Mémoire d'accord, ni avec aucune des dispositions du GATT de 1994 citées. Il a noté que ses constatations reposaient en totalité ou en partie sur les engagements qui avaient été formulés par les États-Unis dans l'Énoncé des mesures administratives approuvé par le Congrès des États-Unis lorsqu'il avait mis en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay et qui avaient été confirmés dans les déclarations faites par les États-Unis au Groupe spécial. Ce dernier a donc déclaré que ses constatations de conformité ne seraient plus justifiées si ces engagements étaient reniés ou rompus d'une manière ou d'une autre. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 27 janvier 2000.

42. WT/DS155 - Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis

Plainte des Communautés européennes. Le 24 décembre 1998, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant certaines mesures prises par ce pays à l'exportation de peaux de bovins et à l'importation de cuirs finis. Les CE alléguaient que la prohibition appliquée *de facto* à l'exportation de peaux de bovins brutes et semi-tannées (qui était mise en œuvre en partie au moyen de l'autorisation accordée par les autorités argentines à l'industrie argentine du tannage de participer aux procédures de contrôle douanier des peaux avant exportation) était contraire aux dispositions des articles du GATT suivants: article XI:1 (qui interdit les prohibitions à l'exportation *de jure* et les mesures d'effet équivalent) et l'article X:3 a) (qui exige que les lois et règlements soient appliqués d'une manière uniforme et impartiale) dans la mesure où le personnel de la Chambre argentine de l'industrie du tannage était autorisé à aider les autorités douanières argentines. Les CE faisaient également valoir que la "taxe sur la valeur ajoutée additionnelle" de 9 pour cent frappant les importations de produits en Argentine et l'"impôt anticipé sur le chiffre d'affaires" de 3 pour cent fondé sur le prix des produits importés que devaient acquitter les opérateurs lorsqu'ils importaient des produits en Argentine étaient contraires aux dispositions de l'article III:2 du GATT (qui interdit la discrimination fiscale à l'égard des produits étrangers qui sont similaires, directement concurrents ou substituables à des produits d'origine nationale).

Le 31 mai 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 31 janvier 2000. Dans son rapport, distribué le 19 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu:

- qu'il n'avait pas été prouvé que la Résolution (ANA) n° 2235/96 était incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine de l'article XI:1 du GATT de 1994;
- que la Résolution (ANA) n° 2235/96 était incompatible avec les obligations découlant pour l'Argentine de l'article X:3 a) du GATT de 1994;
- que la Résolution générale (DGI) n° 3431/91 était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;

- que la Résolution générale (DGI) n° 3543/92 était incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994;
- que les Résolutions générales (DGI) n° 3431/91 et n° 3543/92, bien que relevant du paragraphe d) de l'article XX du GATT de 1994, ne satisfaisaient pas aux prescriptions du texte introductif de l'article XX et n'étaient donc pas justifiées au titre de l'article XX dans son ensemble;
- que les avantages résultant pour les Communautés européennes du GATT de 1994 étaient annulés ou compromis.

Le 16 février 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

43. WT/DS156 - Guatemala - Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. Le 5 janvier 1999, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec le Guatemala concernant les droits antidumping définitifs imposés par les autorités guatémaltèques sur les importations de ciment Portland gris en provenance du Mexique et les actions qui avaient précédé cette imposition. Le Mexique alléguait que la mesure antidumping définitive était incompatible avec les articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 12 et 18 de l'Accord antidumping et avec ses Annexes I et II, ainsi qu'avec l'article VI du GATT de 1994. Voir également l'affaire WT/DS60.

Le 15 juillet 1999, le Mexique a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Mexique, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1999. Les CE, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits en qualité de tierces parties. Le 12 octobre 1999, le Mexique a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 2 novembre 1999. Dans son rapport, distribué le 24 octobre 2000, le Groupe spécial a conclu que l'ouverture d'une enquête, la conduite de l'enquête et l'imposition d'une mesure définitive frappant les importations de ciment Portland gris provenant de la société mexicaine Cruz Azul étaient incompatibles avec les exigences de l'Accord antidumping, en ce sens:

- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'une menace de dommage pour ouvrir une enquête;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'une menace de dommage pour ouvrir une enquête et en ne rejetant pas la demande présentée par Cementos Progreso pour que soient imposés des droits antidumping;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 5.5 de l'Accord antidumping en n'avisant pas le Mexique en temps voulu, comme le prévoit cette disposition;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 12.1.1 de l'Accord antidumping en ne respectant pas les prescriptions relatives à l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête;

- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping en ne communiquant pas en temps voulu le texte intégral de la demande au Mexique et à Cruz Azul;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 et 6.4 de l'Accord antidumping en ne permettant pas au Mexique d'avoir accès au dossier de l'enquête;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en ne mettant pas à la disposition de Cruz Azul avant le 8 janvier 1997 la communication présentée par Cementos Progreso le 19 décembre 1996;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping en ne fournissant pas deux copies du dossier de l'enquête, comme le lui avait demandé Cruz Azul;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping en prolongeant la période visée par l'enquête, comme le lui avait demandé Cementos Progreso, sans donner à Cruz Azul toutes possibilités de défendre ses intérêts;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 de l'annexe I de l'Accord antidumping en n'informant pas le Mexique de l'inclusion d'experts non gouvernementaux dans l'équipe chargée de la vérification;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de Cementos Progreso qu'elle expose les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements qui avaient été communiqués au cours de la vérification ne pouvait pas être fourni;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping en prenant l'initiative de traiter de manière confidentielle la communication présentée par Cementos Progreso le 19 décembre;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en n'inform[ant pas] toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituer[ai]ent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives";
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping en recourant aux "meilleurs renseignements disponibles" pour établir sa détermination finale de l'existence d'un dumping;
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2 et 3.5 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte des importations effectuées par MATINSA lorsqu'il avait établi sa détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité; et
- que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents lorsqu'il avait examiné l'incidence des importations

dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

Le 17 novembre 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

44. WT/DS160 - États-Unis - Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Le 26 janvier 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur telle qu'elle avait été modifiée par la Loi sur la loyauté dans le domaine des droits musicaux promulguée le 27 octobre 1998. Les CE soutenaient que l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur permettait, dans certaines conditions, de faire écouter de la musique radio ou télédiffusée dans des lieux publics (bars, magasins, restaurants, etc.) sans avoir à acquitter de redevance. Les CE considéraient que cette disposition était incompatible avec les obligations que les États-Unis avaient contractées dans le cadre de l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, en vertu duquel les Membres devaient se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne.

Ce différend portait essentiellement sur la compatibilité de deux exceptions prévues par l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui autorise certaines limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits, à condition que ces limitations ne concernent que certains cas spéciaux et qu'elles ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre en question ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit:

- l'exception dite "pour usage dans des entreprises commerciales" énoncée à l'alinéa B) de l'article 110 5) autorise essentiellement l'amplification de musique radiodiffusée, sans qu'il soit nécessaire de demander une autorisation ni de verser des droits, par des établissements de restauration ou des débits de boissons, ainsi que par des établissements de vente au détail, à condition que leur taille ne dépasse pas une certaine superficie en pieds carrés. Elle autorise également l'amplification de musique radiodiffusée par des établissements dépassant cette superficie, à condition qu'ils respectent certaines limitations relatives au matériel utilisé;
- l'exception dite "pour usage de type privé" énoncée à l'alinéa A) de l'article 110 5) autorise les petits restaurants et les petits magasins de vente au détail à amplifier de la musique radiodiffusée sans autorisation du détenteur du droit et sans verser de droit, à condition qu'ils n'utilisent que du matériel pour usage de type privé (c'est-à-dire du matériel d'un modèle couramment utilisé dans les foyers).

Le 15 avril 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 28 avril 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 mai 1999. L'Australie, le Brésil, le Canada, le Japon et la Suisse ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 27 juillet 1999, les CE ont demandé au Directeur responsable de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 6 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 15 juin 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- l'exception "pour usage dans des entreprises commerciales" énoncée à l'alinéa B) de l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent

incompatible avec les articles 11*bis* 1) 3° et 11 1) 2° de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord. Il a noté, entre autres choses, qu'une vaste majorité des établissements de restauration et débits de boissons et près de la moitié des établissements de vente au détail étaient visés par l'exception pour usage dans des entreprises commerciales;

- l'exception "pour usage de type privé" énoncée à l'alinéa A) de l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur des États-Unis satisfaisait aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent compatible avec les articles 11*bis* 1) 3° et 11 1) 2° de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord. À ce sujet, il a noté certaines limites imposées en ce qui concernait les bénéficiaires de l'exception, le matériel admissible et les catégories d'œuvres, ainsi que la pratique suivie par les tribunaux américains dans l'application de cette exception.

À sa réunion du 27 juillet 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

45. WT/DS161 et WT/DS169 - Corée - Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée

Plaintes des États-Unis et de l'Australie.

Le 1^{er} février 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant un mécanisme réglementaire coréen dont il était allégué qu'il établissait une discrimination à l'égard de la viande de bœuf importée, entre autres choses, en limitant les ventes de viande de bœuf importée aux magasins spécialisés, en délimitant la façon dont elle était présentée et en restreignant par ailleurs les possibilités de vente de viande de bœuf importée. Les États-Unis alléguaient également que la Corée imposait une majoration de prix sur les ventes de viande de bœuf importée, limitait l'autorisation d'importer à certains "supergroupes" et à l'Organisation de commercialisation des produits de l'élevage (LPMO) et octroyait au secteur national de l'élevage bovin un soutien interne dont les montants faisaient qu'elle dépassait la mesure globale du soutien mentionnée dans sa liste OMC. Les États-Unis soutenaient que ces restrictions ne s'appliquaient qu'à la viande de bœuf importée, ce qui constituait un refus d'accorder le traitement national aux importations de viande de bœuf, et que le soutien accordé à la branche de production nationale équivalait à des subventions intérieures qui étaient contraires aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis alléguaient qu'il y avait violation des articles II, III, XI et XVII du GATT de 1994, des articles 3, 4, 6 et 7 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 1^{er} et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Le 13 avril 1999, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec la Corée sur la même base que les États-Unis.

Le 15 avril 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour ce qui concerne l'affaire WT/DS161. À sa réunion du 28 avril 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 mai 1999. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Suite à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Australie pour ce qui concerne l'affaire WT/DS169, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. Le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. À la demande de la Corée, l'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, cette plainte serait examinée par le même Groupe spécial que celui établi pour l'affaire WT/DS161.

La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 4 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- un certain nombre de mesures coréennes contestées bénéficiaient, en vertu d'une Note de la Liste de concessions de la Corée, d'une période de transition jusqu'au 1^{er} janvier 2001, date à laquelle elles devaient être éliminées ou mises en conformité avec l'Accord sur l'OMC;
- la prescription voulant que l'approvisionnement en viande de bœuf sur le marché de gros du LPMO soit limité aux magasins spécialisés dans la viande de bœuf importée et que ces magasins arborent l'enseigne "Magasin spécialisé dans la viande de bœuf importée" constituait une violation de l'article III:4 du GATT de 1994, qui ne pouvait pas être justifiée en application de l'article XX d) du GATT de 1994;
- les prescriptions en matière de tenue de registres plus strictes pour les acheteurs de viande de bœuf importée étaient également incompatibles avec l'article III:4. Certaines autres réglementations touchant à l'importation et à la distribution de la viande de bœuf importée ont également été considérées comme contraires à l'article III:4;
- le fait que le LPMO n'avait pas lancé d'appel d'offres ou avait ajourné des appels d'offres ainsi que ses pratiques d'écoulement entre novembre 1997 et la fin de mai 1998 constituaient des restrictions à l'importation incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. De plus, les appels d'offres du LPMO qui étaient assujettis à une distinction entre les bovins d'embouche et les bovins nourris aux céréales constituaient, de l'avis du Groupe spécial, une restriction incompatible avec l'article XI:1. En outre, ils accordaient aux importations de viande de bovins d'embouche un traitement moins favorable que celui qui était prévu dans la Liste de la Corée, ce qui était contraire à l'article II:1 a) du GATT de 1994;
- de plus, le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et en 1998 n'avait pas été correctement calculé et avait excédé le niveau *de minimis*, ce qui était contraire à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture, et n'avait pas été inclus dans la MGS totale courante de la Corée, ce qui était contraire à l'article 7:2 a) dudit accord;
- enfin, le soutien interne total (MGS totale courante) accordé par la Corée pour 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement spécifiés dans la section 1, Partie IV de sa Liste, ce qui était contraire à l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Le 11 septembre 2000, la Corée a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 11 décembre 2000, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial concernant les montants révisés du soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et 1998 car le Groupe spécial avait utilisé, pour effectuer ces nouveaux calculs, une méthodologie incompatible avec l'article 1 a) ii) et l'Annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture; et a infirmé, par voie de conséquence, les constatations suivantes du Groupe spécial, qui se fondaient sur ces montants révisés:

- que le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf en 1997 et 1998 avait excédé le niveau *de minimis*, en violation de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture;
- que le fait que la Corée n'avait pas inclus la MGS courante pour la viande de bœuf dans sa MGS totale courante était contraire à l'article 7:2 a) de cet accord; et
- que le soutien interne total de la Corée pour 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement de ce pays, en violation de l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

L'Organe d'appel n'a pas été en mesure, compte tenu des constatations de fait insuffisantes qui avaient été établies par le Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique:

- de la question de savoir si le soutien interne accordé par la Corée pour la viande de bœuf excédait le niveau *de minimis*, ce qui serait contraire à l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture;
- de la question de savoir si le fait que la Corée n'avait pas inclus la MGS courante pour la viande de bœuf dans sa MGS totale courante était contraire à l'article 7:2 a) de cet accord; et
- de la question de savoir si le soutien interne total accordé par la Corée en 1997 et 1998 avait excédé les niveaux d'engagement de ce pays, ce qui serait contraire à l'article 3:2 de l'Accord sur l'agriculture.

À sa réunion du 10 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

46. WT/DS162 - États-Unis - Loi antidumping de 1916

Plainte du Japon. Le 10 février 1999, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la Loi antidumping de 1916 des États-Unis, 15 U.S.C. 72 (1994), (Loi de 1916 des États-Unis). Le Japon alléguait que la Loi de 1916 des États-Unis disposait que, dans certaines circonstances, l'importation de marchandises ou la vente de marchandises importées sur le marché des États-Unis étaient illicites, constituaient une infraction pénale et pouvaient faire l'objet d'une action civile. Il alléguait en outre que les décisions judiciaires au titre de la Loi de 1916 des États-Unis étaient prises sans les sauvegardes procédurales prévues dans l'Accord antidumping. Il indiquait qu'une action judiciaire avait été intentée au titre de la Loi de 1916 des États-Unis à l'encontre de filiales de sociétés japonaises. Il estimait que la Loi de 1916 des États-Unis était incompatible avec les articles III, VI et XI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping.

Le 3 juin 1999, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. Les CE et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 29 mai 2000, le Groupe spécial a considéré que l'article VI:1 du GATT de 1994 était applicable à toute situation dans laquelle un Membre s'attaquait au type de discrimination de prix transnationale défini dans cet article. Il a ensuite constaté que, d'après les termes de la Loi de 1916, les travaux préparatoires de cette loi et son interprétation par les tribunaux américains, le critère

de la discrimination de prix transnationale que renfermait cette loi répondait à la définition de l'article VI:1 du GATT de 1994. Puis, il a constaté:

- qu'en prévoyant l'imposition de dommages-intérêts au triple, d'amendes ou de peines d'emprisonnement au lieu de droits antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:2 du GATT de 1994 et à l'article 18.1 de l'Accord antidumping;
- qu'en ne prévoyant pas un certain nombre de prescriptions procédurales figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article VI:1 du GATT de 1994 et aux articles 1, 4.1, 5.1, 5.2, 5.4 et 18.1 de l'Accord antidumping; et
- qu'en étant contraire à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et aux articles 1, 4.1, 5.1, 5.2, 5.4 et 18.1 de l'Accord antidumping, la Loi de 1916 était contraire à l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC et à l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

Le 29 mai 2000, les États-Unis ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et les conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 26 septembre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

47. WT/DS163 - Corée - Mesures affectant les marchés publics

Plainte des États-Unis. Le 16 février 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant certaines pratiques de passation des marchés suivies par l'Autorité de construction d'aéroports de la Corée (KOACA) et d'autres entités chargées de passer les marchés relatifs à la construction des aéroports en Corée, dont il était allégué qu'elles étaient incompatibles avec les obligations de la Corée au regard de l'Accord sur les marchés publics (AMP). Il s'agissait notamment de pratiques concernant la qualification pour soumissionner, en tant qu'entrepreneur principal, le partenariat avec des entreprises coréennes et l'absence d'accès à des procédures de contestation qui étaient contraires à l'AMP. Les États-Unis soutenaient que la KOACA et les autres entités relevaient de la liste des entités du gouvernement central de la Corée telles qu'elles étaient spécifiées à l'Annexe 1 de l'Appendice I de l'AMP définissant la portée des obligations de la Corée et que, conformément au paragraphe 1 de l'article premier de l'AMP, ces obligations s'appliquaient à la passation des marchés relatifs à la construction des aéroports.

Le 11 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 juin 1999. Les CE et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 août 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 1^{er} mai 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- les entités qui avaient passé des marchés pour le projet en question n'étaient pas des entités visées en vertu des dispositions de l'Appendice I de l'AMP relatives à la Corée et n'étaient pas d'une autre façon visées par les obligations contractées par la Corée au titre de l'AMP;

- en raison des réponses incomplètes données par la Corée à certaines questions des États-Unis pendant les négociations relatives à l'accession de la Corée à l'AMP, une erreur avait tout d'abord été faite par les États-Unis au sujet de l'autorité coréenne responsable du projet en question. Toutefois, à la lumière de l'ensemble des faits, le Groupe spécial a estimé qu'il y avait un avertissement de l'existence d'une telle erreur et que les États-Unis auraient au moins dû poser des questions supplémentaires sur ce point avant l'achèvement des négociations;
- les États-Unis n'avaient pas démontré que des avantages raisonnablement attendus dans le cadre de l'AMP, ou des négociations qui avaient conduit à l'accession de la Corée à l'AMP, étaient annulés ou compromis par des mesures prises par la Corée (contraires ou non aux dispositions de l'AMP), au sens de l'article XXII:2 de l'AMP.

À sa réunion du 19 juin 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

48. WT/DS165 - États-Unis - Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. Le 4 mars 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant la décision prise par ce pays de suspendre, à compter du 3 mars 1999, la liquidation des déclarations en douane pour les importations, en provenance des CE, d'une série de produits, dont la valeur globale dépassait 500 millions de dollars sur une base annuelle, et d'imposer l'exigibilité éventuelle de 100 pour cent des droits sur chaque importation de produits affectés. Le 2 mars 1999, les arbitres chargés de déterminer le niveau de suspension des concessions, à la demande des États-Unis et au motif que les CE n'avaient pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD concernant leur régime communautaire applicable aux bananes (WT/DS27), avaient demandé des données additionnelles aux parties et les avaient informées qu'ils n'étaient pas en mesure de publier leur rapport dans le délai de 60 jours prévu par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Les CE soutenaient que la mesure appliquée par les États-Unis à compter du 3 mars 1999 privait les importations américaines des produits en question en provenance des CE du droit de se voir appliquer un taux de droits qui n'était pas plus élevé que le taux consolidé figurant dans la Liste des États-Unis. Elles soutenaient également qu'en exigeant le dépôt d'une caution correspondant à l'exigibilité éventuelle de droits de 100 pour cent, l'Administration des douanes des États-Unis imposait en réalité sur chaque importation des droits de 100 pour cent. Elles soutenaient qu'il y avait violation des articles 3, 21, 22 et 23 du Mémoire d'accord et des articles I^{er}, II, VIII et XI du GATT de 1994. Elles alléguaient également que les avantages résultant du GATT de 1994 étaient annulés ou compromis et que la réalisation des objectifs du Mémoire d'accord et du GATT de 1994 était entravée. Elles avaient demandé la tenue de consultations urgentes au titre de l'article 4:8 du Mémoire d'accord.

Le 11 mai 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 16 juin 1999. L'Équateur, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, la République dominicaine et Sainte-Lucie ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 29 septembre 1999, les CE ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 8 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 17 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- la mesure appliquée par les États-Unis à compter du 3 mars 1999 était destinée à obtenir réparation pour violation des règles de l'OMC et était donc couverte par l'article 23:1 du Mémorandum d'accord;
- en mettant en place cette mesure avant la date prévue par le Mémorandum d'accord, les États-Unis avaient déterminé unilatéralement que le régime communautaire révisé applicable aux bananes et faisant suite à leur régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, constituait une violation des règles de l'OMC, en contravention des articles 23:2 a) et 21:5, première phrase, du Mémorandum d'accord. En agissant ainsi, les États-Unis ne s'étaient pas conformés au Mémorandum d'accord et avaient donc violé l'article 23:1 ainsi que les articles 23:2 a) et 21:5 du Mémorandum d'accord;
- l'obligation de déposer une caution majorée imposée par la mesure du 3 mars 1999 avait entraîné des violations de l'article II:1 a) et II:1 b), première phrase (un membre du Groupe spécial n'était pas d'accord, considérant que cette obligation constituait plutôt une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994);
- les intérêts, coûts et redevances majorés résultant de la mesure du 3 mars constituaient une violation de l'article II:1 b), dernière phrase;
- la mesure en question constituait également une violation de l'article premier du GATT de 1994;
- compte tenu de ces conclusions, la mesure du 3 mars 1999 constituait une suspension de concessions ou d'autres obligations au sens des articles 3:7, 22:6 et 23:2 c) du Mémorandum d'accord imposée sans aucune autorisation de l'ORD et alors qu'une procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 était en cours;
- en suspendant des concessions en pareilles circonstances, les États-Unis ne se sont pas conformés au Mémorandum d'accord et ont donc violé l'article 23:1 ainsi que les articles 3:7, 22:6 et 23:2 c) du Mémorandum d'accord.

Le 12 septembre 2000, les CE ont notifié leur intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 11 décembre 2000, l'Organe d'appel:

- a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en déclarant que la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure prise par un Membre pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD pouvait être déterminée par des arbitres désignés au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord et, par conséquent, a conclu que les déclarations du Groupe spécial sur cette question n'avaient pas d'effet juridique;
- a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en déclarant que "[l]orsqu'un Membre donne effet à la suspension de concessions ou d'autres obligations autorisée par l'ORD, la mesure de ce Membre est compatible avec les règles de l'OMC (elle a été expressément autorisée par l'ORD)" et, par conséquent, a conclu que cette déclaration n'avait pas d'effet juridique;

- a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'obligation de déposer une caution majorée était incompatible avec l'article II:1 a) et II:2 b), première phrase, du GATT de 1994; et
- a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle, en adoptant la mesure du 3 mars, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord.

Étant donné qu'il a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure du 3 mars, mesure en cause dans ce différend, avait cessé d'exister, l'Organe d'appel n'a fait aucune recommandation à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

À sa réunion du 10 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

49. WT/DS166 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. Le 17 mars 1999, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant les mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes. Les CE affirmaient qu'en vertu d'une Proclamation du 30 mai 1998 et d'un Mémorandum de la même date, émanant du Président des États-Unis, les États-Unis avaient appliqué des mesures de sauvegarde définitives sous la forme d'une limitation quantitative à l'importation de gluten de froment en provenance des CE, avec effet au 1^{er} juin 1998. Les CE considéraient que ces mesures étaient contraires aux articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes, à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et aux articles I^{er} et XIX du GATT de 1994.

Le 3 juin 1999, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 26 juillet 1999. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 11 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 31 juillet 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- i) les États-Unis n'avaient pas agi de manière incompatible avec les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes ni avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 lorsqu'ils avaient
 - omis certains renseignements confidentiels dans le rapport publié de la Commission du commerce international; ou
 - déterminé l'existence d'importations en "quantités accrues" et d'un dommage grave.
- ii) la mesure de sauvegarde définitive que les États-Unis avaient imposée sur certaines importations de gluten de froment, en se fondant sur l'enquête qu'ils avaient menée et la détermination qu'ils avaient établie, était incompatible avec les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en ce sens que

- l'analyse du lien de causalité appliquée par la Commission ne lui permettait pas de s'assurer que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé aux importations; et que
- les importations en provenance du Canada (partenaire dans le cadre de l'ALENA) avaient été exclues du champ d'application de la mesure après que les importations de toutes provenances avaient été incluses dans l'enquête aux fins de déterminer l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations (à la suite d'une enquête distincte visant à déterminer si les importations en provenance du Canada représentaient une "part substantielle" des importations totales et si elles "contribuaient de manière importante" au "dommage grave" causé par les importations totales).

Le Groupe spécial a par ailleurs conclu:

- iii) que les États-Unis n'avaient pas notifié immédiatement l'ouverture de l'enquête au titre de l'article 12:1 a), ni la constatation de l'existence d'un dommage grave au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- iv) qu'en notifiant leur décision de prendre la mesure seulement après que celle-ci avait été mise en œuvre, les États-Unis n'avaient pas adressé de notification au titre de l'article 12:1 c) en temps voulu. Pour la même raison, les États-Unis avaient enfreint l'obligation qui était faite à l'article 12:3 de ménager des possibilités adéquates de consultation préalable au sujet de la mesure;
- v) qu'ils avaient aussi enfreint l'obligation qui leur était faite à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes de s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existait en vertu du GATT de 1994 entre eux et les Membres exportateurs qui seraient affectés par cette mesure, conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 26 septembre 2000, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par ce groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 22 décembre 2000, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 4:2 a) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes mais, ce faisant, a infirmé l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, selon laquelle les autorités compétentes étaient tenues d'évaluer uniquement les "facteurs pertinents" énumérés à l'article 4:2 a) de cet accord ainsi que tous autres "facteurs" que "les parties à l'enquête nationale ont clairement évoqués devant [les autorités compétentes] comme étant des facteurs pertinents";
- a infirmé l'interprétation que le Groupe spécial a donnée de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, selon laquelle l'accroissement des importations "à lui seul", "en lui-même et à lui seul", ou "par lui-même", devait pouvoir causer un "dommage grave", ainsi que les conclusions du Groupe spécial relatives à la question du lien de causalité;

- a conclu néanmoins que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes;
- a confirmé les constatations du Groupe spécial, selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:1 a) et 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- a infirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes; a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière compatible avec les obligations qui leur incombait au titre de l'article 12:1 c) de cet accord de notifier "immédiatement" leur décision d'appliquer une mesure de sauvegarde;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes et, par conséquent, a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes;
- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en concluant que la Commission avait "pris en considération la productivité de la branche de production comme le [prescrivait] l'article 4:2 a)" de l'Accord sur les sauvegardes;
- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec le Mémoire d'accord en constatant que la Commission n'était pas tenue d'évaluer le rapport général entre la teneur en protéines du froment et le prix du gluten de froment en tant que "facteur pertinent", au sens de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, durant la période visée par l'enquête postérieure à 1994;
- a constaté que le Groupe spécial n'avait pas agi d'une manière incompatible avec le Mémoire d'accord en ne voulant pas tirer des déductions "défavorables" du refus des États-Unis de communiquer certains renseignements prétendument confidentiels que le Groupe spécial leur avait demandés en vertu de l'article 13:1 du Mémoire d'accord; et
- a constaté que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en constatant que "le rapport de la Commission donne une explication suffisante, motivée et raisonnable s'agissant des "profits et pertes"" et, par conséquent, a infirmé cette constatation; et n'a pas trouvé d'erreur dans l'application du principe de l'économie jurisprudentielle par le Groupe spécial, en ce qu'il n'avait pas examiné les allégations des Communautés européennes au titre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 ainsi qu'au titre de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article premier du GATT de 1994.

À sa réunion du 19 janvier 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

50. WT/DS170 - Canada - Durée de la protection conférée par un brevet

Plainte des États-Unis. Le 6 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Canada concernant la durée des brevets dans ce pays. Les États-Unis alléguaient que l'Accord sur les ADPIC faisait obligation aux Membres d'accorder, pour les brevets, une protection dont la durée était d'au moins 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet. Cette obligation valait aussi pour tous les brevets qui existaient à la date d'application de l'Accord à un Membre. Les États-Unis faisaient valoir qu'en vertu de la Loi canadienne sur les brevets, la durée de protection prévue pour les brevets délivrés sur la base de demandes déposées avant le 1^{er} octobre 1989 était de 17 ans à compter de la date de délivrance du brevet. Ils considéraient que cette situation était incompatible avec les articles 33, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC.

Le 15 juillet 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 22 septembre 1999. Le 13 octobre 1999, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 22 octobre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 5 mai 2000, le Groupe spécial a constaté que:

- en vertu de l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, le Canada était tenu d'appliquer les obligations pertinentes découlant dudit accord aux inventions protégées par des brevets qui étaient en vigueur au 1^{er} janvier 1996, date à laquelle l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur au Canada;
- l'article 45 de la Loi sur les brevets du Canada n'offrait pas une durée de protection qui ne prenait pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt, comme l'exigeait l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, rejetant ainsi, entre autres, l'argument du Canada selon lequel la période de protection de 17 ans conférée par sa Loi sur les brevets était effectivement équivalente à la période de 20 ans prévue par l'Accord sur les ADPIC en raison des délais de traitement moyens des brevets, des délais informels ou légaux, etc.

Le 19 juin 2000, le Canada a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué aux Membres le 18 septembre 2000, l'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le 12 octobre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

51. WT/DS177 et WT/DS178 - États-Unis - Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande

Plaintes de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie.

Le 16 juillet 1999, la Nouvelle-Zélande a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde appliquée par ce pays aux importations de viande d'agneau en provenance de Nouvelle-Zélande (WT/DS177). Celle-ci alléguait qu'en vertu d'une Proclamation présidentielle au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 des États-Unis sur le commerce extérieur, ceux-ci avaient imposé une mesure de sauvegarde

définitive sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée, avec effet au 22 juillet 1999. La Nouvelle-Zélande soutenait que cette mesure était incompatible avec les articles 2, 4, 5, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles I^{er} et XIX du GATT de 1994.

Le 23 juillet 1999, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde définitive appliquée par ce pays aux importations de viande d'agneau (WT/DS178). L'Australie alléguait qu'en vertu d'une Proclamation présidentielle au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 des États-Unis sur le commerce extérieur, ceux-ci avaient imposé une mesure de sauvegarde définitive sous la forme d'un contingent tarifaire à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance d'Australie, avec effet au 22 juillet 1999. L'Australie soutenait que cette mesure était incompatible avec les articles 2, 3, 4, 5, 8, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles I^{er}, II et XIX du GATT de 1994.

Le 14 octobre 1999, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement de groupes spéciaux. Suite à une deuxième demande de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, l'ORD a établi à sa réunion du 19 novembre 1999, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, un groupe spécial unique pour examiner les plaintes WT/DS177 et WT/DS178. Le Canada, les CE, l'Islande et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. L'Australie a réservé ses droits en tant que tierce partie en ce qui concernait la plainte de la Nouvelle-Zélande, alors que la Nouvelle-Zélande a réservé ses droits en tant que tierce partie en ce qui concernait la plainte de l'Australie. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 21 mars 2000. Dans son rapport, distribué le 21 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu que:

- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 en ne démontrant pas en fait l'existence d'une "évolution imprévue" des circonstances;
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes parce que l'ITC, au cours de l'enquête sur la viande d'agneau, avait défini la branche de production nationale comme incluant les producteurs d'intrants en tant que producteurs du produit similaire en cause (c'est-à-dire la viande d'agneau);
- les plaignants n'avaient pas établi que l'approche analytique adoptée par l'ITC pour déterminer l'existence d'une menace de dommage grave, en particulier pour ce qui est de l'analyse prospective et de la période utilisée, était incompatible avec l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes;
- les plaignants n'avaient pas établi que l'approche analytique adoptée par l'ITC pour évaluer tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'elle avait déterminé si l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave à la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie au cours de l'enquête était incompatible avec cette disposition;
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes parce que l'ITC n'avait pas obtenu de données relatives aux producteurs représentant une proportion majeure de la production nationale totale de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie au cours de l'enquête;

- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes parce que la détermination établie par l'ITC au cours de l'enquête sur la viande d'agneau au sujet de la causalité n'avait pas démontré l'existence du lien de causalité requis entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave, en ce sens que la détermination n'avait pas établi que l'accroissement des importations était en lui-même une cause nécessaire et suffisante de la menace de dommage grave et en ce sens que la détermination n'avait pas permis de s'assurer que la menace de dommage grave causée par d'"autres facteurs" n'était pas imputée à l'accroissement des importations;
- en raison des violations susmentionnées de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes, les États-Unis avaient également agi d'une manière incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le 31 janvier 2001, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 1^{er} mai 2001, l'Organe d'appel:

- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 en ne démontrant pas en fait l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances";
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* parce que l'ITC avait défini la "branche de production nationale" concernée comme incluant les éleveurs et les engraisseurs d'agneaux vivants;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'ITC avait établi une détermination concernant la "branche de production nationale" sur la base de données qui n'étaient pas suffisamment représentatives de cette branche; mais a modifié la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient ainsi agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'*Accord sur les sauvegardes* en constatant, plutôt, que les États-Unis avaient ainsi agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) de cet accord;
- a constaté que le Groupe spécial avait correctement interprété le critère d'examen, énoncé à l'article 11 du Mémoire d'accord, qui était approprié pour son examen des allégations formulées au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*; mais a conclu que le Groupe spécial avait fait erreur en appliquant ce critère pour examiner les allégations formulées au sujet de la détermination de l'ITC établissant qu'il existait une menace de dommage grave; et a constaté, en outre, que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'*Accord sur les sauvegardes* parce que le rapport de l'ITC n'expliquait pas de manière adéquate la détermination selon laquelle il existait une menace de dommage grave pour la branche de production nationale;
- a infirmé l'interprétation que le Groupe spécial avait donnée des prescriptions relatives au lien de causalité énoncées dans l'*Accord sur les sauvegardes* mais, pour des raisons différentes, a confirmé la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1

et 4:2 b) de l'Accord parce que la détermination de l'ITC établissant qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave n'avait pas permis de s'assurer que le dommage causé à la branche de production nationale, par des facteurs autres que l'accroissement des importations, n'était pas imputé à cet accroissement;

- a confirmé l'application du principe d'économie jurisprudentielle que le Groupe spécial avait faite en refusant de se prononcer sur l'allégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 5:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*; et
- a refusé de se prononcer sur les appels conditionnels respectifs de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande relatifs aux articles I^{er}, II et XIX:1 a) du GATT de 1994 et aux articles 2:2, 3:1, 5:1, 8:1, 11:1 a) et 12:3 de l'*Accord sur les sauvegardes*.

Le 16 mai 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

52. WT/DS179 - États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée

Plainte de la Corée. Le 30 juillet 1999, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des déterminations préliminaires et finales établies par le Département du commerce de ce pays pour les tôles d'acier inoxydable en rouleaux en provenance de Corée le 4 novembre 1998 et le 31 mars 1999 respectivement et pour les tôles et feuilles d'acier inoxydable en provenance de Corée le 20 janvier 1999 et le 8 juin 1999 respectivement. La Corée considérait que les États-Unis avaient commis dans ces déterminations plusieurs erreurs qui avaient donné lieu à des constatations erronées et à des conclusions incorrectes ainsi qu'à l'imposition, au calcul et à la perception de marges antidumping qui étaient incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des dispositions de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994 et, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des articles 2, 6 et 12 de l'Accord antidumping. La Corée estimait que les États-Unis n'avaient pas agi conformément aux dispositions mentionnées, entre autres, dans le traitement des questions suivantes: certaines ventes à une entreprise en faillite, aux États-Unis; prise en compte de deux périodes distinctes concernant le taux de change pour les ventes à l'exportation; et conversion de la monnaie pour certaines ventes à la valeur normale effectuées en dollars EU.

Le 14 octobre 1999, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande de la Corée, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 novembre 1999. Les CE et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 mars 2000. Dans son rapport, distribué le 22 décembre 2000, le Groupe spécial a conclu que:

- i) en ce qui concernait les "ventes locales":
 - les États-Unis, dans l'enquête sur les *tôles*, n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4.1, du texte introductif de l'article 2.4 ("comparaison équitable"), et de l'article 12.2 de l'Accord antidumping ni avec leurs obligations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994;

- les États-Unis, dans l'enquête sur les *feuilles*, avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping en procédant à une conversion de monnaies qui n'était pas nécessaire;
- ii) en ce qui concernait le traitement des ventes impayées, les États-Unis:
- avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans les deux enquêtes (*tôles* et *feuilles*) en opérant, pour les ventes par le biais d'importateurs non affiliés, des ajustements qui n'étaient pas des ajustements admissibles destinés à tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix;
 - avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans les deux enquêtes (*tôles* et *feuilles*) en opérant, pour les ventes par le biais d'un importateur affilié, des ajustements qui n'étaient pas des ajustements admissibles dans la construction du prix à l'exportation destinés à tenir compte des coûts intervenus entre l'importation et la revente;
- iii) en ce qui concernait les moyennes multiples:
- l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* était incompatible avec la prescription de l'article 2.4.2, à savoir comparer "une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables";
 - l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* n'était pas incompatible avec l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping;
 - l'utilisation par les États-Unis de plusieurs périodes de calcul des moyennes dans les enquêtes sur les *tôles* et les *feuilles* n'était pas incompatible avec la première phrase du texte introductif de l'article 2.4 de l'Accord antidumping ("comparaison équitable");
- iv) dans la mesure où les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ils ont annulé ou compromis des avantages découlant pour la Corée de cet accord.

À sa réunion du 1^{er} février 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

53. WT/DS184 - États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon

Plainte du Japon. Le 18 novembre 1999, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet des déterminations préliminaires et finales du Département du commerce et de la Commission du commerce international des États-Unis dans l'enquête antidumping concernant certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, qui avaient été rendues les 25 et 30 novembre 1998, 12 février, 28 avril et 23 juin 1999. Le Japon considérait que ces déterminations étaient erronées et fondées sur des procédures défectueuses relevant de la Loi tarifaire de 1930 des États-Unis et de la réglementation

connexe. La plainte du Japon concernait également certaines dispositions de la Loi tarifaire de 1930 et la réglementation connexe. Le Japon alléguait qu'il y avait incompatibilité avec les articles VI et X du GATT de 1994 et les articles 2, 3, 6 (y compris l'Annexe II), 9 et 10 de l'Accord antidumping.

Le 11 février 2000, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 24 février 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Japon, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 mars 2000. Le Brésil, le Canada, les CE, le Chili et la Corée ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 9 mai 2000, le Japon a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 24 mai 2000. Dans son rapport, distribué le 28 février 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping dans leur application des "données de fait disponibles" à Kawasaki Steel Corporation (KSC), Nippon Steel Corporation (NSC) et NKK Corporation;
- l'article 735 c) 5) A) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle avait été modifiée, qui prescrivait que le DOC excluait uniquement les marges établies entièrement sur la base des données de fait disponibles pour déterminer un taux résiduel global, était incompatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping et, par conséquent, que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech en ne mettant pas cette disposition en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping; et
- les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping en excluant certaines ventes aux parties affiliées sur le marché intérieur du calcul de la valeur normale sur la base du critère de la libre concurrence. En outre, compte tenu des constatations précédentes, le Groupe spécial a conclu que le remplacement de ces ventes par des ventes à des acheteurs non affiliés en aval était incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping;
- en ce qui concernait les allégations du Japon qui n'étaient pas visées ci-dessus, 1) l'allégation ne relevait pas de son mandat ("pratique générale" concernant les données de fait disponibles défavorables; "pratique générale" consistant à exclure certaines ventes sur le marché intérieur du calcul de la valeur normale), ou 2) vu les considérations relatives à l'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de formuler des constatations.

Le 25 avril 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial. Dans son rapport, distribué le 24 juillet 2001, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial, à l'exception des suivantes:

- il a infirmé la constatation du Groupe spécial sur l'incompatibilité avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping de la méthode appliquée par les États-Unis pour calculer la valeur normale, pour ce qui était de l'utilisation de certaines ventes en aval à des acheteurs indépendants effectuées par les parties affiliées à un exportateur soumis à enquête;

- il a constaté que les données de fait versées au dossier étaient insuffisantes pour permettre de compléter l'analyse de l'allégation formulée par le Japon au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping selon laquelle les États-Unis n'avaient pas procédé à une "comparaison équitable" quand ils avaient utilisé les ventes en aval pour calculer la valeur normale;
- il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping dans leur application de la disposition relative à la production captive lors de leur détermination de l'existence d'un dommage causé à leur branche de production nationale d'acier laminé à chaud;
- il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'ITC avait démontré l'existence, conformément à l'article 3.5 de l'Accord antidumping, d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important causé à cette branche de production; mais a constaté que les données de fait versées au dossier étaient insuffisantes pour permettre de compléter l'analyse de l'allégation relative au lien de causalité formulée par le Japon.

Le 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

54. WT/DS189 - Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie

Plainte des Communautés européennes. Le 26 janvier 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine concernant les mesures antidumping définitives à l'importation de carton en provenance d'Allemagne que ce pays a imposées le 26 février 1999 et les mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie qu'il a imposées le 12 novembre 1999. Les CE ont allégué que l'autorité argentine chargée de l'enquête avait rejeté sans justification une demande de traitement confidentiel adressée par les exportateurs des CE concernant des renseignements commerciaux extrêmement sensibles, qu'elle avait ignoré sans donner d'explication la plupart des renseignements présentés par les exportateurs des CE et qu'elle n'avait pas divulgué les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'imposer des mesures antidumping. Les CE ont estimé que ces mesures étaient incompatibles avec l'Accord antidumping, notamment les articles 2, 6.5, 6.9, 6.10 et l'article 6.8 considéré conjointement avec les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'annexe II de l'Accord antidumping.

Le 14 septembre 2000, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 26 septembre 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des CE, l'ORD a établi, à sa réunion du 17 novembre 2000, un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des CE dont la portée a été restreinte, pour ne concerner que les mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie. Les États-Unis, le Japon et la Turquie ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 12 janvier 2001.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 28 septembre 2001, le Groupe spécial a constaté que:

- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et avec l'annexe II de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte, pour une large part, des renseignements communiqués par les exportateurs en ce qui concernait la

détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, et cela, sans informer les exportateurs des raisons du rejet;

- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping en ne déterminant pas de marge de dumping individuelle pour chaque exportateur inclus dans l'échantillon;
- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ne tenant pas dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques affectant la comparabilité des prix;
- l'Argentine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas aux exportateurs les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.

Le 5 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

55. WT/DS192 - États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan

Plainte du Pakistan. Le 3 avril 2000, le Pakistan a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant une mesure de sauvegarde transitoire appliquée depuis le 17 mars 1999 par ce pays aux fils de coton peignés (relevant de la catégorie 301 des États-Unis) en provenance du Pakistan (voir le *Federal Register* des États-Unis du 12 mars 1999, document 99-6098). Conformément à l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), les États-Unis avaient, le 5 mars 1999, notifié à l'OSpT qu'ils avaient décidé d'appliquer unilatéralement une limitation puisque les consultations sur le point de savoir si la situation appelait cette limitation n'avaient pas débouché sur une solution mutuellement satisfaisante. En avril 1999, l'OSpT a examiné la limitation conformément à l'article 6:10 de l'ATV et a recommandé que les États-Unis la rapportent. Le 28 mai 1999, conformément à l'article 8:10 de l'ATV, les États-Unis ont informé l'OSpT qu'ils ne s'estimaient pas en mesure de se conformer à sa recommandation. Bien que l'OSpT leur ait à nouveau recommandé, au titre de l'article 8:10 de l'ATV, de reconsidérer leur position, ils ont continué d'appliquer leur limitation unilatérale et la question n'a donc pas été résolue.

Le Pakistan a estimé que:

- la sauvegarde transitoire appliquée par les États-Unis était incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:4 de l'ATV et n'était pas justifiée par l'article 6 de l'ATV;
- la limitation ne satisfaisait pas aux prescriptions relatives aux mesures de sauvegarde transitoires énoncées aux paragraphes 2, 3, 4 et 7 de l'article 6 de l'ATV.

Le 3 avril 2000, le Pakistan a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 18 mai 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Pakistan, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 19 juin 2000. L'Inde et les CE ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 30 août 2000.

Dans son rapport, distribué le 31 mai 2001, le Groupe spécial a conclu que la mesure de sauvegarde transitoire (restriction quantitative) que les États-Unis avaient imposée à

l'importation des fils de coton peignés en provenance du Pakistan à compter du 17 mars 1999, et qui avait été prorogée d'un an le 17 mars 2000, était incompatible avec les dispositions de l'article 6 de l'ATV. En particulier, il a constaté que:

- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:2, les États-Unis avaient exclu les fils de coton peignés produits par les producteurs intégrés verticalement pour leur propre usage de la portée de la "branche de production nationale de produits similaires et/ou directement concurrents" par rapport aux fils de coton peignés importés;
- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:4, les États-Unis n'avaient pas examiné l'effet des importations en provenance du Mexique (et peut-être d'autres Membres appropriés) pris individuellement;
- d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 6:2 et 6:4, les États-Unis n'avaient pas démontré que les importations en question "menaçaient réellement" de porter un préjudice grave à la branche de production nationale;
- s'agissant des autres allégations, le Groupe spécial a conclu que le Pakistan n'avait pas établi que la mesure en cause était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6 de l'ATV. En particulier, il a constaté ce qui suit: a) le Pakistan n'avait pas établi que la détermination faite par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave n'était pas justifiée compte tenu des données utilisées par l'autorité américaine chargée de l'enquête; b) le Pakistan n'avait pas établi que la détermination faite par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave n'était pas justifiée s'agissant de l'évaluation par l'autorité américaine chargée de l'enquête des établissements qui avaient cessé de produire des fils de coton peignés; c) le Pakistan n'avait pas établi que les déterminations faites par les États-Unis de l'existence d'un préjudice grave et d'un lien de causalité n'étaient pas justifiées en raison du choix inapproprié de la période couverte par l'enquête et de la période au cours de laquelle étaient apparus le préjudice grave et le lien de causalité;
- le Groupe spécial a recommandé que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre la mesure en cause conforme à leurs obligations au titre de l'ATV, et a suggéré que la meilleure façon d'y parvenir serait de supprimer dans les moindres délais la restriction à l'exportation.

Le 9 juillet 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial. Le 5 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il ne serait pas en mesure de distribuer son rapport à la date d'échéance du délai, le 7 septembre. Ce rapport a été distribué aux Membres le 8 octobre 2001. L'Organe d'appel:

- a constaté que le Groupe spécial avait outrepassé son mandat au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord en prenant en compte les données du Bureau du recensement des États-Unis pour l'année civile 1998;
- a confirmé la constatation du Groupe spécial, figurant au paragraphe 8.1 a) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6:2 de l'ATV en excluant de la portée de la branche de production nationale les fils de coton peignés produits par les producteurs intégrés verticalement pour leur propre usage interne;

- a confirmé la constatation du Groupe spécial, figurant au paragraphe 8.1 b) de son rapport, selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6:4 de l'ATV en n'examinant pas l'effet des importations en provenance du Mexique (et peut-être d'autres Membres appropriés) pris individuellement lorsqu'ils avaient imputé le préjudice grave au Pakistan;
- s'est abstenu de statuer sur la question de savoir si l'article 6:4 de l'ATV exige que le préjudice grave ou la menace réelle de préjudice grave soit imputé à tous les Membres dont proviennent les importations qui en sont la cause et a conclu que l'interprétation du Groupe spécial concernant cette question était sans effet juridique;
- a recommandé que l'ORD demande aux États-Unis de mettre leur mesure en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 5 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

56. WT/DS194 - États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions

Plainte du Canada. Le 19 mai 2000, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis concernant des mesures qui traitaient une restriction à l'exportation d'un produit comme une subvention concernant d'autres produits fabriqués avec le produit soumis à restriction ou incorporant ce produit si le prix intérieur du produit soumis à restriction était affecté par la restriction. Les mesures en cause comprenaient les dispositions de l'Énoncé des mesures administratives accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (H.R. 5110, Doc. 316, Vol. 1, 103d Cong., 2d Sess., 656, en particulier 925-926 (1994)) et l'Explication du Règlement définitif, Département du commerce des États-Unis, Droits compensateurs, Règle définitive (63 *Federal Register*, 65348 et 65349-51 (25 novembre 1998)) portant interprétation de l'article 771 5) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. § 1677 5)) y compris les modifications apportées par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Le Canada estimait que:

- ces mesures étaient incompatibles avec les obligations qui découlaient pour les États-Unis des articles 1.1, 10 (ainsi que des articles 11, 17 et 19 dans la mesure où ils se rapportaient aux prescriptions de l'article 10) et 32.1 de l'Accord SMC parce que ces mesures prévoyaient que les États-Unis imposeraient des droits compensateurs contre des pratiques qui n'étaient pas des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC;
- les États-Unis n'avaient pas fait en sorte d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, comme le prescrivaient l'article 32.5 de l'Accord SMC et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

Le 24 juillet 2000, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 4 août 2000, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande du Canada, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 11 septembre 2000. L'Australie, les CE et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 23 octobre 2000. Dans son rapport, distribué le 29 juin 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- une restriction à l'exportation, selon la définition donnée dans le présent différend, ne pouvait pas constituer une fourniture de biens à laquelle les pouvoirs publics avaient chargé ou ordonné de procéder, au sens de l'alinéa iv), et par conséquent, ne constituait pas une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) de l'Accord SMC; et
- l'article 771 5) B) iii), lu à la lumière de l'Énoncé et du Préambule du Règlement des États-Unis en matière de droits compensateurs n'était pas incompatible avec l'article 1.1 de l'Accord SMC du fait qu'il "prescri[vait] l'imposition de droits compensateurs à l'encontre de pratiques qui [n'étaient] pas des subventions au sens de l'article 1.1";
- en ce qui concernait les allégations du Canada qui n'avaient pas été examinées ci-dessus, en vertu de considérations relatives à l'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié de faire des constatations à leur sujet. En conséquence, le Groupe spécial n'a formulé aucune recommandation concernant les obligations découlant pour les États-Unis de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'OMC.

Le 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial.

B. RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL ET DE GROUPES SPÉCIAUX SUR LA MISE EN CONFORMITÉ (ARTICLE 21:5) ADOPTÉS

1. WT/DS18/RW - Australie - Mesures visant les importations de saumons

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS18). Le Canada a demandé, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, que le groupe spécial initial détermine si les mesures prises par l'Australie pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 28 juillet 1999, l'ORD a accepté la demande du Canada et a renvoyé la question devant le groupe spécial initial pour qu'il détermine la compatibilité des mesures de mise en œuvre avec les règles de l'OMC. Les CE, les États-Unis et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. L'ORD a également soumis à arbitrage la demande de suspension de concessions présentée par le Canada, compte tenu de la contestation par l'Australie du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité et le choix de l'arbitre ont été arrêtés le 7 septembre 1999.

Le 18 février 2000, le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a constaté que:

- en raison des retards qui étaient intervenus dans l'entrée en vigueur de plusieurs mesures de mise en œuvre, lesquels allaient au-delà de l'expiration du délai raisonnable accordé à l'Australie pour procéder à la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, aucune mesure de mise en conformité n'existait au sens de l'article 21:5 du Mémoire d'accord pour ce qui était d'un certain nombre de produits visés et de certaines périodes spécifiques. Par conséquent, au cours de ces périodes, l'Australie n'avait pas mis sa mesure en conformité avec l'Accord SPS, au sens de l'article 22:6 du Mémoire d'accord;
- l'Australie, en restreignant les importations et la levée de la quarantaine aux seuls produits à base de saumons qui étaient "prêts à cuire", ainsi que cette expression était

définie expressément, maintenait des mesures sanitaires qui n'étaient pas "établies sur la base d'une évaluation des risques, ce qui était contraire aux dispositions des articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial a également considéré que cela était contraire aux dispositions de l'article 5:6 dudit accord;

- enfin, l'Australie avait enfreint les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS en raison d'une mesure promulguée par le gouvernement de la Tasmanie, laquelle interdisait effectivement l'importation de certains produits à base de saumons canadiens dans la plus grande partie de la Tasmanie sans être établie sur la base d'une évaluation des risques et sans preuves scientifiques suffisantes.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité.

2. WT/DS27/RW - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS27). Le 15 décembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 pour déterminer que les mesures de mise en œuvre des CE devaient être présumées conformes aux règles de l'OMC tant qu'elles n'étaient pas mises en cause selon les procédures prévues par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 18 décembre 1998, l'Équateur a demandé le rétablissement du groupe spécial initial pour examiner si les mesures prises par les CE pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 12 janvier 1999, l'ORD a décidé de reconvoquer le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, pour examiner les demandes de l'Équateur et des CE. La Jamaïque, le Nicaragua, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, la Dominique, Sainte-Lucie, Maurice et Saint-Vincent ont indiqué qu'ils souhaitaient s'associer en tant que tierces parties à ces deux demandes, tandis que l'Équateur et l'Inde ont fait part de leur intérêt en tant que tierces parties en ce qui concernait seulement la demande des CE. La composition des Groupes spéciaux de la mise en conformité a été arrêtée le 18 janvier 1999. Les rapports des deux Groupes spéciaux de la mise en conformité ont été distribués le 12 avril 1999. L'ORD les a adoptés à sa réunion du 6 mai 1999.

Le Groupe spécial établi à la demande des CE, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a constaté que, puisque l'Équateur avait effectivement contesté la compatibilité avec l'OMC des mesures prises par les Communautés européennes aux fins de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, il ne pouvait pas partager l'avis des CE selon lequel il devait être présumé qu'elles se conformaient aux recommandations de l'ORD.

Le Groupe spécial établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a constaté que les mesures de mise en œuvre prises par les CE en conformité avec les recommandations de l'ORD n'étaient pas pleinement compatibles avec les obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC. Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, a été adopté par l'ORD le 6 mai 1999.

3. WT/DS46/RW et WT/DS46/RW/2 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS46). Le 23 novembre 1999, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, invitant ledit

groupe à constater que le Brésil n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Canada et le Brésil sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 17 décembre 1999.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. Le Groupe spécial a constaté que les mesures prises par le Brésil pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD étaient inexistantes ou n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions. Lorsqu'il est arrivé à cette conclusion, il a nettement rejeté le moyen de défense allégué par le Brésil selon lequel les versements PROEX étaient autorisés au titre du point k) de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions, ajoutant que si un Membre de l'OMC était confronté à un crédit à l'exportation qui avait été accordé à des conditions qu'il ne pouvait pas égaler d'une manière compatible avec l'Accord SMC, le bon réflexe dans ces cas-là consistait à contester ce crédit à l'exportation dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial d'examen. Dans son rapport, distribué aux Membres le 9 mai 2000, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD du fait de la poursuite de l'émission par le Brésil d'obligations NTN-I, après le 18 novembre 1999, en exécution de lettres d'engagement émises avant le 18 novembre 1999. Il a également confirmé les constatations du Groupe spécial d'examen selon lesquelles les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient prohibés par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et n'étaient pas justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative du même accord. Il a donc confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 4 août 2000, celui-ci a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

Le 22 janvier 2001, le Canada a demandé à l'ORD de porter de nouveau la question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 16 février 2001, l'ORD a porté la question devant le Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et la Corée ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Dans son rapport, distribué le 26 juillet 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- il n'avait pas été établi que le PROEX III, en tant que tel, était incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;
- le PROEX III, en tant que tel, était justifié en vertu du second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation contenue dans l'Annexe I de l'Accord SMC;
- le PROEX III ne pouvait pas être justifié en vertu du premier paragraphe du point susmentionné.

À sa réunion du 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial concernant ce deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord.

4. WT/DS58/RW - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes

(Pour le détail de l'affaire, voir la série de documents WT/DS58). Le 12 octobre 2000, au motif que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre de façon appropriée les recommandations de l'ORD, la Malaisie a demandé que la question soit portée devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Elle estimait, en particulier, que, en ne rapportant pas la prohibition à l'importation et en ne prenant pas les mesures nécessaires pour autoriser l'importation sans restriction de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, le Canada, les CE, l'Équateur, l'Inde, le Japon, le Mexique, le Pakistan, la Thaïlande et Hong Kong, Chine ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 8 novembre 2000.

Dans son rapport, distribué le 15 juin 2001, le Groupe spécial a conclu que:

- la mesure que les États-Unis avaient adoptée pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD contrevenait à l'article XI:1 du GATT de 1994;
- au vu des recommandations et décisions de l'ORD, l'article 609 de la Loi générale n° 101-162, tel qu'il était mis en œuvre aux termes des Directives révisées du 8 juillet 1999 et tel qu'il avait été appliqué jusque-là par les autorités des États-Unis, était justifié au regard de l'article XX du GATT de 1994 aussi longtemps que les conditions énoncées dans les constatations figurant dans le présent rapport, en particulier la poursuite d'efforts sérieux de bonne foi en vue de parvenir à un accord multilatéral, continuaient d'être réunies;
- si l'une ou l'autre des conditions mentionnées précédemment cessait d'être remplie, les recommandations de l'ORD pourraient ne plus être respectées. En pareille circonstance, l'une ou l'autre des parties plaignantes dans l'affaire initiale pourrait être habilitée à avoir de nouveau recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord.

Le 23 juillet 2001, la Malaisie a notifié à l'ORD son intention de faire appel du rapport susmentionné. Elle a demandé, en particulier, que l'Organe d'appel examine la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure des États-Unis en cause ne constituait pas une discrimination injustifiable ou arbitraire entre les pays où les mêmes conditions existaient et faisait donc partie des mesures autorisées au titre de l'article XX du GATT de 1994 aussi longtemps que les conditions énoncées dans les constatations figurant dans le rapport du Groupe spécial, en particulier la poursuite d'efforts sérieux de bonne foi en vue de parvenir à un accord multilatéral, continuaient d'être réunies.

Le 19 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la distribution de son rapport serait retardée. Dans son rapport, distribué aux Membres le 22 octobre 2001, l'Organe d'appel a confirmé les constatations contestées du Groupe spécial. Étant donné qu'il a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure des États-Unis est maintenant appliquée d'une façon qui satisfait aux prescriptions de l'article XX du GATT de 1994, l'Organe d'appel s'est abstenu de faire des recommandations. Le 21 novembre 2001, l'ORD a

adopté le rapport de l'Organe d'appel et celui du Groupe spécial, tel que confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

5. WT/DS70/RW - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS70). Le 23 novembre 1999, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, parce qu'il considérait que le Canada n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Brésil et le Canada sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 17 décembre 1999.

Dans son rapport, distribué le 9 mai 2000, le Groupe spécial de la mise en conformité a constaté:

- i) que le Canada avait mis en œuvre la recommandation de l'ORD visant à ce que le Canada retire l'aide accordée par le Programme Partenariat Technologique Canada (PTC) au secteur canadien des aéronefs de transport régional dans un délai de 90 jours;
- ii) mais que le Canada n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD visant à ce que le Canada retire l'aide accordée par le Compte du Canada au secteur canadien des aéronefs de transport régional dans un délai de 90 jours.

S'agissant de cette dernière constatation, il a considéré que les mesures prises par le Canada n'étaient pas suffisantes pour garantir que les futures opérations du Compte du Canada dans le secteur des aéronefs de transport régional seraient conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement de l'OCDE, et par là même rempliraient les conditions requises pour bénéficier du refuge offert par le point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Il a donc conclu que les mesures prises par le Canada ne garantissaient pas que lesdites opérations du Compte du Canada ne seraient pas des subventions à l'exportation prohibées.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial de la mise en conformité. Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial d'examen avait commis une erreur en refusant d'examiner l'un des arguments du Brésil selon lequel le programme PTC révisé était incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Toutefois, il a également constaté que le Brésil n'avait pas démontré que ledit programme était incompatible avec l'article 3.1 a) et, par conséquent, qu'il n'avait pas établi que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, à sa réunion du 4 août 2000. Le Canada a fait savoir qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant le Programme Compte du Canada.

6. WT/DS99/RW - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS99). Le 9 mars 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle estimait que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD n'étaient pas compatibles avec l'Accord antidumping, ni avec l'article X:1 du GATT de 1994. Elle a donc demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Le 6 avril 2000, la Corée a réitéré sa demande. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 11 mai 2000.

Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD la solution mutuellement satisfaisante qu'elles avaient trouvée à la question, qui prévoyait l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

7. WT/DS103/RW et WT/DS113/RW - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers

(Pour le détail de l'affaire, voir la série de documents WT/DS103). Le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé à l'ORD de soumettre cette question au Groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1^{er} mars 2001, l'ORD a soumis cette question au Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 12 avril 2001.

Dans son rapport, distribué le 11 juillet 2001, le Groupe spécial de la mise en conformité a conclu que le Canada, du fait de son régime LEC et du maintien de la classe spéciale de lait 5 d), avait agi de manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture, en accordant des subventions à l'exportation - au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture - qui excédaient les niveaux d'engagement en matière de quantités qui étaient indiqués dans sa Liste pour les exportations de fromage en ce qui concernait l'année de commercialisation 2000/01.

Le 4 septembre 2001, le Canada a formé un recours auprès de l'Organe d'appel au sujet du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité. Ce recours concerne en particulier la constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures canadiennes en question constituent des subventions à l'exportation au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture. Le Canada a estimé que la constatation du Groupe spécial selon laquelle les ventes de lait d'exportation commerciale constituent des versements financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics est fondée sur des constatations erronées relatives à des points de droit et à des interprétations connexes du droit concernant l'interprétation et l'application dudit article 9:1 c).

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 3 décembre 2001. L'Organe d'appel a infirmé les constatations du Groupe spécial de la mise en conformité selon lesquelles la fourniture de LEC par les producteurs de lait nationaux aux transformateurs de

lait nationaux donnent lieu à des "versements" à l'exportation de lait "qui sont financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics" au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture. L'Organe d'appel a conclu qu'à la lumière des constatations factuelles faites par le Groupe spécial et des faits incontestés figurant dans le dossier du Groupe spécial, il n'était pas en mesure d'achever l'analyse des allégations formulées par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis au titre des articles 9:1 c) ou 10:1 de l'Accord sur l'agriculture, ni de l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article 3.1 de l'Accord SMC. À sa réunion du 18 décembre 2001, l'Organe d'appel a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

8. WT/DS126/RW - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles

(Pour le détail de cette affaire, voir la série de documents WT/DS126). Le 4 octobre 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'à leur avis les mesures prises par l'Australie pour se conformer à ses décisions et recommandations n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions, ni avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et ils ont donc demandé que le Groupe spécial initial soit reconvoqué conformément à l'article 21:5 dudit mémorandum. À sa réunion du 14 octobre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 1^{er} novembre 1999.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres le 21 janvier 2000. Le Groupe spécial a déterminé que l'Australie avait manqué à son obligation de retirer les subventions prohibées dans un délai de 90 jours. L'ORD a adopté le rapport du groupe spécial d'examen le 11 février 2000. Le 24 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concernait la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial d'examen.

9. WT/DS132/RW - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé que l'ORD porte la question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, afin de déterminer si le Mexique avait correctement mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE, la Jamaïque et Maurice ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Les États-Unis et le Mexique ont informé l'ORD qu'ils examinaient des procédures mutuellement acceptables au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord en rapport avec cette question. Le 13 novembre 2000, la composition du Groupe spécial a été arrêtée.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a distribué son rapport le 22 juin 2001. Le Groupe spécial a conclu que l'imposition par le Mexique de droits antidumping définitifs sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis sur la base de la nouvelle détermination du SECOFI était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping puisque l'examen inadéquat de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, et la prise en considération inadéquate de l'effet potentiel de l'accord de limitation allégué que contient la détermination concernant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations, n'étaient pas compatibles avec les dispositions de l'article 3.1, 3.4, 3.7 et 3.7 i) de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a donc considéré que le Mexique n'avait pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de

l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 24 juillet 2001, le Mexique a fait appel du rapport susmentionné. En particulier, le Mexique a demandé à l'Organe d'appel d'examiner et d'infirmier les conclusions du Groupe spécial selon lesquelles l'imposition par le Mexique de droits antidumping définitifs sur les importations de SHTF en provenance des États-Unis sur la base de la nouvelle détermination du SECOFI était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping puisque

- l'examen adéquat de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale et la prise en considération inadéquate de l'effet potentiel de l'accord de limitation allégué que contient la détermination concernant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations ne sont pas compatibles avec les dispositions de l'article 3.1, 3.4, 3.7 et 3.7 i) de l'Accord antidumping, et
- le Mexique n'a donc pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping;
- et le Mexique a annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis dudit accord.

Selon le Mexique, ces conclusions sont fondées sur des questions de droit sur lesquelles le Groupe spécial a fait erreur et sur des interprétations juridiques erronées de diverses dispositions de l'Accord antidumping et du Mémoire d'accord.

Le 20 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la publication de son rapport serait retardée. Le rapport a été distribué aux Membres le 22 octobre 2001. L'Organe d'appel a confirmé les constatations contestées du Groupe spécial et a par conséquent recommandé à l'ORD de demander au Mexique de rendre la mesure antidumping qu'il a adoptée conforme aux obligations résultant pour lui de l'Accord. Le 21 novembre 2001, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

VI. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RAPPORTS ADOPTÉS

Pour la teneur des rapports, voir la section V du présent document: Examens de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel terminés.

1. WT/DS2 et WT/DS4 - États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules

Plaintes du Venezuela et du Brésil. Les États-Unis ont annoncé qu'ils mettraient en œuvre les recommandations de l'ORD le 19 août 1997, à la fin du délai raisonnable de 15 mois.

2. WT/DS8, WT/DS10 et WT/DS11 - Japon - Taxes sur les boissons alcooliques

Plaintes des Communautés européennes, du Canada et des États-Unis. Le 24 décembre 1996, les États-Unis ont demandé un arbitrage contraignant, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, afin de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre par le Japon des recommandations de l'Organe d'appel.

Dans son rapport, distribué aux Membres le 14 février 1997, l'arbitre a estimé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations était de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 1^{er} février 1998. Le Japon a proposé des modalités de mise en œuvre qui ont été acceptées par les plaignants.

3. WT/DS18 - Australie - Mesures visant les importations de saumons

Plainte du Canada. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, l'Australie a informé l'ORD qu'elle était résolue à mettre ses recommandations en œuvre et souhaitait débattre de cette mise en œuvre avec les plaignants.

Le 24 décembre 1998, le Canada a demandé un arbitrage, conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord, afin de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. L'arbitre a décidé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre était de huit mois; il a donc expiré le 6 juillet 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 23 février 1999. Le 28 juillet 1999, le Canada a demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard de l'Australie en raison du fait que celle-ci n'avait pas satisfait aux recommandations de l'ORD sur ce point. Dans le même temps, le Canada a demandé, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, que le groupe spécial initial détermine si les mesures prises par l'Australie pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. L'Australie a informé l'ORD que, dans le cas où il approuverait la demande présentée par le Canada au titre de l'article 22:2, elle souhaitait demander un arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, au sujet du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. L'ORD a accepté la demande du Canada et a renvoyé la question devant le groupe spécial initial pour qu'il détermine la compatibilité des mesures de mise en œuvre avec les règles de l'OMC. Les CE, les États-Unis et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. L'ORD a également soumis à arbitrage la demande de suspension de concessions présentée par le Canada, compte tenu de la contestation par l'Australie du niveau de l'annulation des avantages subie par le Canada. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité et le choix de l'arbitre ont été arrêtés le 7 septembre 1999. Le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord a été distribué aux Membres. À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité.

4. WT/DS24 - États-Unis - Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles

Plainte du Costa Rica. À la réunion de l'ORD du 10 avril 1997, les États-Unis ont indiqué que la mesure contestée était arrivée à échéance le 27 mars 1997 et n'avait pas été prorogée, ce qui signifiait que les États-Unis s'étaient immédiatement conformés aux recommandations de l'ORD.

5. WT/DS26 et WT/DS48 - Communautés européennes - Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)

Plaintes des États-Unis et du Canada. Le 8 avril 1998, le défendeur a demandé que le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. L'arbitre a conclu que le délai raisonnable pour cette mise en œuvre était de 15 mois à compter de la date d'adoption (c'est-à-dire à compter du 13 février 1998). Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 29 mai 1998.

Le délai accordé pour la mise en œuvre a été fixé par arbitrage à 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; il a donc expiré le 13 mai 1999. Les CE se sont engagées à se conformer aux recommandations de l'ORD dans ce délai. À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, les CE ont informé celui-ci qu'elles envisageaient d'offrir une compensation, car elles ne pourraient probablement pas se conformer à ses recommandations et décisions pour le 13 mai 1999.

Le 3 juin 1999, les États-Unis et le Canada ont demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des CE, à hauteur de 202 millions de dollars EU et de 75 millions de dollars canadiens respectivement. Les CE, conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord, ont demandé un arbitrage sur le niveau de la suspension demandée par les États-Unis et le Canada. L'ORD a renvoyé la question du niveau de la suspension devant le groupe spécial initial pour arbitrage.

Les arbitres ont estimé le niveau de l'annulation subie par les États-Unis à 116,8 millions de dollars EU et le niveau de l'annulation subie par le Canada à 11,3 millions de dollars canadiens. Le rapport des arbitres a été distribué aux Membres le 12 juillet 1999. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a autorisé les États-Unis et le Canada à suspendre des concessions à l'égard des CE d'un montant déterminé par les arbitres comme étant équivalent au niveau de l'annulation d'avantages qu'ils avaient subie.

6. WT/DS27 - Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes

Plaintes de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et des États-Unis.

Le 17 novembre 1997, les plaignants ont demandé que le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'arbitre a conclu que le délai raisonnable pour cette mise en œuvre était de 15 mois et une semaine à compter de la date d'adoption des rapports; il a donc expiré le 1^{er} janvier 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 7 janvier 1998.

Le 18 août 1998, suite à la révision de la législation communautaire, les plaignants ont demandé des consultations avec les CE (sans préjudice de leurs droits au titre de l'article 21:5) pour régler leur désaccord au sujet de la compatibilité avec l'OMC des mesures introduites par les CE pour se conformer prétendument aux recommandations et décisions du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, les CE ont annoncé qu'elles avaient adopté le deuxième règlement visant à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD, et que le nouveau système serait pleinement applicable à compter du 1^{er} janvier 1999. Le 15 décembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 pour déterminer que les mesures de mise en œuvre des CE devaient être présumées conformes aux règles de l'OMC tant qu'elles n'étaient pas mises en cause selon les procédures prévues par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 18 décembre 1998, l'Équateur a demandé le rétablissement du groupe spécial initial au titre de l'article 21:5 pour examiner si les mesures prises par les CE pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD étaient compatibles avec les règles de l'OMC. À sa réunion du 12 janvier 1999, l'ORD a décidé de reconvoquer le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, pour examiner les demandes de l'Équateur et des CE.

Le 14 janvier 1999, les États-Unis, conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, ont demandé l'autorisation de l'ORD pour suspendre des concessions à l'égard des CE à hauteur de 520 millions de dollars EU. À la réunion de l'ORD du 29 janvier 1999, les CE, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, ont demandé un arbitrage sur le niveau de la suspension de concessions demandée par les États-Unis. L'ORD a porté la question du niveau de la suspension devant le groupe spécial initial pour arbitrage. Conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, l'ORD a reporté la demande de suspension de concessions des États-Unis jusqu'à la détermination, par arbitrage, du niveau approprié de la suspension de concessions.

Dans le cadre de la procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, rendue nécessaire par la contestation par les CE du niveau de suspension demandé par les États-Unis (520 millions de dollars EU), les arbitres ont constaté que ce niveau n'était pas équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie en raison du fait que le nouveau régime des CE applicable aux bananes n'était pas pleinement compatible avec l'OMC. En conséquence, les arbitres ont déterminé que le niveau de l'annulation des avantages subie par les États-Unis était de 191,4 millions de dollars EU. Le rapport des arbitres et les rapports des Groupes spéciaux ont été distribués aux parties le 6 avril 1999 et aux Membres les 9 et 12 avril 1999 respectivement. Le 9 avril 1999, les États-Unis ont demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord, d'autoriser la suspension de concessions à l'égard des Communautés européennes d'un niveau équivalent à celui de l'annulation ou de la réduction des avantages, à savoir 191,4 millions de dollars EU. Le 19 avril 1999, l'ORD a autorisé les États-Unis à suspendre des concessions à l'égard des Communautés européennes, comme ils l'avaient demandé.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité établi à la demande de l'Équateur, conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, a été adopté par l'ORD le 6 mai 1999. Le 8 novembre 1999, l'Équateur a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre l'application à l'égard des CE de concessions ou d'autres obligations y relatives au titre de l'Accord sur les ADPIC, de l'AGCS et du GATT de 1994, conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, à hauteur de 450 millions de dollars EU. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, les CE ont demandé conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, un arbitrage sur le niveau de la suspension demandée par l'Équateur. L'ORD a renvoyé ces questions devant le groupe spécial initial pour arbitrage. Conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, l'ORD a différé la demande de suspension des concessions présentée par l'Équateur jusqu'à la détermination, par arbitrage, du niveau approprié de la suspension.

Toujours à la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, les CE ont présenté à l'ORD leur proposition de réforme du régime applicable aux bananes, qui prévoit un processus en deux étapes comprenant un système de contingents tarifaires pendant plusieurs années. Ce système devrait ensuite être remplacé par un régime exclusivement tarifaire le 1^{er} janvier 2006 au plus tard. Cette proposition inclut la décision de poursuivre les discussions avec les parties intéressées au sujet des systèmes de répartition des licences possibles dans le cadre du régime de contingents tarifaires. Si l'on ne parvient pas à trouver un système applicable, la proposition concernant un régime de contingents tarifaires transitoire ne serait pas maintenue et il serait envisagé d'engager des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 en vue de remplacer le système actuel par un régime exclusivement tarifaire. À la réunion de l'ORD du 24 février 2000, les CE ont expliqué qu'il continuait d'y avoir des divergences de vues entre les principales parties concernées et que, de ce fait, aucune conclusion ne pouvait être convenue.

Le rapport d'arbitrage (sur demande de suspension de concessions présentée par l'Équateur) a été distribué aux Membres le 24 mars 2000. Les arbitres ont estimé que le niveau de l'annulation et de la réduction d'avantages subies par l'Équateur s'élevait à 201,6 millions de dollars EU par an. Ils ont estimé que l'Équateur pouvait demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations dans le cadre du GATT de 1994 (hormis en ce qui concernait les biens d'équipement et les produits primaires utilisés comme intrants dans le secteur manufacturier et l'industrie de transformation); dans le cadre de l'AGCS en ce qui concernait les "services de commerce de gros" (CPC 622) dans le secteur principal des services de distribution; et, dans la mesure où la suspension demandée dans le cadre du GATT de 1994 et de l'AGCS était insuffisante pour atteindre le niveau de l'annulation et de la réduction d'avantages déterminé par les arbitres, dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concernait les secteurs ci-après de cet accord: Section 1 (Droit d'auteur et droits connexes); article 14 (Protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion); Section 3 (Indications géographiques); Section 4 (Dessins et modèles industriels). Les arbitres ont aussi indiqué que, conformément à l'article 22:3 du Mémoire d'accord, l'Équateur devrait d'abord chercher à suspendre des concessions ou d'autres obligations en ce qui concernait les mêmes secteurs que ceux dans lesquels le Groupe spécial reconvoqué au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord à la demande de l'Équateur avait constaté des violations, c'est-à-dire le GATT de 1994 et les services de distribution dans le cadre de l'AGCS. Le 8 mai 2000, l'Équateur a demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord, l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des CE pour un montant équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie, à savoir 201,6 millions de dollars EU. Le 18 mai 2000, l'ORD a autorisé l'Équateur à suspendre des concessions à l'égard des Communautés européennes.

À la réunion de l'ORD du 27 juillet 2000, les Communautés européennes ont indiqué, concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, qu'elles avaient commencé à examiner la possibilité de gérer les contingents tarifaires proposés dans l'ordre d'arrivée des demandes, parce que les négociations avec les parties intéressées au sujet de l'attribution des contingents tarifaires sur la base des courants d'échanges traditionnels étaient dans une impasse. Elles ont également indiqué que leur examen porterait notamment sur un régime exclusivement tarifaire et ses conséquences. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, les CE ont déclaré qu'elles finalisaient leur processus interne de prise de décision en vue de mettre en œuvre le nouveau régime d'importation de bananes. À cette fin, les CE estimaient que, pendant une période de transition, leur nouveau régime applicable aux bananes devrait être régi par la fixation de contingents tarifaires, administrés dans l'ordre d'arrivée des demandes. Avant la fin de cette période de transition, les CE engageraient des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT en vue de l'établissement d'un système exclusivement tarifaire. Le 1^{er} mars 2001, les CE ont fait savoir à l'ORD que, le 29 janvier 2001, le Conseil de l'Union européenne avait adopté le Règlement (CE) n° 216/2001 modifiant le Règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane. Les modifications apportées dans le cadre du Règlement n° 216/2001 du Conseil prévoient la mise en place de trois contingents tarifaires ouverts à toutes les importations quelle qu'en soit l'origine: 1) un premier contingent tarifaire de 2 200 000 tonnes au taux de 75 euros par tonne, consolidé dans le cadre de l'OMC; 2) un deuxième contingent, autonome, de 353 000 tonnes, au taux de 75 euros par tonne; 3) un troisième contingent, autonome, de 850 000 tonnes, au taux de 300 euros par tonne. Les importations en provenance des pays ACP seront admises en franchise de droits. Compte tenu des obligations contractées à leur égard et de la nécessité de leur garantir des conditions de concurrence adéquates, ces pays bénéficieront d'une préférence tarifaire limitée à 300 euros par tonne au maximum. Ces contingents tarifaires constituent une mesure transitoire devant aboutir finalement à un régime uniquement tarifaire. D'après les CE, des progrès substantiels ont été faits en ce qui concerne

les mesures d'application nécessaires pour administrer les trois contingents tarifaires suivant l'ordre d'arrivée des demandes".

Le 3 mai 2001, les CE ont fait savoir à l'ORD que des discussions approfondies avec les États-Unis et l'Équateur, ainsi qu'avec d'autres pays fournisseurs de bananes, y compris les autres coplaignants, avaient permis d'arriver à une communauté de vues sur les moyens de régler le différend de longue date concernant le régime d'importation des bananes des CE. Conformément à l'article 16 1) du Règlement (CE) n° 404/93 (modifié par le Règlement du Conseil (CE) n° 216/2001), les CE introduiront un régime uniquement tarifaire pour les importations de bananes au plus tard le 1^{er} janvier 2006. Des négociations au titre de l'article XXVIII du GATT seront engagées en temps utile à cet effet. Pendant la période intérimaire, à compter du 1^{er} juillet 2001, les CE mettront en place un régime d'importation fondé sur trois contingents tarifaires, qui seront attribués en fonction des licences antérieures.

Le 22 juin 2001, les CE ont notifié un "Mémorandum d'accord sur les bananes conclu entre les CE et les États-Unis" le 11 avril 2001, et un "Mémorandum d'accord sur les bananes conclu entre les CE et l'Équateur" le 30 avril 2001. Conformément à ces Mémorandums d'accord conclus avec les États-Unis et l'Équateur, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs, qui se présente comme suit:

- 1) à compter du 1^{er} juillet 2001, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs tel qu'il est exposé à l'annexe de chacun des Mémorandums;
- 2) dès que possible ultérieurement, sous réserve de l'approbation du Conseil et du Parlement européen et de l'adoption de la dérogation à l'article XIII, les CE mettront en œuvre un régime d'importation fondé sur les certificats antérieurs, tel qu'il est exposé à l'annexe de chacun des Mémorandums.

La Commission s'efforcera d'obtenir la mise en œuvre d'un tel régime d'importation dès que possible. Conformément au Mémorandum d'accord conclu avec les CE, les États-Unis,

- i) à la mise en œuvre du régime d'importation décrit au point 1) ci-dessus, suspendront provisoirement l'imposition des droits majorés;
- ii) à la mise en œuvre du régime d'importation décrit au point 2) ci-dessus, mettront fin à l'imposition des droits majorés;
- iii) pourront imposer de nouveau les droits majorés si le régime d'importation décrit au point 2) n'entre pas en vigueur d'ici au 1^{er} janvier 2002; et
- iv) lèveront leur réserve concernant la dérogation à l'article premier du GATT de 1994 que les CE ont demandée pour l'accès préférentiel sur leur territoire de produits originaires des États ACP signataires de l'Accord de Cotonou; et s'emploieront activement à faciliter l'acceptation d'une demande présentée par les CE en vue d'obtenir une dérogation à l'article XIII du GATT de 1994 nécessaire à la gestion du contingent C dans le cadre du régime d'importation décrit au point 2) ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2005.

Conformément au Mémorandum d'accord conclu entre les CE et l'Équateur:

- i) l'Équateur prend note du fait que la Commission européenne examinera le commerce des bananes issues de l'agriculture biologique et présentera un rapport sur la question d'ici au 31 décembre 2004;
- ii) à la mise en œuvre du régime d'importation, le droit qu'a l'Équateur de suspendre des concessions ou d'autres obligations vis-à-vis des CE, à un niveau ne dépassant pas 201,6 millions de dollars EU par an, viendra à expiration;
- iii) l'Équateur lèvera sa réserve concernant la dérogation à l'article premier du GATT de 1994 que les CE ont demandée pour l'accès préférentiel sur leur territoire de produits originaires des États ACP signataires de l'Accord de Cotonou; et il s'emploiera activement à faciliter l'acceptation d'une demande présentée par les CE en vue d'obtenir une dérogation à l'article XIII du GATT de 1994 nécessaire à la gestion du contingent C dans le cadre du régime d'importation décrit au paragraphe C 2) jusqu'au 31 décembre 2005.

Les CE ont notifié les Mémoires en tant que solutions convenues d'un commun accord au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. L'Équateur et les États-Unis ont tous deux indiqué que les Mémoires ne constituaient pas des solutions convenues d'un commun accord au sens de l'article 3:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et qu'il serait prématuré de retirer cette question de l'ordre du jour des réunions de l'ORD. À la réunion de l'ORD du 25 septembre 2001, l'Équateur a fait une déclaration dans laquelle il critiquait la proposition de la Commission visant à réformer l'organisation commune des marchés du secteur de la banane en application des Mémoires d'accord susmentionnés.

Le 4 octobre 2001, les CE ont distribué un rapport de situation sur la mise en œuvre dans lequel elles indiquaient qu'elles continuaient à travailler activement sur les instruments juridiques requis pour la gestion des trois contingents tarifaires après le 1^{er} janvier 2002. De plus, elles indiquaient que, depuis la dernière réunion de l'ORD, aucun progrès n'avait été observé en ce qui concernait la demande de dérogation présentée par les CE et les États ACP. Les CE faisaient savoir par ailleurs que, s'il devait ne pas y avoir de progrès à la réunion du Conseil du commerce des marchandises qui devait se tenir le 5 octobre 2001, les CE et les États ACP seraient sûrement contraints de réévaluer tous les aspects de la situation. À la réunion de l'ORD du 15 octobre 2001, les CE ont rappelé que la procédure d'examen de la demande de dérogation avait été débloquée à la réunion du Conseil du commerce des marchandises le 5 octobre 2001, et se sont déclarées disposées à mener des travaux et des discussions avec toutes les parties intéressées au cours de cet examen. L'Équateur a dit que, si la dérogation était limitée à ce qui était nécessaire durant l'application du régime d'importation transitoire, elle pourrait être accordée rapidement. Le Guatemala a dit qu'il examinerait attentivement les résultats des mesures prises par les CE et a demandé que ce point reste inscrit à l'ordre du jour des réunions de l'ORD. Le Honduras a noté que les CE avaient l'obligation de décrire les mesures qui seraient appliquées après 2005. Il a par ailleurs répété qu'il craignait que les droits des pays en développement ne soient pas respectés. Le Panama a appuyé la déclaration du Honduras et a demandé instamment aux CE de prendre en considération les préoccupations des exportateurs sud-américains de bananes. Les États-Unis se sont déclarés satisfaits du fait que la procédure d'examen de la demande de dérogation avait été engagée et espéraient qu'elle serait rapidement terminée. Sainte-Lucie a dit que la déclaration du Honduras selon laquelle les CE ne respectaient pas les droits de certains pays en développement n'était pas exacte. Elle s'est félicitée de l'ouverture de la procédure d'examen et espérait que les divergences actuelles seraient bientôt résolues. À la réunion de l'ORD du 5 novembre 2001, les CE ont fait savoir que le Groupe de travail chargé d'examiner les demandes de dérogation présentées par les CE et les États ACP avait avancé dans ses

travaux. L'Équateur a dit que les préférences tarifaires qui seraient appliquées par les CE reproduiraient les mêmes incompatibilités que celles du régime d'importation des bananes. Le Honduras a indiqué qu'il fallait veiller à ce que la portée de la dérogation n'aille pas au-delà de ce qui était nécessaire à la mise en œuvre du nouveau régime. Le Panama a dit que même si la dérogation était accordée, le différend ne serait pas réglé.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les CE se sont félicitées que les deux dérogations aient été octroyées par la Conférence ministérielle, celles-ci constituant la condition préalable à la mise en œuvre de la phase II des Mémoires d'accord conclus avec les États-Unis et l'Équateur. Les CE ont fait observer que le règlement mettant en œuvre la phase II serait adopté le 19 décembre 2001, et entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2002. L'Équateur, le Honduras, le Panama et la Colombie ont pris note des progrès réalisés et ont demandé des renseignements aux CE sur les licences d'importation octroyées par l'un des États membres des CE d'une manière qui était incompatible avec les Mémoires d'accord.

7. WT/DS31 - Canada - Certaines mesures concernant les périodiques

Plainte des États-Unis. Les parties sont convenues que le délai accordé pour la mise en œuvre serait de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 30 octobre 1998. Le Canada a retiré la mesure contestée.

8. WT/DS33 - États-Unis - Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés

Plainte de l'Inde. Les États-Unis ont annoncé que la mesure avait été levée le 22 novembre 1996, avant que le Groupe spécial n'achève ses travaux. Par conséquent, aucun problème de mise en œuvre ne s'est posé.

9. WT/DS34 - Turquie - Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements

Plainte de l'Inde. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, la Turquie a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 7 janvier 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Turquie des recommandations et décisions de l'ORD prendrait fin le 19 février 2001. Conformément à l'accord conclu, la Turquie devait également s'abstenir de rendre plus restrictives les restrictions visant les importations de textiles et de vêtements spécifiques en provenance de l'Inde, augmenter le volume des contingents ouverts à l'Inde pour certains produits textiles et vêtements spécifiques et accorder à ce pays un traitement qui ne serait pas moins favorable que celui qu'elle accordait à tout autre Membre en ce qui concernait l'élimination ou la modification des restrictions quantitatives portant sur tout produit visé par cet accord.

Le 6 juillet 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord concernant la mise en œuvre par la Turquie des conclusions et recommandations adoptées par l'ORD sur la question. Conformément à l'accord, la Turquie est convenue de

- 1) lever les restrictions quantitatives qu'elle appliquait aux catégories de produits textiles 24 et 27 pour ce qui était des importations en provenance de l'Inde, au plus tard le 30 juin 2001 ou à la date de la signature de l'accord;
- 2) réduire les taux d'application de droits de douane suivant les modalités exposées en détail dans l'annexe de l'accord, cela au plus tard le 30 septembre 2001;

- 3) s'efforcer de se conformer rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD.

Conformément à l'accord, la compensation accordée devait rester effective jusqu'à ce que la Turquie supprime toutes les restrictions quantitatives qu'elle appliquait au 1^{er} janvier 1996 aux importations des 19 catégories de produits textiles et de vêtements en provenance de l'Inde.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, l'Inde a fait une déclaration concernant l'absence de notification par la Turquie des réductions tarifaires effectuées dans le cadre du processus de mise en œuvre.

10. WT/DS46 - Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs

Plainte du Canada. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Brésil a annoncé qu'il avait retiré les mesures en question dans un délai de 90 jours et qu'il avait donc mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

Le 23 novembre 1999, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, invitant ledit groupe à constater que le Brésil n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Canada et le Brésil sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres le 9 mai 2000.

Le 10 mai, le Canada a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre, en ce qui concernait le Brésil, l'application de concessions ou d'autres obligations au titre du GATT, de l'Accord sur les textiles et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, pour un montant de 700 millions de dollars canadiens par an, conformément à l'article 4.10 de l'Accord sur les subventions et à l'article 22:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial d'examen. À la réunion de l'ORD du 22 mai 2000, le Brésil a également présenté une demande d'arbitrage, au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord et de l'article 4.11 de l'Accord sur les subventions, pour déterminer si les contre-mesures demandées par le Canada étaient appropriées. L'ORD a soumis cette question à l'arbitrage du groupe spécial initial, étant entendu qu'aucune contre-mesure ne serait envisagée en attendant le rapport de l'Organe d'appel et jusqu'à la parution du rapport d'arbitrage.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. L'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD du fait de la poursuite de l'émission par le Brésil d'obligations NTN-I, après le 18 novembre 1999, en exécution de lettres d'engagement émises avant le 18 novembre 1999. Il a également confirmé les constatations du Groupe spécial d'examen selon lesquelles les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient prohibés par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et n'étaient pas justifiés au titre du point k) de la Liste exemplative du même accord. Il a donc confirmé la conclusion du Groupe spécial d'examen selon laquelle le Brésil n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. À sa réunion du 4 août 2000, celui-ci a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

Le Brésil a fait part de son intention de mettre les futures opérations PROEX en conformité avec les recommandations de l'ORD. Le rapport des arbitres a été distribué aux Membres le 28 août 2000. Les arbitres ont constaté que les contre-mesures appropriées en l'espèce s'élevaient à 344,2 millions de dollars canadiens par an. Ils ont constaté que le Canada pourrait demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions tarifaires ou d'autres obligations au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. À la réunion de l'ORD du 12 décembre 2000, le Canada a reçu de l'ORD, conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4.10 de l'Accord SMC, l'autorisation de suspendre l'application, à l'égard du Brésil, de concessions tarifaires ou d'autres obligations au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, portant sur des échanges d'un montant maximal de 344,2 millions de dollars canadiens par an. Le 12 décembre 2000, le Brésil a informé l'ORD des modifications qu'il avait apportées aux mesures en cause dans cette affaire et a allégué qu'il avait mis le PROEX en conformité avec ses obligations au regard de l'Accord SMC. Le Canada est d'avis que le Brésil continue de manquer à ses obligations au regard de l'Accord SMC. Selon lui, il y a désaccord entre le Canada et le Brésil sur le point de savoir si les mesures que ce dernier a prises pour se conformer aux recommandations et décisions formulées par l'ORD le 20 août 1999 et le 4 août 2000 lui ont permis de se mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord SMC et ont conduit au retrait des subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX.

Le 22 janvier 2001, le Canada a demandé à l'ORD de porter de nouveau la question devant le Groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 16 février 2001, l'ORD a porté la question devant le Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et la Corée ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le rapport du Groupe spécial a été distribué le 26 juillet 2001. À sa réunion du 23 août 2001, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial concernant ce deuxième recours à l'article 21:5 du Mémoire d'accord.

11. WT/DS50 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 22 avril 1998, les parties ont annoncé qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de 15 mois à compter de la date d'adoption des rapports; ce délai a donc expiré le 16 avril 1999. L'Inde s'était engagée à se conformer aux recommandations de l'ORD dans le délai prévu. À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, l'Inde a présenté son rapport de situation final sur la mise en œuvre, dans lequel elle annonçait que la législation visant à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD avait été adoptée.

12. WT/DS54, WT/DS55, WT/DS59 et WT/DS64 - Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile

Plaintes des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon. L'Indonésie a indiqué qu'elle avait l'intention de se conformer aux recommandations de l'ORD dans le délai autorisé par l'article 21 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 8 octobre 1998, les CE, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par l'Indonésie des recommandations et décisions de l'ORD était de 12 mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial; ce délai a donc expiré le 23 juillet 1999. Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 7 décembre 1998.

Dans une communication datée du 15 juillet 1999, l'Indonésie a informé l'ORD qu'elle avait publié, le 24 juin 1999, une nouvelle politique concernant l'industrie automobile (la Politique automobile de 1999), qui mettait effectivement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en la matière.

13. WT/DS56 - Argentine - Certaines mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 22 juin 1998, l'Argentine a annoncé qu'elle était arrivée à un accord avec les États-Unis au sujet de la mise en œuvre, en vertu duquel l'Argentine ramènerait la taxe de statistique à 0,5 pour cent d'ici au 1^{er} janvier 1999 et limiterait les droits spécifiques sur les textiles et les vêtements à 35 pour cent au maximum d'ici au 19 octobre 1998. À la réunion de l'ORD du 26 mai 1999, l'Argentine a annoncé que le Décret n° 108/99, en vertu duquel les montants maximaux convenus avec les États-Unis seraient appliqués à toutes les opérations d'importation soumises à la taxe de statistique, entrerait en vigueur le 30 mai 1999.

14. WT/DS58 - États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes

Plainte de l'Inde, de la Malaisie, du Pakistan et de la Thaïlande. Le 25 novembre 1998, les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient résolus à mettre ses recommandations en œuvre et souhaitaient débattre de cette mise en œuvre avec les plaignants. Les parties au différend ont annoncé qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de 13 mois à compter de la date d'adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial; ce délai a donc expiré le 6 décembre 1999. Le 22 décembre 1999, la Malaisie et les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à un mémorandum d'accord au sujet d'éventuelles procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD. Ils ont noté qu'ils avaient publié des directives révisées de mise en œuvre de la législation relative aux crevettes et aux tortues, qui visaient i) à permettre une plus grande flexibilité dans l'examen de la comparabilité des programmes étrangers et du programme des États-Unis et ii) à établir un calendrier et des procédures pour les décisions en matière de certification. Les États-Unis ont également indiqué qu'ils s'étaient efforcés et s'efforçaient encore d'engager des négociations avec les gouvernements des pays de la région de l'océan Indien concernant la protection des tortues marines dans cette région. Enfin, ils ont déclaré qu'ils avaient offert et continuaient à offrir aux gouvernements intéressés une formation technique à la conception, à la construction, à l'installation et au fonctionnement des DET. Voir également la section VI.B du présent document.

Le 12 octobre 2000, la Malaisie a demandé que la question soit portée devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, estimant que, en ne rapportant pas la prohibition à l'importation et en ne prenant pas les mesures nécessaires pour autoriser l'importation sans restriction de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes, les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 9 juillet 2001, les États-Unis ont notifié leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le

Groupe spécial. Le 5 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD qu'il ne serait pas en mesure de distribuer son rapport à la date d'échéance du délai, le 7 septembre. En conséquence, ce rapport devrait être distribué au plus tard le 8 octobre 2001.

15. WT/DS69 - Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles

Plainte du Brésil. Les CE et le Brésil ont annoncé, à la réunion de l'ORD du 21 octobre 1998, qu'ils étaient convenus mutuellement d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre, qui serait la période allant jusqu'au 31 mars 1999.

16. WT/DS70 - Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils

Plainte du Brésil. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Canada a annoncé qu'il avait retiré les mesures en question dans un délai de 90 jours et qu'il avait donc mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le 23 novembre 1999, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, parce qu'il considérait que le Canada n'avait pas pris de mesures pour se conformer pleinement aux décisions et recommandations adoptées par l'ORD. Le Brésil et le Canada sont parvenus à un accord au sujet des procédures qui seraient applicables conformément aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions. À sa réunion du 9 décembre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. L'Australie, les CE et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres le 9 mai 2000. Le Groupe spécial a conclu que les mesures prises par le Canada ne garantissaient pas que les opérations du Compte du Canada ne seraient pas des subventions à l'exportation prohibées.

Le 22 mai 2000, le Brésil a notifié son intention de faire appel de certaines questions de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial d'examen. Dans son rapport, distribué aux Membres le 9 mai 2000, l'Organe d'appel a constaté que le Brésil n'avait pas établi que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, à sa réunion du 4 août 2000. Le Canada a fait savoir qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD concernant le Programme du compte du Canada.

17. WT/DS75 et WT/DS84 - Corée - Taxes sur les boissons alcooliques

Plaintes des Communautés européennes et des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 19 mars 1999, la Corée a fait savoir à l'ORD, comme le prévoit l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qu'elle examinait les options pour la mise en œuvre de ses recommandations. Le 9 avril 1999, les deux plaignants ont demandé séparément, conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord, que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Corée des recommandations de l'ORD soit déterminé par arbitrage. Le 23 avril 1999, les trois parties au différend ont informé conjointement l'ORD qu'elles avaient désigné d'un commun accord un arbitre chargé de déterminer le délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'elles étaient convenues que l'arbitre devrait rendre sa décision le 7 juin 1999 au plus tard. Le 4 juin 1999, l'arbitre a déterminé que le délai raisonnable était de onze mois et deux semaines, à savoir jusqu'au 31 janvier 2000. À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, la Corée a déclaré qu'elle estimait avoir pleinement mis en œuvre les

décisions et recommandations de l'ORD en modifiant la Loi relative à la taxe sur les alcools et la Loi relative à la taxe scolaire, et en imposant des taux uniformes de 72 pour cent pour la taxe sur les alcools et de 30 pour cent pour la taxe scolaire sur toutes les boissons alcooliques distillées, sur une base non discriminatoire.

18. WT/DS76 - Japon - Mesures visant les produits agricoles

Plainte des États-Unis. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, le Japon a informé l'ORD le 13 avril 1999 qu'il étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Dans une communication conjointe, les deux parties ont informé l'ORD, le 15 juin 1999, qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de neuf mois et 12 jours à compter de la date d'adoption des rapports, à savoir du 19 mars au 31 décembre 1999.

Le 31 décembre 1999, le Japon a éliminé la prescription relative aux essais par variété ainsi que le "Guide expérimental", conformément aux décisions adoptées par l'ORD. À la réunion de l'ORD du 14 janvier 2000, le Japon a également déclaré qu'il procédait à des consultations avec les États-Unis au sujet d'une nouvelle méthode de quarantaine pour les produits qui faisaient l'objet d'une prohibition à l'importation car ils étaient hôtes du carpocapse. À la réunion de l'ORD du 24 février 2000, le Japon a indiqué qu'il comptait aboutir à une solution mutuellement satisfaisante avec les États-Unis au sujet d'une nouvelle méthode de quarantaine.

Le 23 août 2001, le Japon et les États-Unis ont notifié à l'ORD qu'ils étaient arrivés à une solution mutuellement satisfaisante au sujet des conditions de la levée des prohibitions à l'importation des fruits et noix en cause dans le différend.

19. WT/DS79 - Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des Communautés européennes. L'Inde a indiqué, à la réunion de l'ORD du 21 octobre 1998, qu'elle avait besoin d'un délai raisonnable pour se conformer aux recommandations de l'ORD et qu'elle avait l'intention de tenir des consultations avec les CE pour convenir d'un délai mutuellement acceptable. À la réunion de l'ORD du 25 novembre 1998, l'Inde a lu une déclaration rédigée conjointement avec les CE, par laquelle les deux parties indiquaient que le délai de mise en œuvre dont elles étaient convenues dans le différend en question serait le même que celui qui avait été fixé dans un différend similaire soumis par les États-Unis (WT/DS50). À la réunion de l'ORD du 28 avril 1999, l'Inde a présenté son rapport de situation final sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant l'affaire WT/DS50. Dans ce rapport, également applicable à l'affaire WT/DS79, elle annonçait que la législation visant à mettre en œuvre ces recommandations et décisions avait été adoptée.

20. WT/DS87 et WT/DS110 - Chili - Taxes sur les boissons alcooliques

Plainte des Communautés européennes. Le 11 février 2000, le Chili a informé l'ORD qu'il étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations, tout en faisant observer que toute modification des lois fiscales devait être approuvée par le Congrès et qu'il demanderait donc un délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD. Le 15 mars 2000, le Chili a demandé, conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage.

Le rapport de l'arbitre a été distribué aux Membres le 23 mai 2000. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que

le délai raisonnable imparti au Chili pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD n'excédait pas 14 mois et neuf jours à compter du 12 janvier 2000, c'est-à-dire que le Chili avait jusqu'au 21 mars 2001 pour promulguer et faire entrer en vigueur une loi modifiant comme il convenait la législation fiscale pertinente.

À la réunion de l'ORD du 1^{er} février 2001, le Chili a annoncé que la législation de mise en œuvre avait été adoptée à une nette majorité à la fois à la Chambre des députés et au Sénat, et qu'elle entrerait pleinement en vigueur dès qu'elle aurait été promulguée par le Président de la République et publiée au Journal officiel. Dans le cadre de cette réforme législative, le taux actuel de 27 pour cent sera maintenu pour le Pisco et le même taux sera appliqué aux autres boissons alcooliques à compter du 21 mars 2003. Dans l'intervalle, la taxe appliquée à ces alcools sera progressivement ramenée à 27 pour cent.

21. WT/DS90 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 14 octobre 1999, l'Inde a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, tout en appelant l'attention sur la suggestion du Groupe spécial selon laquelle le délai raisonnable pour la mise en œuvre en l'espèce pourrait être supérieur à 15 mois compte tenu d'une part de la pratique du FMI, du Comité de la balance des paiements et des groupes spéciaux du GATT et de l'OMC, qui consiste à accorder des périodes plus longues pour l'élimination des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, et d'autre part du statut de pays en développement Membre de l'Inde.

Le 28 décembre 1999, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient parvenues à un accord sur le délai raisonnable pour la mise en œuvre par l'Inde des recommandations et décisions formulées par l'ORD. Ce délai raisonnable devait prendre fin le 1^{er} avril 2000, sauf pour certaines positions tarifaires devant être notifiées aux États-Unis par l'Inde, pour lesquelles le délai raisonnable devait prendre fin le 1^{er} avril 2001. Conformément à cet accord, l'Inde devait accorder également aux États-Unis un traitement non moins favorable que celui qu'elle accordait à tout autre Membre pour ce qui était de l'élimination ou de la modification des restrictions quantitatives portant sur tout produit visé par cet accord. À la réunion de l'ORD du 27 juillet 2000, l'Inde a indiqué qu'elle avait notifié aux États-Unis les positions tarifaires pour lesquelles le délai raisonnable expirerait le 1^{er} avril 2001 et que pour les autres produits, elle avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD pour le 1^{er} avril 2000. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2001, l'Inde a indiqué qu'à compter du 1^{er} avril 2001, elle avait éliminé les restrictions quantitatives à l'importation concernant les 715 positions restantes et qu'en conséquence elle avait mis en œuvre les recommandations formulées par l'ORD en l'espèce. Les États-Unis se sont félicités de la mesure prise par l'Inde et ont dit qu'ils souhaitaient poser certaines questions à ce pays dans les jours suivants.

22. WT/DS98 - Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers

Plainte des Communautés européennes. Le 11 février 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Le 21 mars 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre par la Corée des recommandations de l'ORD, délai qui a expiré le 20 mai 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle avait levé sa mesure de sauvegarde le 20 mai 2000 et qu'elle avait ainsi mis en œuvre les recommandations qu'il avait formulées dans le cadre de la présente affaire.

23. WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée

Plainte de la Corée. Le 13 avril 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils étudiaient les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. À la réunion de l'ORD du 26 juillet 1999, les deux parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai de mise en œuvre de huit mois à compter de la date d'adoption du rapport, à savoir à partir du 19 mars 1999. Le délai raisonnable pour la mise en œuvre a donc expiré le 19 novembre 1999.

À la réunion de l'ORD du 27 janvier 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils estimaient avoir mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Ils ont rappelé que le Département du commerce avait modifié l'article 351.222 b) dans lequel le critère "peu probable" avait été supprimé et le critère "nécessaire" de l'Accord antidumping ajouté. Le Département avait ensuite publié, le 4 novembre 1999, les résultats finals de la nouvelle détermination dans le troisième réexamen administratif, concluant que, comme une reprise du dumping était probable, il fallait maintenir l'ordonnance antidumping.

Le 9 mars 2000, la Corée a informé l'ORD qu'elle estimait que les mesures prises par les États-Unis pour se conformer aux décisions et recommandations de l'ORD n'étaient pas compatibles avec l'Accord antidumping, ni avec l'article X:1 du GATT de 1994. Elle a donc demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Le 6 avril 2000, la Corée a réitéré sa demande. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie.

Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD la solution mutuellement satisfaisante qu'elles avaient trouvée à la question, qui prévoyait l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

24. WT/DS103 et WT/DS113 - Canada - Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers

Plaintes des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. À la réunion de l'ORD du 19 novembre 1999, le Canada a fait part de son intention de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Le 23 décembre 1999, le Canada a informé l'ORD que, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et après être convenu de prolonger les délais prévus à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, il était arrivé à un accord avec les États-Unis et la Nouvelle-Zélande sur quatre périodes distinctes à lui accorder pour qu'il applique un processus de mise en œuvre par étapes. Conformément à cet accord, le Canada devait mener à bien la dernière étape du processus de mise en œuvre au plus tard le 31 décembre 2000. Le 11 décembre 2000, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont informé l'ORD qu'ils étaient convenus de prolonger le délai raisonnable jusqu'au 31 janvier 2001.

Le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé à l'ORD de soumettre cette question au Groupe spécial initial, si possible, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1^{er} mars 2001, l'ORD a soumis cette question au

Groupe spécial initial. L'Australie, les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Toujours le 16 février 2001, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont également demandé à l'ORD, conformément à l'article 22:2 du Mémoire d'accord, l'autorisation de suspendre, à l'égard du Canada, l'application de concessions tarifaires et d'obligations connexes au titre du GATT de 1994 portant, dans les deux cas, sur des échanges d'un montant de 35 millions de dollars EU sur une base annuelle. Le 28 février 2001, le Canada a contesté le niveau de la suspension et a demandé que la question soit soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 1^{er} mars 2001, l'ORD a soumis la question à arbitrage.

25. WT/DS108 - États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, les États-Unis ont informé l'ORD, le 7 avril 2000, qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD en respectant leurs obligations dans le cadre de l'OMC. À la demande des États-Unis, l'ORD, à sa réunion du 12 octobre 2000, a modifié le délai de mise en œuvre de façon qu'il prenne fin le 1^{er} novembre 2000. Le 17 novembre 2000, les États-Unis ont déclaré qu'en adoptant, le 15 novembre 2000, la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux, ils avaient mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. À la même date, les CE ont déclaré qu'à leur avis, les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD et ont demandé aux États-Unis d'engager avec elles des consultations au titre des articles 4 et 21:5 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, de l'article 4 de l'Accord SMC, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article XXIII:1 du GATT de 1994. Le 17 novembre également, les CE ont demandé à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées et de suspendre des concessions conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22:2 du Mémoire d'accord.

Conformément à un accord conclu entre les parties au différend, les États-Unis demanderaient un arbitrage en ce qui concernait la demande des CE, qui serait suspendu jusqu'à ce que le groupe spécial reconstitué se soit prononcé sur la conformité de la nouvelle législation des États-Unis avec les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Le 27 novembre 2000, les États-Unis ont demandé que la question soit soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord.

Le 7 décembre 2000, les CE ont fait savoir à l'ORD que les consultations n'avaient pas permis de régler le différend et demandaient l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 20 décembre, l'ORD a décidé de soumettre la question au groupe spécial initial. Le 21 décembre 2000, conformément à un accord conclu entre les parties, les États-Unis et les CE ont demandé conjointement à l'arbitre au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord de suspendre la procédure d'arbitrage jusqu'à l'adoption du rapport du Groupe spécial ou, en cas d'appel, jusqu'à l'adoption du rapport de l'Organe d'appel. L'arbitrage a donc été suspendu.

Le 20 août 2001, le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité a été distribué aux Membres. Le Groupe spécial a conclu que la législation FSC modifiée était toujours incompatible avec les articles 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC, avec les articles 10:1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture et avec l'article III:4 du GATT de 1994.

26. WT/DS114 - Canada - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques

Plainte des Communautés européennes et de leurs États membres. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Canada a informé l'ORD, le 25 avril 2000, qu'il demanderait un délai raisonnable pour mettre en œuvre ses recommandations. Les parties n'ayant pas pu arriver à une solution mutuellement satisfaisante quant au "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, malgré une prolongation mutuellement convenue du délai prévu à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord, les Communautés européennes et leurs États membres ont demandé, le 9 juin 2000, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a déterminé, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, que le délai raisonnable pour permettre au Canada de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD était de six mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial et que ce délai raisonnable prendrait par conséquent fin le 7 octobre 2000. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, le Canada a informé les Membres qu'il avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD à compter du 7 octobre 2000.

27. WT/DS121 - Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, l'Argentine a informé l'ORD, le 11 février 2000, que la mesure de sauvegarde resterait en vigueur jusqu'au 25 février 2000, et qu'à cette date, les mesures visant à assurer la conformité aux recommandations et aux décisions de l'ORD seraient adoptées.

28. WT/DS122 - Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne

Plainte de la Pologne. La Thaïlande a informé l'ORD qu'elle s'efforçait de déterminer qu'elle était la meilleure manière de se conformer aux recommandations formulées par l'ORD en l'espèce et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. La Pologne a réitéré sa position, affirmant que, pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD en l'espèce, la Thaïlande devrait abroger les droits actuellement en vigueur. Si cela n'était pas fait, la Pologne aurait recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. La Pologne était disposée à engager des consultations avec la Thaïlande au sujet d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. Le 25 mai 2001, les parties au différend ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues que le délai raisonnable serait de six mois et 15 jours; ce délai a donc expiré le 20 octobre 2001.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, la Thaïlande a annoncé qu'elle avait entièrement mis en œuvre les recommandations de l'ORD dans l'affaire "Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne". La Pologne a déclaré qu'elle ne pouvait accepter la façon dont la Thaïlande avait mis en œuvre les recommandations de l'ORD parce qu'elle s'attendait à ce que les mesures en question soient soit annulées soit modifiées. De l'avis de la Pologne, la Thaïlande n'a fait que modifier la raison pour laquelle les mesures étaient imposées. La Pologne a réservé ses droits au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

Le 18 décembre 2001, la Thaïlande et la Pologne ont conclu un accord concernant d'éventuelles procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord. Conformément à cet accord, la Pologne est convenue, au cas où elle engagerait des

procédures au titre des articles 21:5 et 22 du Mémoire d'accord, d'engager des procédures complètes au titre de l'article 21:5 avant toute procédure au titre de l'article 22.

29. WT/DS126 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles

Plainte des États-Unis. Le 17 septembre 1999, l'Australie a fait savoir à l'ORD qu'elle avait mis en œuvre ses recommandations et décisions. Le 4 octobre 1999, les États-Unis ont informé l'ORD qu'à leur avis les mesures prises par l'Australie pour se conformer à ses décisions et recommandations n'étaient pas compatibles avec l'Accord sur les subventions, ni avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et ils ont donc demandé que le groupe spécial initial soit reconvoqué conformément à l'article 21:5 dudit mémoire d'accord. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Les États-Unis et l'Australie sont parvenus à un accord concernant certaines procédures devant être appliquées en l'espèce au titre des articles 21 et 22. Cet accord prévoyait, entre autres choses, que l'Australie ne souleverait aucune exception de procédure contre l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, tandis que les États-Unis ne demanderaient pas l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:2 du Mémoire d'accord, avant que le groupe spécial d'examen n'ait distribué son rapport. Il a également été convenu qu'aucune des deux parties ne ferait appel du rapport du Groupe spécial.

À sa réunion du 14 octobre 1999, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE et le Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition du Groupe spécial de la mise en conformité a été arrêtée le 1^{er} novembre 1999. Dans son rapport, distribué aux Membres le 21 janvier 2000, le Groupe spécial de la mise en conformité a déterminé que l'Australie ne s'était pas conformée aux recommandations de l'ORD dans un délai de 90 jours et n'avait donc pas pris de mesures pour appliquer la recommandation de l'ORD dans le différend en question. L'ORD a adopté le rapport du groupe spécial d'examen le 11 février 2000. Le 24 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante en ce qui concernait la mise en œuvre des constatations du Groupe spécial d'examen.

30. WT/DS132 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis

Plainte des États-Unis. Conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le Mexique a informé l'ORD, le 20 mars 2000, qu'il étudiait des moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Il a également indiqué qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre ses recommandations. Le 19 avril 2000, les parties ont informé l'ORD que, conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord, elles étaient convenues d'un délai raisonnable à accorder au Mexique pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. Ce délai a expiré le 22 septembre 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, le Mexique a indiqué qu'il avait publié le 20 septembre 2000 sa détermination finale dans le cadre de l'enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis et qu'il s'était ainsi conformé aux recommandations du Groupe spécial. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils examineraient la détermination finale du Mexique.

Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé que l'ORD porte la question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe

spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE, la Jamaïque et Maurice ont réservé leur droit de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Les États-Unis et le Mexique ont informé l'ORD qu'ils examinaient des procédures mutuellement acceptables au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord en rapport avec cette question.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a distribué son rapport le 22 juin 2001. Il a considéré que le Mexique n'avait pas mis en œuvre la recommandation du Groupe spécial initial et de l'ORD l'invitant à rendre sa mesure conforme à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 24 juillet 2001, le Mexique a fait appel du rapport susmentionné. Le 20 septembre 2001, l'Organe d'appel a informé l'ORD que la publication de son rapport serait retardée. Celui-ci devrait être distribué au plus tard le lundi 22 octobre 2001.

31. WT/DS136 et WT/DS162 - États-Unis - Loi antidumping de 1916

Plaintes des Communautés européennes et du Japon. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis ont également déclaré qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'ils procéderaient à des consultations avec les CE et le Japon sur la question. Le 17 novembre 2000, les CE et le Japon ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord. L'arbitre a fait distribuer son rapport le 28 février 2001. Il a décidé que le délai raisonnable en l'espèce était de dix mois et que ce délai arriverait donc à expiration le 26 juillet 2001. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a accepté la proposition des États-Unis visant à proroger le délai raisonnable pour la mise en œuvre jusqu'à la fin de la session en cours du Congrès des États-Unis, ou jusqu'au 31 décembre 2001 si cette date était antérieure. Cette prorogation avait été convenue avec les parties au différend.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les États-Unis ont informé l'ORD qu'en juillet 2001 l'Administration américaine avait soumis au Congrès des États-Unis une proposition de loi mettant en œuvre les recommandations de l'ORD. Ils ont ajouté que la session du Congrès n'ayant pas encore été clôturée l'Administration américaine continuait à s'employer à faire adopter son projet de loi. Le Japon a appelé instamment les États-Unis à achever la mise en œuvre dans le délai raisonnable imparti. Toutefois, si les États-Unis ne se conformaient pas à leurs obligations, le Japon ferait usage de ses droits au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord. Les CE ont également indiqué que, si les États-Unis ne se conformaient pas aux recommandations de l'ORD, elles n'auraient d'autre choix que de demander l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:2 du Mémoire d'accord.

32. WT/DS138 - États-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 5 juillet 2000, les États-Unis ont annoncé qu'ils estimaient avoir mis en œuvre les recommandations de l'ORD au sujet de l'affaire concernant leur ordonnance frappant de droits compensateurs certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni. Donnant suite à cette affaire, les CE ont déposé une nouvelle plainte concernant le maintien en vigueur par les États-Unis de droits compensateurs selon la méthode relative aux "aliénations d'entreprise". Pour le détail de l'affaire, voir le différend WT/DS212.

33. WT/DS139 et WT/DS142 - Canada - Certaines mesures concernant l'industrie automobile

Plaintes du Japon et des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Canada a informé l'ORD, le 19 juillet 2000, qu'il se conformerait à ses recommandations. L'une d'elles prévoyait que le Canada retire la subvention jugée incompatible avec l'article 3:1 a) de l'Accord sur les subventions dans un délai de 90 jours. Le 4 août 2000, le Japon et les Communautés européennes ont demandé, au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord, que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage. L'arbitre a déterminé que le "délai raisonnable" était de huit mois à compter de la date d'adoption du rapport de l'Organe d'appel et du rapport du Groupe spécial, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Le "délai raisonnable" devait par conséquent expirer le 19 février 2001. À la réunion de l'ORD du 12 mars 2001, le Canada a indiqué que, depuis le 18 février 2001, il s'était conformé aux recommandations de l'ORD.

34. WT/DS141 - Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance de l'Inde

Plainte de l'Inde. À la réunion de l'ORD du 5 avril 2001, les CE ont indiqué qu'elles avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations formulées par l'ORD en l'espèce et qu'elles auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. L'Inde a dit que les CE pouvaient mener le processus de mise en œuvre à terme très rapidement. Le 26 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de cinq mois et deux jours, à savoir du 12 mars 2001 au 14 août 2001.

Les CE ont modifié leur règlement antidumping dans le délai imparti; mais, à la réunion de l'ORD du 23 août 2001, l'Inde a déclaré que, de son point de vue, le nouveau règlement ne rendait pas la législation communautaire pleinement conforme aux recommandations de l'ORD.

Le 13 septembre 2001, l'Inde et les CE ont informé l'ORD qu'elles étaient parvenues à un accord concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Aux termes de cet accord, si l'Inde, sur la base des résultats de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord qu'elle pourrait engager, décide d'entamer une procédure au titre de l'article 22, les CE n'affirmeront pas que l'Inde ne peut pas le faire parce que sa demande a été présentée en dehors du délai de 30 jours.

35. WT/DS155 - Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 12 mars 2001, l'Argentine a indiqué qu'elle avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. Le 14 mai 2001, les CE ont demandé que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c). Le 31 août 2001, l'arbitre a fait connaître sa décision par laquelle il fixait le délai raisonnable à 12 mois et 12 jours à compter du 16 février 2001. Ce délai arrivera donc à expiration le 28 février 2002.

36. WT/DS156 - Guatemala - Mesure antidumping définitive concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. À la réunion de l'ORD du 12 décembre 2000, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, le Guatemala a informé l'ORD qu'en octobre 2000, il avait supprimé la mesure antidumping et s'était ainsi conformé aux recommandations de l'ORD. Le Mexique s'est félicité que le Guatemala ait mis en œuvre les recommandations dans cette affaire.

37. WT/DS160 - États-Unis - Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur

Plainte des Communautés européennes. Conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les États-Unis ont informé l'ORD, le 24 août 2000, qu'ils mettraient en œuvre ses recommandations. Ils ont proposé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre de ces recommandations soit de 15 mois. Le 23 octobre 2000, les CE ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant ainsi qu'il est prévu à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a distribué sa décision le 15 janvier 2001. Il a déterminé que le délai raisonnable pour que les États-Unis mettent en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire était de 12 mois à compter de la date d'adoption du rapport du Groupe spécial. À sa réunion du 24 juillet 2001, l'ORD a accepté la proposition des États-Unis visant à proroger le délai raisonnable pour la mise en œuvre jusqu'à la fin de la session en cours du Congrès des États-Unis, ou jusqu'au 31 décembre 2001 si cette date était antérieure. Cette prorogation avait été convenue avec les CE.

Le 23 juillet 2001, les États-Unis et les CE ont notifié à l'ORD qu'ils étaient convenus d'engager une procédure d'arbitrage, conformément à l'article 25:2 du Mémorandum d'accord, pour déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages résultant, pour les CE, des dispositions de l'article 110 5) B) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur. Le 9 novembre 2001, l'arbitre a déterminé que le niveau des avantages des CE qui étaient annulés ou compromis en raison de l'application de l'article 110 5) B) était de 1 219 900 euros par an.

À la réunion de l'ORD du 18 décembre 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient engagé des discussions fructueuses avec les CE en vue de résoudre le différend avant la fin de l'expiration du délai raisonnable imparti. Les CE ont souligné que la résolution du différend nécessitait une modification de la législation qui était incompatible avec les règles de l'OMC. Elles ont déclaré que s'il n'était pas possible de conclure un accord avant la fin du délai raisonnable, elles devraient demander à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

38. WT/DS161 et WT/DS169 - Corée - Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée

Plaintes des États-Unis et de l'Australie. À la réunion de l'ORD du 2 février 2001, la Corée a annoncé qu'elle avait déjà mis en œuvre certains éléments des recommandations de l'ORD et qu'elle aurait besoin d'un délai raisonnable pour achever ce processus. Le 19 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de huit mois et arriverait donc à expiration le 10 septembre 2001.

À la réunion de l'ORD du 25 septembre 2001, la Corée a annoncé qu'elle avait mis en œuvre la recommandation de l'ORD dans le délai arrivé à expiration le 10 septembre. Les États-Unis ont indiqué qu'ils poursuivraient leurs travaux avec la Corée pour s'assurer que les

mesures de remplacement appliquées donnent à la viande de bœuf en provenance des États-Unis le libre accès au marché coréen.

39. WT/DS166 - États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. À la réunion de l'ORD du 16 février 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions formulées dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. Le 20 mars 2001, les CE ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 10 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de quatre mois et 14 jours, à savoir du 19 janvier 2001 au 2 juin 2001.

40. WT/DS170 - Canada - Durée de la protection conférée par un brevet

Plainte des États-Unis. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, le Canada a déclaré qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le Canada a dit qu'il aurait besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et qu'il procéderait à des consultations avec les États-Unis sur la question. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre par le Canada soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. L'arbitre a fait distribuer son rapport le 28 février 2001. Il a décidé que le délai raisonnable en l'espèce était de dix mois et que ce délai arriverait donc à expiration le 12 août 2001.

41. WT/DS177 et WT/DS178 - États-Unis - Mesure de sauvegarde à l'importation d'agneau frais, réfrigéré ou congelé en provenance de Nouvelle-Zélande

Plaintes de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. À la réunion de l'ORD du 20 juin 2001, les États-Unis ont rappelé que, le 14 juin 2001, ils avaient communiqué par écrit à l'ORD leurs intentions en ce qui concerne la mise en œuvre dans cette affaire et ont dit qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD d'une manière qui respecte leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis ont ajouté qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire et, pour cette raison, entameraient des discussions avec les parties plaignantes. Le 27 septembre 2001, les États-Unis ont informé l'ORD de leur décision de se conformer à ses recommandations en supprimant la mesure de sauvegarde visée à compter du 15 novembre 2001. Le 28 septembre 2001, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont convenues que le délai raisonnable pour la mise en œuvre arriverait à expiration le 15 novembre 2001.

42. WT/DS179 - États-Unis - Mesures antidumping visant les tôles en acier inoxydable en rouleaux et les tôles et bandes en acier inoxydable en provenance de Corée

Plainte de la Corée. À la réunion de l'ORD du 1^{er} mars 2001, les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD et qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire. Le 26 avril 2001, les parties au différend ont fait savoir à l'ORD qu'elles étaient mutuellement convenues que le délai raisonnable serait de sept mois et arriverait donc à expiration le 1^{er} septembre 2001.

À la réunion de l'ORD du 10 septembre 2001, les États-Unis ont annoncé qu'ils s'étaient conformés aux recommandations de l'ORD le 1^{er} septembre 2001. À la même réunion, la Corée a confirmé que lesdites recommandations avaient été mises en œuvre.

43. WT/DS184 - États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon

Plainte du Japon. Le 20 novembre 2001, le Japon a demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD soit déterminé par un arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. Dans l'attente de la désignation de l'arbitre, le Japon et les États-Unis sont convenus que le délai prévu par cette disposition devait être prolongé, et la décision de l'arbitre rendue le 19 février 2002 au plus tard.

44. WT/DS189 - Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie

Plainte des Communautés européennes. Le 20 décembre 2001, les Communautés européennes et l'Argentine ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un commun accord d'un délai raisonnable de cinq mois pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, à savoir du 5 novembre 2001 au 5 avril 2002.

45. WT/DS192 - États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan

Plainte du Pakistan. À la réunion de l'ORD du 21 novembre 2001, les États-Unis ont déclaré que le 8 novembre 2001 le Comité interadministrations pour l'application des Accords sur les textiles avait chargé l'Administration des douanes des États-Unis de supprimer la limite fixée aux importations de fils de coton peignés en provenance du Pakistan. Les États-Unis ont indiqué que par cette mesure, ayant pris effet le 9 novembre 2001, ils avaient mis en œuvre les recommandations de l'ORD.

VII. AFFAIRES RÉGLÉES À L'AMIABLE OU EN SUSPENS

A. SOLUTIONS CONVENUES D'UN COMMUN ACCORD

1. WT/DS5 - Corée - Mesures concernant la durée de conservation des produits

Plainte des États-Unis. Le 3 mai 1995, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée concernant les prescriptions imposées par ce pays aux importations en provenance de leur territoire, qui avaient pour effet de restreindre les importations. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles III et XI du GATT, des articles 2 et 5 de l'Accord SPS, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Le 31 juillet 1995, les parties ont notifié qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement acceptable.

2. WT/DS6 - États-Unis - Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur

Plainte du Japon. Le 19 juillet 1995, les parties ont notifié qu'elles étaient parvenues à régler ce différend. Le Japon avait allégué que les surtaxes à l'importation étaient contraires à l'article I^{er} et à l'article II du GATT.

3. WT/DS7, WT/DS12 et WT/DS14 - Communautés européennes - Désignation commerciale des pectinidés

Plaintes du Canada, du Pérou et du Chili. La plainte concernait un arrêté du gouvernement français prescrivant les noms officiels et la désignation commerciale des pectinidés. Les plaignants affirmaient que cet arrêté réduirait la concurrence sur le marché français puisque leurs produits ne pourraient plus être vendus sous la désignation "coquille Saint-Jacques", alors qu'il n'existait aucune différence entre eux et les produits français du point de vue de la couleur, de la taille, de la texture, de l'apparence et de l'utilisation, et qu'il s'agissait, en d'autres termes, de "produits similaires". Ils considéraient qu'il y avait violation des articles I^{er} et III du GATT ainsi que de l'article 2 de l'Accord OTC.

Un groupe spécial a été établi à la demande du Canada le 19 juillet 1995. Un groupe spécial unique a été établi le 11 octobre 1995 pour répondre aux demandes du Pérou et du Chili sur cette même question. Les deux groupes spéciaux ont achevé leurs travaux sur le fond, mais ont suspendu la procédure en mai 1996 conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, en raison des consultations qui avaient lieu entre les parties concernées en vue d'arriver à une solution convenue d'un commun accord. Le 5 juillet 1996, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient parvenues à une telle solution. Le 5 août 1996, les rapports succincts des groupes spéciaux indiquant qu'un règlement était intervenu ont été distribués aux Membres conformément aux dispositions de l'article 12:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

4. WT/DS19 - Pologne - Régime d'importation applicable aux automobiles

Plainte de l'Inde. Cette demande de consultations, datée du 28 septembre 1995, concernait le traitement préférentiel dont bénéficiaient les CE dans le cadre du régime tarifaire appliqué par la Pologne aux automobiles. Le 16 juillet 1996, les deux parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord.

5. WT/DS20 - Corée - Mesures concernant l'eau en bouteille

Plainte du Canada. Dans cette demande, datée du 8 novembre 1995, le Canada soutenait que les règlements coréens relatifs à la durée de conservation et au traitement physique (désinfection) de l'eau en bouteille étaient incompatibles avec les articles III et XI du GATT, les articles 2 et 5 de l'Accord SPS et l'article 2 de l'Accord OTC. À la réunion de l'ORD du 24 avril 1996, les parties ont annoncé qu'elles étaient parvenues à régler le différend.

6. WT/DS21 - Australie - Mesures affectant l'importation de salmonidés

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 17 novembre 1995, concernait la réglementation dont il était allégué qu'elle était contraire aux Accords de l'OMC dans l'affaire WT/DS18 et qui avait déjà donné lieu aux rapports d'un groupe spécial et de l'Organe d'appel, lesquels avaient été adoptés mais n'avaient pas encore été mis en œuvre. Le 11 mai 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada; les CE; Hong Kong, Chine; l'Inde et la Norvège ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. À la demande des parties plaignantes, le Groupe spécial est convenu, le 8 novembre 1999, de suspendre ses travaux, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, jusqu'à ce que ses membres aient achevé leurs travaux dans la procédure en cours demandée par le Canada conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DS18) ou pendant onze mois, si ce délai était plus court. Le 29 mars 2000, à la suite de la demande présentée par les États-Unis conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord, le

Groupe spécial est convenu de suspendre ses travaux pendant un mois, à savoir jusqu'au 29 avril 2000. Le 12 mai 2000, le Groupe spécial a accédé à la demande des États-Unis concernant la suspension de ses travaux pendant une période supplémentaire, qui expirait le 17 juillet 2000. Le 27 octobre 2000, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante à la question.

7. WT/DS28 - Japon - Mesures concernant les enregistrements sonores

Plainte des États-Unis. Il s'agit de la première affaire concernant l'Accord sur les ADPIC soumise au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Dans leur demande, datée du 9 février 1996, les États-Unis ont allégué que le régime de protection des enregistrements sonores appliqué par le Japon dans le cadre de sa législation sur le droit d'auteur était incompatible avec, entre autres dispositions, l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC (protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion). Le 24 janvier 1997, les parties ont informé l'ORD qu'elles avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante.

8. WT/DS35 - Hongrie - Subventions à l'exportation des produits agricoles

Plainte de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de la Thaïlande. Dans cette demande, datée du 27 mars 1996, les plaignants ont fait valoir que la Hongrie enfreignait les dispositions de l'Accord sur l'agriculture (article 3:3 et Partie V) en accordant des subventions à l'exportation pour des produits agricoles non spécifiés dans sa Liste, ainsi que des subventions à l'exportation de produits agricoles dépassant ses niveaux d'engagement. Le 9 janvier 1997, l'Argentine, l'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada, le Japon, la Thaïlande et l'Uruguay ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. À la réunion de l'ORD du 30 juillet 1997, l'Australie, s'exprimant au nom de tous les plaignants, a notifié à l'ORD que les parties au différend étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord, qui prévoyait que la Hongrie devait demander une dérogation à certaines obligations découlant de l'OMC. En attendant l'adoption de cette dérogation, la plainte n'était pas formellement retirée.

9. WT/DS36 - Pakistan - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture

Plainte des États-Unis. Dans leur demande de consultations, datée du 30 avril 1996, les États-Unis ont soutenu que l'absence au Pakistan i) de protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture ou d'un système permettant de déposer des demandes de brevet pour ces produits et ii) d'un système permettant d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour ces produits, constituait une violation des articles 27, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC. Le 4 juillet 1996, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'ORD a examiné cette demande à sa réunion du 16 juillet 1996, mais il n'a pas établi de groupe spécial car le Pakistan y a fait objection. À la réunion de l'ORD du 25 février 1997, les deux parties ont informé l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord et que les modalités du règlement, qui étaient en cours d'élaboration, lui seraient communiquées dès leur mise au point. Le 28 février 1997, ces modalités ont été communiquées au Secrétariat.

10. WT/DS37 - Portugal - Protection conférée par un brevet prévue par la Loi sur la propriété industrielle

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 30 avril 1996, concernait la durée de la protection conférée par un brevet prévue par la Loi portugaise sur la propriété industrielle. Les États-Unis soutenaient que les dispositions de cette loi concernant les brevets existants étaient incompatibles avec les obligations que l'Accord sur les ADPIC imposait au Portugal. Ils estimaient qu'il y avait violation des articles 33, 65 et 70 de cet accord. Le 3 octobre 1996, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord.

11. WT/DS40 - Corée - Lois, réglementations et pratiques dans le secteur des marchés de télécommunications

Plainte des Communautés européennes. Cette demande de consultations, datée du 9 mai 1996, concernait les lois, réglementations et pratiques coréennes dans le secteur des marchés de télécommunications. Les CE soutenaient que les pratiques en matière de passation des marchés dans le secteur des télécommunications coréen (Korea Telecom et Dacom) pénalisaient les fournisseurs étrangers. Elles affirmaient également que le gouvernement coréen accordait un traitement plus favorable aux fournisseurs américains en application de deux accords bilatéraux concernant les télécommunications conclus entre la Corée et les États-Unis. Elles estimaient qu'il y avait violation des articles I^{er}, III et XVII du GATT. Le 22 octobre 1997, les parties ont notifié au Secrétariat qu'elles étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord.

12. WT/DS42 - Japon - Mesures concernant les enregistrements sonores

Plainte des Communautés européennes. Cette demande de consultations, datée du 24 mai 1996, concernait la protection des enregistrements sonores au titre de l'article XXII:1 du GATT. Les CE estimaient qu'il y avait violation des articles 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC. Les États-Unis avaient déjà demandé l'ouverture de consultations avec le Japon sur la même question (WT/DS28) et les CE y avaient participé. Le 7 novembre 1997, les deux parties ont notifié qu'elles étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord.

13. WT/DS43 - Turquie - Taxation des recettes provenant des films étrangers

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 12 juin 1996, concernait la façon dont la Turquie taxait les recettes provenant de la projection de films étrangers. Les États-Unis considéraient qu'il y avait violation de l'article III du GATT. Le 9 janvier 1997, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 25 février 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada a réservé ses droits en tant que tierce partie au différend. Le 14 juillet 1997, les deux parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord.

14. WT/DS72 - Communautés européennes - Mesures affectant des produits butyreux

Plainte de la Nouvelle-Zélande. Cette demande, datée du 24 mars 1997, concernait les décisions prises par la Commission européenne et par le Département des douanes et accises du Royaume-Uni selon lesquelles le beurre néo-zélandais obtenu par le procédé ANMIX ou le procédé de fabrication du beurre à tartiner devait être classé de façon à ne pas être admis au bénéfice du contingent tarifaire par pays attribué à la Nouvelle-Zélande dans la Liste OMC des Communautés européennes. La Nouvelle-Zélande soutenait qu'il y avait violation des

articles II, X et XI du GATT, de l'article 2 de l'Accord OTC et de l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le 6 novembre 1997, elle a demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'ORD a établi un groupe spécial le 18 novembre 1997. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. À la suite de la demande de la partie plaignante datée du 24 février 1999, le Groupe spécial a décidé de suspendre ses travaux conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Dans une communication datée du 11 novembre 1999, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord.

15. WT/DS73 - Japon - Achat d'un satellite de navigation

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 26 mars 1997, concernait un appel d'offres publié par le Ministère des transports japonais pour l'achat d'un satellite polyvalent pour la gestion du trafic aérien. Les CE estimaient que les spécifications indiquées dans l'appel d'offres n'étaient pas neutres, mais faisaient explicitement référence à des spécifications des États-Unis. De ce fait, les soumissionnaires européens n'avaient pas eu de réelles possibilités de participer à l'appel d'offres. Les CE considéraient que cet appel d'offres était incompatible avec l'annexe 1 de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics (AMP), qui contenait les engagements pris par le Japon dans le cadre de l'AMP. Elles soutenaient également qu'il y avait violation des articles VI:3 et XII:2 de l'AMP. Le 31 juillet 1997, elles ont notifié au Secrétariat qu'une solution convenue d'un commun accord avec le Japon avait été trouvée. Le 19 février 1998, les deux parties ont communiqué le texte de leur accord à l'ORD.

16. WT/DS74 - Philippines - Mesures visant les viandes de porc et de volaille

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 1^{er} avril 1997, concernait la mise en œuvre par les Philippines de contingents tarifaires pour les viandes de porc et de volaille. Les États-Unis affirmaient que la mise en œuvre de ces contingents tarifaires, en particulier la lenteur des formalités d'accès pour les quantités entrant dans les limites des contingents et le régime de licences utilisé pour administrer l'accès à ceux-ci, était incompatible avec les obligations découlant pour les Philippines des articles III, X et XI du GATT de 1994, de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture, des articles 1^{er} et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et des articles 2 et 5 de l'Accord sur les MIC. Il leur apparaissait en outre que ces mesures annulaient ou compromettaient les avantages qui résultaient pour eux directement ou indirectement des accords cités. Le 12 mars 1998, les parties ont fait connaître la solution convenue d'un commun accord qui réglait leur différend.

17. WT/DS83 - Danemark - Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle

Plainte des États-Unis. Les États-Unis ont présenté cette demande, datée du 14 mai 1997, au motif que le Danemark ne prévoyait prétendument pas la possibilité d'appliquer des mesures provisoires dans le contexte des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. Ils estimaient que le Danemark contrevenait ainsi aux obligations qui lui incombent au titre des articles 50, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC. Le 7 juin 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

18. WT/DS85 - États-Unis - Mesures affectant les textiles et les vêtements

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 23 mai 1997, concernait les modifications apportées par les États-Unis aux règles d'origine qu'ils appliquaient aux textiles

et aux vêtements. Les CE affirmaient que les États-Unis avaient apporté des modifications aux règles d'origine concernant les textiles et les vêtements, qui étaient préjudiciables aux exportations communautaires de tissus, écharpes et foulards et autres articles textiles plats vers ce pays. Elles soutenaient qu'en raison de ces modifications, leurs produits n'étaient plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire et ne bénéficiaient plus du libre accès au marché américain qui leur avait été accordé jusqu'alors. Elles considéraient que ces modifications étaient contraires aux obligations résultant pour les États-Unis des articles 2:4, 4:2 et 4:4 de l'ATV, de l'article 4:2 de l'Accord sur les règles d'origine, de l'article III du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Le 11 février 1998, les deux parties ont notifié la solution convenue d'un commun accord à laquelle elles avaient abouti.

19. WT/DS86 - Suède - Mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle

Plainte des États-Unis. Les États-Unis ont présenté cette demande, datée du 28 mai 1997, au motif que la Suède ne prévoyait prétendument pas la possibilité d'appliquer des mesures provisoires dans le contexte des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. Ils estimaient que la Suède contrevenait ainsi aux obligations qui lui incombaient au titre des articles 50, 63 et 65 de l'Accord sur les ADPIC. Dans une communication datée du 2 décembre 1998, les deux parties ont notifié une solution de ce différend convenue d'un commun accord.

20. WT/DS91 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte de l'Australie. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans la demande présentée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS90. Le 23 mars 1998, les deux parties ont notifié une solution convenue d'un commun accord.

21. WT/DS92 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte du Canada. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes déposées par les États-Unis (WT/DS90) et l'Australie (WT/DS91). Le 25 mars 1998, les deux parties ont notifié une solution convenue d'un commun accord.

22. WT/DS93 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte de la Nouvelle-Zélande. Cette demande, datée du 16 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91) et le Canada (WT/DS92). Toutefois, la Nouvelle-Zélande alléguait en outre qu'il y avait annulation ou réduction des avantages résultant pour elle du GATT de 1994. Dans une lettre datée du 14 septembre 1998, mais communiquée au Secrétariat le 1^{er} décembre 1998, les deux parties ont notifié une solution de ce différend convenue d'un commun accord.

23. WT/DS94 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte de la Suisse. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91), le Canada (WT/DS92) et la Nouvelle-Zélande (WT/DS93). Il convient toutefois de noter que la Suisse n'invoquait pas l'Accord sur l'agriculture. Le 23 février 1998, les deux parties ont notifié une solution convenue d'un commun accord.

24. WT/DS96 - Inde - Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, soulevait, au sujet des restrictions quantitatives appliquées par l'Inde à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels, les mêmes points que ceux qui étaient évoqués dans les demandes présentées par les États-Unis (WT/DS90), l'Australie (WT/DS91), le Canada (WT/DS92), la Nouvelle-Zélande (WT/DS93) et la Suisse (WT/DS94). Les CE affirmaient en outre qu'il y avait violation des articles 2, 3 et 5 de l'Accord SPS. Le 7 avril 1998, les deux parties ont notifié une solution convenue d'un commun accord.

25. WT/DS99 - États-Unis - Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée

Plainte de la Corée. Cette demande, datée du 14 août 1997, concernait la décision prise par le Département du commerce des États-Unis de ne pas abroger le droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus originaires de Corée. La Corée affirmait que la décision du Département du commerce avait été prise en dépit du fait qu'il avait été constaté qu'il n'y avait pas eu de dumping pendant plus de trois années et demie de suite et malgré l'existence d'éléments de preuve démontrant de façon certaine qu'à l'avenir les producteurs coréens ne vendraient pas leurs DRAM à des prix de dumping. Elle considérait que ces mesures contrevenaient aux articles 6 et 11 de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 16 janvier 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Groupe spécial a constaté que les mesures faisant l'objet de la plainte étaient contraires à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Le rapport du Groupe spécial a été distribué le 29 janvier 1999. La Corée a demandé que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Après l'adoption du rapport du Groupe spécial par l'ORD, la Corée a présenté une demande à l'effet que cette question soit portée devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. À sa réunion du 25 avril 2000, l'ORD est convenu de reconvoquer le groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Les CE ont réservé leurs droits de tierce partie. Le 19 septembre 2000, la Corée a demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux, y compris la publication de son rapport intérimaire, "jusqu'à nouvel ordre", conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord. Dans une lettre adressée aux parties le 21 septembre 2000, le Groupe spécial a accédé à cette demande. À sa réunion du 19 mars 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial. Le 20 octobre 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante à la question, prévoyant l'abrogation de l'ordonnance antidumping en cause dans le différend à l'issue du réexamen "à l'extinction" prévu au bout de cinq ans et réalisé par le Département du commerce des États-Unis.

26. WT/DS102 - Philippines - Mesures visant les viandes de porc et de volaille

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 7 octobre 1997, avait trait aux mêmes mesures que celles qui faisaient l'objet de la plainte des États-Unis dans l'affaire WT/DS74, et portait également sur l'Ordonnance administrative n° 8, série de 1997, qui modifiait la mesure initialement contestée dans l'affaire WT/DS74. Le 12 mars 1998, les parties ont fait connaître la solution convenue d'un commun accord qui réglait leur différend.

27. WT/DS119 - Australie - Mesures antidumping à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois

Plainte de la Suisse. Cette demande, datée du 20 février 1998, concernait les mesures antidumping provisoires appliquées à l'importation de feuilles de papier enduit, sans fibre de bois, originaires de Suisse. La Suisse estimait que l'enquête n'était pas conforme aux engagements contractés par l'Australie en vertu des articles 3 et 5 de l'Accord antidumping. Le 13 mai 1998, les deux parties ont notifié une solution convenue d'un commun accord.

28. WT/DS124 - Communautés européennes - Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 avril 1998, concernait l'insuffisance des moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en Grèce. Les États-Unis alléguaient qu'en Grèce, un grand nombre de stations de télévision diffusaient régulièrement des films et des programmes de télévision protégés par le droit d'auteur, sans l'autorisation des titulaires du droit. D'après les États-Unis, il apparaissait que la Grèce ne prévoyait ni n'appliquait de mesures correctives efficaces en cas d'atteintes au droit d'auteur pour ce qui était de ces diffusions. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles 41 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Le 20 mars 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

29. WT/DS125 - Grèce - Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 avril 1998, concernait les mêmes mesures que celles qui étaient visées dans la plainte ci-dessus contre les CE (WT/DS124). Le 20 mars 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

30. WT/DS151 - États-Unis - Mesures affectant les textiles et les vêtements

Plainte des Communautés européennes. Ce différend, daté du 19 novembre 1998, portait sur les modifications que les États-Unis avaient apportées aux règles d'origine concernant les textiles et les vêtements. Les CE ont indiqué que cette question avait déjà fait l'objet d'une demande antérieure de consultations (WT/DS85), dans le cadre desquelles une solution convenue d'un commun accord avait été notifiée à l'ORD conformément à l'article 3:1 du Mémoire d'accord. Toutefois, les CE prétendaient que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre l'engagement énoncé dans cet accord, et qu'en conséquence, ils agissaient toujours de manière incompatible avec les obligations qu'ils avaient souscrites dans le cadre de l'OMC. Le différend concernait les modifications que les États-Unis avaient apportées à leurs règles d'origine pour les textiles et les vêtements. Selon les allégations des CE, ces modifications, entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1996, étaient préjudiciables aux exportations communautaires de textiles à destination des États-Unis car, à cause d'elles, les produits des CE ne seraient

plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire. Les CE considéraient qu'il y avait violation des articles 2:4, 4:2 et 4:4 de l'ATV, de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine, de l'article III du GATT de 1994 et de l'article 2 de l'Accord OTC. Dans une communication datée du 21 juillet 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord.

31. WT/DS190 - Argentine - Mesures de sauvegarde transitoires visant certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil

Plainte du Brésil. Cette demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 11 février 2000, concernait les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par l'Argentine, depuis le 31 juillet 1999, à certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil. Les mesures en cause étaient appliquées en vertu de la Résolution MEyOSP 861/99 du Ministère argentin de l'économie et des travaux et services publics. Conformément à l'article 6:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et après la tenue des consultations qui avaient été demandées antérieurement par l'Argentine et qui n'avaient pas permis d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante, le Brésil avait porté la question devant l'Organe de supervision des textiles (OSpT) pour qu'il l'examine et adresse des recommandations. À sa réunion qu'il a tenue du 18 au 22 octobre 1999, l'OSpT a procédé à un examen des mesures mises en œuvre par l'Argentine et recommandé que ce pays rapporte les mesures de sauvegarde transitoires appliquées aux importations originaires du Brésil. Le 29 novembre 1999, l'Argentine a notifié à l'OSpT, conformément à l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à ses recommandations. À sa réunion des 13 et 14 décembre 1999, l'OSpT a examiné les raisons invoquées par l'Argentine et recommandé que celle-ci revoie sa position. En dépit des recommandations de l'OSpT, la question n'a pas pu être réglée. Le Brésil estimait que les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par l'Argentine étaient incompatibles avec les obligations découlant pour elle des articles 2:4, 6:1, 6:2, 6:3, 6:4, 6:7, 6:8, 6:11, 8:9 et 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et qu'elles devaient donc être rapportées immédiatement.

À sa réunion du 20 mars 2000, l'ORD a établi un groupe spécial. Les États-Unis, le Pakistan et le Paraguay ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Dans une communication datée de juin 2000, les parties ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution convenue d'un commun accord. Conformément à l'arrangement passé, le Brésil a gardé le droit de reprendre les procédures relatives à la composition du Groupe spécial au point où elles se trouvaient au moment où il s'était mis d'accord avec l'Argentine.

32. WT/DS198 - Roumanie - Mesures concernant les prix minimaux à l'importation

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 mai 2000, concernait l'utilisation par la Roumanie des prix minimaux à l'importation aux fins de l'évaluation en douane. Les mesures en cause étaient le Code des douanes de 1997 (L141/1997), la Directive générale des douanes publiée par le Ministère des finances (Ordonnance n° 5 du 4 août 1998) et d'autres lois et règlements. Les États-Unis affirmaient que, conformément à ces mesures, la Roumanie avait établi arbitrairement des prix minimaux et maximaux à l'importation pour la viande, les œufs, les fruits et légumes, les vêtements, les chaussures et certaines eaux-de-vie. Ils affirmaient également qu'elle avait institué des procédures contraignantes pour la détermination des prix à l'importation lorsque la valeur c.a.f. était inférieure au prix minimal à l'importation. Ils estimaient que les mesures de la Roumanie étaient incompatibles avec les obligations qui lui incombaient au titre des articles 1^{er} à 7 compris, et de l'article 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane, des notes générales 1, 2 et 4 de l'Annexe 1 dudit accord, des articles II, X et XI du

GATT de 1994, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et des articles 2 et 7 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Le 26 septembre 2001, les États-Unis et la Roumanie ont informé l'ORD qu'ils avaient trouvé une solution mutuellement satisfaisante conformément à l'article 3:6 du Mémorandum d'accord.

33. WT/DS199 - Brésil - Mesures affectant la protection conférée par un brevet

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 30 mai 2000, concernait les dispositions de la Loi brésilienne de 1996 sur la propriété industrielle (Loi n° 9279 du 14 mai 1996, entrée en vigueur en mai 1997) et d'autres mesures connexes, qui établissaient une prescription en matière d'"exploitation locale" à laquelle était subordonnée la jouissance des droits exclusifs conférés par un brevet. Les États-Unis affirmaient qu'il n'était possible de satisfaire à cette prescription que par la production locale - et non l'importation - de l'objet du brevet. Plus particulièrement, ils relevaient que la prescription brésilienne en matière d'"exploitation locale" prévoyait qu'un brevet ferait l'objet d'une licence obligatoire si l'objet breveté n'était pas "exploité" sur le territoire du Brésil. Ils relevaient également que le Brésil définissait explicitement le "défaut d'exploitation" comme étant "la non-fabrication ou la fabrication incomplète du produit" ou "l'utilisation incomplète du procédé breveté". Ils estimaient qu'une telle prescription était incompatible avec les obligations découlant pour le Brésil des articles 27 et 28 de l'Accord sur les ADPIC et de l'article III du GATT de 1994.

À sa réunion du 1^{er} février 2001, l'ORD a établi un groupe spécial. Cuba, le Honduras, l'Inde, le Japon et la République dominicaine ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 5 juillet 2001, les parties au différend ont notifié à l'ORD qu'elles étaient arrivées à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

34. WT/210 - Belgique - Application de mesures établissant les droits de douane applicables au riz

Plainte des États-Unis. Le 12 octobre 2000, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Belgique concernant l'application par ce pays de lois et réglementations qui imposent des droits de douane sur le riz importé des États-Unis. Selon les États-Unis:

- la Belgique n'a pas appliqué les lois et réglementations pertinentes d'une manière compatible avec les obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC, ce qui s'est traduit par une détermination de droits sur le riz en provenance des États-Unis plus élevés que le taux de droit consolidé, en violation de l'article II du GATT de 1994;
- il apparaît que l'utilisation par la Belgique de prix de référence dans le calcul des droits d'importation applicables est incompatible avec l'article VII du GATT de 1994 et avec l'Accord sur l'évaluation en douane;
- le refus par la Belgique de reconnaître certaines normes industrielles généralement acceptées concernant le classement du riz par qualité est incompatible avec les articles 2, 3, 5, 6, 7 et 9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce;
- la Belgique n'a pas appliqué de façon transparente ses méthodes de détermination de la valeur en douane des marchandises et des droits applicables, entravant ainsi le commerce, et il apparaît que les mesures prises par les autorités belges ont été

appliquées d'une manière qui établit une discrimination à l'égard du riz importé des États-Unis;

- ces mesures ont restreint les importations de riz en Belgique. En conséquence, il apparaît également qu'elles sont incompatibles avec les obligations qui incombent à la Belgique au titre des articles I^{er}, X et XI du GATT de 1994 et de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture;
- il apparaît que les mesures prises par la Belgique sont incompatibles avec les dispositions spécifiques ci-après des accords indiqués: articles I^{er}, II, VII, VIII, X et XI du GATT de 1994; articles 1^{er} à 6, 7, 10, 14, 16 et Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane; articles 2, 3, 5, 6, 7 et 9 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce; article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Il apparaît aussi que les mesures prises par la Belgique annulent ou compromettent les avantages résultant pour les États-Unis directement ou indirectement des accords susmentionnés.

Le 19 janvier 2001, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 1^{er} février 2001, l'ORD a reporté l'établissement d'un groupe spécial. Suite à une deuxième demande des États-Unis, l'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 12 mars 2001. L'Inde et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 29 mai 2001, les États-Unis ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial. La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 7 juin 2001.

Le 26 juillet 2001, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial, en vertu de l'article 12:12 du Mémorandum d'accord, de suspendre ses travaux jusqu'au 30 septembre 2001 en raison des consultations en cours entre les États-Unis et les CE. Le 27 septembre, les États-Unis ont demandé une nouvelle suspension des travaux du 1^{er} au 9 octobre 2001. Le 9 octobre, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de suspendre une nouvelle fois ses travaux jusqu'au 1^{er} novembre 2001. Le 1^{er} novembre, les États-Unis ont demandé une nouvelle suspension des travaux du Groupe spécial jusqu'au 16 novembre 2001. Le 19 novembre 2001, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de suspendre ses travaux jusqu'au 30 novembre 2001.

Le 18 décembre 2001, les États-Unis et les Communautés européennes ont informé l'ORD qu'ils étaient parvenus à une solution convenue d'un commun accord conformément à l'article 3:6 du Mémorandum d'accord.

B. AUTRES AFFAIRES

1. WT/DS1 - Malaisie - Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène

Plainte de Singapour. Ce différend, qui a été le premier examiné dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC, a été réglé le 19 juillet 1995, date à laquelle Singapour a retiré sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

2. WT/DS9 - Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales

Plainte du Canada. Le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les CE le 10 juillet 1995 au sujet de règlements destinés à mettre en œuvre certaines des concessions concernant l'agriculture accordées par les Communautés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et en particulier ceux qui assujettissent les importations de blé à un droit calculé sur la base des prix de référence et non des valeurs transactionnelles, ce qui a pour effet de rendre le prix à l'importation du blé canadien après paiement du droit de douane supérieur au prix

d'intervention effectif majoré de 55 pour cent dès que la valeur transactionnelle dépasse le prix représentatif. Un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD le 11 octobre 1995, mais aucun de ses membres n'a encore été désigné à ce jour.

3. WT/DS13 - Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales

Plainte des États-Unis. Cette demande de consultations, datée du 19 juillet 1995, portait virtuellement sur un nombre plus important de produits que ceux qui étaient visés dans la plainte déposée par le Canada (WT/DS9, point 7.5 a) ci-dessus), mais soulevait plus ou moins les mêmes points. Le 28 septembre 1995, les États-Unis ont demandé que l'établissement d'un groupe spécial soit examiné à la réunion de l'ORD du 11 octobre 1995, mais les CE y ont fait objection. Les États-Unis ont demandé que l'établissement d'un groupe spécial soit à nouveau examiné à la réunion de l'ORD du 3 décembre 1996, mais ils ont ensuite retiré cette demande lors de la réunion. Le 13 février 1997, ils ont renouvelé leur demande d'établissement d'un groupe spécial; ils l'ont retirée à la réunion de l'ORD du 20 mars 1997. Le 26 mars 1997, ils ont déposé une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial. Le 30 avril 1997, ils ont indiqué au Secrétariat qu'ils retireraient leur demande car les CE avaient adopté des règlements pour mettre en œuvre un accord conclu sur la question.

4. WT/DS15 - Japon - Mesures affectant l'achat de matériel de télécommunication

Plainte des Communautés européennes. Dans leur demande de consultations datée du 18 août 1995, les CE affirmaient qu'un accord portant sur le matériel de télécommunication conclu en 1994 entre les États-Unis et le Japon était incompatible avec les articles I:1, III:4 et XVII:1 c) du GATT et annulait ou compromettait leurs avantages. Les États-Unis ont participé aux consultations. Bien qu'il n'y ait eu aucune notification officielle, l'affaire semble avoir été réglée par voie bilatérale.

5. WT/DS17 - Communautés européennes - Droits sur les importations de riz

Plainte de la Thaïlande. La Thaïlande a présenté une demande de consultations, datée du 3 octobre 1995, pratiquement pour les mêmes raisons que celles qui sont invoquées dans les plaintes du Canada (WT/DS9) et des États-Unis (WT/DS13) relatives aux droits appliqués par les CE aux céréales (voir les points 5 a) et 5 b) ci-dessus). Il semble en outre qu'elle ait soutenu que les CE avaient violé la clause de la nation la plus favorisée prévue à l'article premier du GATT en accordant un traitement préférentiel au riz *basmati* originaire de l'Inde et du Pakistan. Voir également la plainte de l'Uruguay (WT/DS25).

6. WT/DS23 - Venezuela - Enquête antidumping concernant les importations de certains matériels tubulaires destinés à des pays pétroliers (OCTG)

Plainte du Mexique, datée du 5 décembre 1995. Par lettre datée du 6 mai 1997, le Mexique a informé le Secrétariat que le Venezuela avait clos l'enquête antidumping concernant cette affaire.

7. WT/DS25 - Communautés européennes - Mise en œuvre des engagements concernant le riz pris pendant le Cycle d'Uruguay

Plainte de l'Uruguay. Cette demande de consultations, datée du 18 décembre 1995, est similaire à celle qui a été présentée par la Thaïlande (WT/DS17).

8. WT/DS32 - États-Unis - Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes

Plainte de l'Inde. Dans une communication datée du 14 mars 1996, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial au motif que les mesures de sauvegarde transitoires appliquées par les États-Unis aux produits textiles en question étaient incompatibles avec les articles 2, 6 et 8 de l'ATV. Un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD du 17 avril 1996. Toutefois, le 25 avril 1996, l'Inde a demandé "qu'il soit mis fin à la procédure engagée conformément à la décision prise par l'ORD le 17 avril 1996 d'établir un groupe spécial" compte tenu de la décision prise par les États-Unis de lever les mesures de sauvegarde visant ces produits à compter du 24 avril 1996.

9. WT/DS38 - États-Unis - Loi pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba

Plainte des Communautés européennes. Le 3 mai 1996, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba (LIBERTAD) et d'autres dispositions législatives adoptées par le Congrès des États-Unis concernant l'application de sanctions commerciales à l'encontre de Cuba. Elles affirmaient que les restrictions commerciales appliquées par les États-Unis aux marchandises d'origine cubaine, ainsi que l'éventuel refus d'accorder des visas et l'exclusion du territoire des États-Unis des personnes qui n'étaient pas des ressortissants de ce pays, étaient incompatibles avec les obligations qui incombent aux États-Unis en vertu de l'Accord sur l'OMC. Elles estimaient qu'il y avait violation des articles I^{er}, III, V, XI et XIII du GATT et des articles I^{er}, III, VI, XVI et XVII de l'AGCS. Elles affirmaient également que, même si les mesures prises par les États-Unis n'enfreignaient pas de dispositions précises du GATT ou de l'AGCS, elles annulaient ou compromettaient les avantages qui devaient résulter pour elles du GATT de 1994 et de l'AGCS et empêchaient d'atteindre les objectifs du GATT de 1994. Les Communautés européennes ont demandé l'établissement d'un groupe spécial le 3 octobre 1996. L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 20 novembre 1996. Comme suite à une demande des CE datée du 21 avril 1997, le Groupe spécial a suspendu ses travaux. Le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial est devenu caduc le 22 avril 1998, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

10. WT/DS39 - États-Unis - Majoration de droits sur des produits en provenance des Communautés européennes

Plainte des Communautés européennes. Dans leur demande de consultations, datée du 17 avril 1996, les CE ont affirmé que les mesures prises conformément à la Proclamation présidentielle n° 5759 du 24 décembre 1987 (à titre de "compensation" face à la directive communautaire sur les hormones), qui se traduisaient par une majoration des droits appliquée à des produits en provenance des Communautés européennes, étaient incompatibles avec les articles I^{er}, II et XXIII du GATT, ainsi qu'avec les articles 3, 22 et 23 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le 19 juin 1996, elles ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Dans leur demande, elles ont par ailleurs indiqué que les États-Unis n'avaient apparemment pas assuré "la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations" découlant de l'OMC, notamment en ce qui concernait l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce tel qu'il était appliqué dans la présente affaire (article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC). Les États-Unis ont abrogé ces mesures le 15 juillet 1996 et les CE ont décidé de ne pas maintenir leur demande d'établissement de groupe spécial, tout en se réservant le droit de convoquer, si besoin était, une autre réunion de l'ORD à brève échéance.

11. WT/DS49 - États-Unis - Enquête antidumping concernant les importations de tomates fraîches ou réfrigérées en provenance du Mexique

Plainte du Mexique. Le 1^{er} juillet 1996, le Mexique a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au titre de l'article 17.3 de l'Accord antidumping au sujet de l'enquête antidumping visant les tomates fraîches ou réfrigérées importées du Mexique. Il soutenait qu'il y avait violation des articles VI et X du GATT ainsi que des articles 2, 3, 5, 6 et 7.1 de l'Accord antidumping. Il considérait par ailleurs qu'il s'agissait d'un cas d'urgence et que les procédures accélérées prévues aux alinéas 8 et 9 de l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends étaient applicables. Le Département du commerce des États-Unis a indiqué, dans des communiqués officiels, que l'affaire avait été réglée.

12. WT/DS57 - Australie - Système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 7 octobre 1996, concernait une plainte des États-Unis au sujet des subventions qui étaient accordées et maintenues par l'Australie pour les ouvrages en cuir dans le cadre du système de crédits à l'importation pour les textiles, les vêtements et les chaussures. Les États-Unis considéraient qu'il y avait violation de l'article 3 de l'Accord SMC. Ils invoquaient également l'article 30 de l'Accord SMC, dans la mesure où il incorpore par référence l'article XXIII:1 du GATT de 1994. Dans un communiqué officiel du 25 novembre 1996, le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à Washington a indiqué que l'affaire avait été réglée.

13. WT/DS77 - Argentine - Mesures visant les textiles et les vêtements

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 17 avril 1997, concerne divers droits spécifiques imposés sur les textiles, les vêtements et les chaussures qui auraient entraîné un relèvement des droits et conduit à des droits appliqués supérieurs à la consolidation de 35 pour cent consentie par l'Argentine. Les CE estimaient que ces mesures étaient contraires aux engagements pris par l'Argentine au titre de l'article II du GATT de 1994 et également au titre de l'article 7 de l'ATV. Voir la plainte similaire déposée par les États-Unis dans l'affaire WT/DS56 qui est actuellement examinée par un groupe spécial. Le 10 septembre 1997, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 16 octobre 1997, l'ORD a établi un groupe spécial. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie. Le Groupe spécial a suspendu ses travaux à la demande des CE, le 29 juillet 1998. Conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le pouvoir du Groupe spécial est devenu caduc le 29 juillet 1999, 12 mois s'étant écoulés depuis la suspension des travaux dudit groupe.

14. WT/DS88 - États-Unis - Mesure affectant les marchés publics

Plainte des Communautés européennes. Cette demande, datée du 20 juin 1997, concernait une loi promulguée par le Commonwealth du Massachusetts le 25 juin 1996, intitulée Loi réglementant les marchés passés par l'État avec des entreprises qui font du commerce avec la Birmanie (Myanmar). Cette loi dispose, en substance, que les autorités publiques du Commonwealth du Massachusetts ne sont pas autorisées à passer des marchés de produits ou de services avec les personnes qui commercent avec la Birmanie. Les CE considèrent que, puisque l'offre faite par les États-Unis dans le cadre de l'Accord sur les marchés publics concerne aussi le Massachusetts, cette loi contrevient aux articles VIII b), X et XIII de cet accord. Les CE estiment également qu'elle annule les avantages résultant pour elles de l'AMP et entrave la réalisation des objectifs de l'Accord, y compris le maintien de l'équilibre des droits et des obligations. Le 8 septembre 1998, les CE ont demandé l'établissement d'un

groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Japon a réservé ses droits en tant que tierce partie. L'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, un seul groupe spécial examinerait ce différend conjointement avec l'affaire WT/DS95 ci-après. Accédant à la demande des plaignants datée du 10 février 1999, le Groupe spécial est convenu de suspendre ses travaux conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord (s'applique également à l'affaire WT/DS95 ci-dessous). Étant donné qu'il n'a pas été demandé au Groupe spécial de reprendre ses travaux, conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial est devenu caduc le 11 février 2000 (ce qui vaut également pour l'affaire WT/DS95 ci-dessous).

15. WT/DS89 - États-Unis - Imposition de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur en provenance de Corée

Plainte de la Corée. Cette demande, datée du 10 juillet 1997, concernait l'imposition par les États-Unis de droits antidumping sur les importations de récepteurs de télévision en couleur (téléviseurs couleur) en provenance de son territoire. La Corée affirmait que pendant les 12 dernières années, les États-Unis avaient maintenu en vigueur une ordonnance antidumping visant les téléviseurs couleur fabriqués par Samsung, malgré l'absence de dumping et la cessation des exportations coréennes, sans n'avoir jamais réexaminé la nécessité de continuer d'imposer ces droits. Elle estimait que ce faisant les États-Unis contrevenaient aux articles VI:1 et VI:6 a) du GATT de 1994 et aux articles 1^{er}, 2, 3.1, 3.2, 3.6, 4.1, 5.4, 5.8, 5.10, 11.1 et 11.2 de l'Accord antidumping. Le 6 novembre 1997, la Corée a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Le 5 janvier 1998, elle a informé l'ORD qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais se réservait le droit de la présenter de nouveau. À la réunion de l'ORD du 22 septembre 1998, la Corée a annoncé qu'elle retirait définitivement sa demande d'établissement d'un groupe spécial parce que l'imposition de droits antidumping avait maintenant été abrogée.

16. WT/DS95 - États-Unis - Mesure affectant les marchés publics

Plainte du Japon. Cette demande, datée du 18 juillet 1997, concernait la même question que celle qui a été soulevée par les CE dans l'affaire WT/DS88 évoquée ci-dessus. Le 8 septembre 1998, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 21 octobre 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. L'ORD est convenu que, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord, un seul groupe spécial examinerait ce différend conjointement avec l'affaire WT/DS88 ci-dessus.

17. WT/DS101 - Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis

Plainte des États-Unis. Le 4 septembre 1997, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique concernant une enquête antidumping menée par ce pays sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis, qui a abouti, le 25 juin 1997, à la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage et à l'imposition de mesures provisoires visant les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis qui en a résulté. Les États-Unis estimaient qu'il y avait violation des articles 5.5, 6.1.3, 6.2, 6.4 et 6.5 de l'Accord antidumping.

Le 8 mai 1998, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations au sujet de la même enquête antidumping qui avait abouti à l'imposition de mesures antidumping définitives sur les importations mentionnées en provenance des États-Unis. Voir les documents WT/DS132 et WT/DS132/RW.

18. WT/DS106 - Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles

Plainte des États-Unis. Cette demande, datée du 10 novembre 1997, concernait les subventions prohibées que l'Australie accordait prétendument à ses producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles. Les États-Unis estimaient que ces mesures étaient contraires à l'article 3 de l'Accord sur les subventions. Le 9 janvier 1998, ils ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 22 janvier 1998, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la procédure accélérée prévue dans l'Accord sur les subventions. Le 11 juin 1998, les États-Unis ont retiré leur demande d'établissement d'un groupe spécial (voir également l'affaire WT/DS126).

19. WT/DS181 - Colombie - Mesure de sauvegarde appliquée aux importations de filaments simples de polyesters en provenance de Thaïlande

Plainte de la Thaïlande. Cette demande d'établissement d'un groupe spécial, datée du 7 septembre 1999, concernait une restriction unilatérale qui, d'après ce qui était allégué, était imposée par la Colombie aux importations de filaments simples de polyesters en provenance de Thaïlande. Il était allégué que la mesure de sauvegarde de la Colombie était incompatible avec l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) concernant l'application d'un mécanisme de sauvegarde transitoire et avec l'article 2 de l'ATV concernant l'introduction et l'application de restrictions par les Membres. Les mesures de sauvegarde imposées par la Colombie le 26 octobre 1998 ont fait l'objet de procédures d'examen en deux étapes par l'Organe de supervision des textiles (OSpT). À sa cinquantième réunion tenue du 16 au 19 novembre 1998, ce dernier a recommandé à la Colombie d'annuler cette mesure. Le 22 décembre 1998, la Colombie a fait savoir à l'OSpT qu'elle n'était pas en mesure de se conformer à sa recommandation et lui en a donné les raisons. À sa cinquante-deuxième réunion tenue du 18 au 20 janvier 1999, l'OSpT a réexaminé la question et a répété sa recommandation invitant la Colombie à annuler immédiatement cette mesure de sauvegarde. À la réunion de l'ORD du 27 octobre 1999, la Thaïlande a annoncé qu'elle retirait sa demande d'établissement d'un groupe spécial, car la mesure de sauvegarde avait été éliminée.

20. WT/DS193 - Chili - Mesures concernant le transport en transit et l'importation d'espadons

Plainte des Communautés européennes. Le 19 avril 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant l'interdiction de débarquer des espadons dans les ports chiliens instituée en vertu de l'article 165 de la Loi générale du Chili sur la pêche et l'aquaculture (Ley General de Pesca y Acuicultura), telle qu'elle a été codifiée par le Décret suprême n° 430 du 28 septembre 1991 et prorogée par le Décret n° 598 du 15 octobre 1999.

Les CE affirmaient que leurs navires de pêche naviguant dans le Pacifique du Sud-Est n'étaient pas autorisés, d'après la loi chilienne, à débarquer des espadons dans les ports chiliens, que ce soit pour l'entreposage à terre ou pour le transbordement sur d'autres navires. Les CE estimaient que le Chili empêchait ainsi le transport en transit des espadons dans ses ports. Elles alléguaient que les mesures susmentionnées étaient incompatibles avec le GATT de 1994, et en particulier les articles V et XI de cet accord.

À sa réunion du 12 décembre 2000, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la demande des CE. L'Australie, le Canada, l'Équateur, les États-Unis, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et l'Islande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le 23 mars 2001, les parties au différend ont informé le Directeur général de l'OMC qu'elles étaient convenues de suspendre la procédure de constitution du Groupe spécial.

21. WT/DS227 - Pérou - Taxes sur les cigarettes

Plainte du Chili. Le 1^{er} mars 2001, le Chili a demandé l'ouverture de consultations avec le Pérou concernant le Décret suprême n° 158-99-EF du Pérou du 25 septembre 1999 portant modification des Appendices III et IV de la Loi concernant la taxe générale sur les ventes et l'impôt sélectif sur la consommation, dans lesquels sont énumérés les produits assujettis à l'impôt sélectif sur la consommation. L'article 1B de ce Décret modifiait le régime de taxation applicable aux cigarettes de tabac brun, aux cigarettes de qualité ordinaire de tabac blond et aux cigarettes de qualité supérieure de tabac blond, en instaurant une taxe spécifique distincte pour chacune de ces catégories de cigarettes, qui allait de 0,025 sol à 0,100 sol par unité.

D'après le Chili, la différence dans le montant de la taxe paraissait être fonction uniquement du nombre de pays dans lesquels étaient commercialisées les différentes marques de cigarettes, à savoir plus de trois ou moins de trois pays, critère à propos duquel le gouvernement chilien se déclarait préoccupé, car celui-ci pouvait avoir pour effet d'introduire une discrimination à l'encontre des cigarettes importées du Chili, par exemple, lesquelles, du fait qu'elles étaient commercialisées dans plus de trois pays, étaient soumises à une taxe plus élevée que celle qui s'appliquait aux cigarettes de marque locale. D'après lui, cette situation, qui portait préjudice aux Chiliens exportant des cigarettes vers le Pérou, pouvait constituer une infraction aux dispositions du GATT de 1994 et, en particulier, sans toutefois s'y limiter nécessairement, à l'article III:2 du GATT de 1994 et à la jurisprudence constante de l'Organe d'appel en la matière.

À sa réunion du 24 juin 2001, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la demande du Chili. Aucun Membre n'a réservé ses droits en tant que tierce partie.

Le 12 juillet 2001, le Chili a annoncé son intention de retirer sa plainte au motif que la mesure contestée, à savoir le régime spécifique de l'impôt sélectif sur la consommation appliqué aux cigarettes par le Pérou, avait été modifiée le 30 juin 2001 par le Décret suprême n° 128-2001 du Ministère péruvien de l'économie et des finances, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2001. Depuis cette date, les cigarettes étaient soumises au régime commun de l'impôt sélectif sur la consommation, c'est-à-dire à un taux de 100 pour cent, quels que soient leur origine, leur prix, leur type ou la qualité du tabac et/ou le nombre de marchés sur lesquels elles étaient commercialisées. Cette modification du régime fiscal applicable aux cigarettes faisait suite à la décision du Tribunal constitutionnel du Pérou en date du 19 juin 2001.

22. WT/DS228 - Chili - Mesures de sauvegarde concernant le sucre

Plainte de la Colombie. Le 19 mars 2001, la Colombie a demandé l'ouverture de consultations avec le Chili concernant des mesures de sauvegarde définitives applicables au sucre. Cette demande a été annulée et remplacée par celle distribuée sous la cote WT/DS230 et mentionnée précédemment.

23. WT/DS240 - Roumanie - Prohibition à l'importation de blé et de farine de blé

Plainte de la Hongrie. Le 18 octobre 2001, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Roumanie au sujet du Décret conjoint du Ministère de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et de la sylviculture n° 119069 (16 juillet 2001), du Ministère de la famille et de la santé n° 495 (18 juillet 2001) et de l'Office national de la protection des consommateurs

n° 1/3687 (19 juillet 2001) prohibant l'importation de blé et de farine de blé qui ne satisfait pas à certaines prescriptions en matière de qualité.

La Hongrie allègue notamment:

- que la prohibition à l'importation a été imposée d'une manière incompatible avec les obligations de la Roumanie au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et
- que la mise en place des prescriptions en matière de qualité susmentionnées est contraire à l'article III:4 du GATT de 1994 parce que les produits d'origine nationale ne sont pas soumis aux mêmes prescriptions en matière de qualité.

Le 30 octobre 2001, la Hongrie a demandé l'ouverture de consultations avec la Roumanie conformément à la procédure d'urgence prévue à l'article 4:8 du Mémorandum d'accord. Le 27 novembre 2001, la Hongrie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 10 décembre 2001, l'ORD a reporté l'établissement du groupe spécial. Le 10 décembre 2001, la Hongrie a demandé la tenue d'une réunion extraordinaire de l'ORD afin d'établir un groupe spécial. Le 20 décembre 2001, suite à l'abrogation par la Roumanie de la législation concernant les prescriptions en matière de qualité pour le blé et la farine de blé, la Hongrie a retiré sa demande.
